



CINÉMA
Les agents J
et K sont de
retour G 1

ACTUALITÉS Soldats canadiens tués: sanctions
possibles contre les pilotes américains A 6

ARTS Le Festival d'été a 35 ans C 1



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 29 JUIN 2002

URGENCES FERMÉES LA NUIT

Legault brandit une loi spéciale

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Le ministre de la Santé, François Legault, envisage de recourir à une loi spéciale si aucune solution durable n'est trouvée d'ici deux semaines pour que toutes les urgences du Québec puissent rester ouvertes 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Jeudi, le ministre Legault a fait parvenir une lettre à la Fédération des médecins omnipatients du Québec (FMOQ) et à sept régies régionales dans laquelle il invoquait un recours possible à une loi spéciale. « Si nous ne pouvions parvenir à régler les situations potentielles de rupture des services d'urgence, je me verrai dans l'obligation de présenter une législation spéciale pour assurer le maintien des services prioritaires et essentiels que sont les urgences », est-il écrit.

Auquel cas, les députés seront rappelés à l'Assemblée nationale, la session parlementaire étant terminée depuis deux semaines déjà. M. Legault se donne jusqu'au 15 juillet, date à laquelle une équipe dépêchée par le ministre doit remettre son rapport.

L'équipe de six personnes — surtout des médecins — visitera les 11 urgences de la province qui sont en risque de rupture. D'ici les deux prochaines semaines, ils se rendront à Jonquière, à Val-d'Or, à Sept-Îles, à Baie-Comeau, à Wakefield, à Maniwaki, à Chandler, à Dolbeau, à La Pocatière et en Beauce-Etchemin, où ils rencontreront les différents intervenants.

L'équipe devra faire un portrait de la situation, mais surtout accoucher

d'un remède viable. « Si aucune solution durable n'est trouvée, le ministre n'exclut pas de rappeler les députés pour faire adopter une loi spéciale », rappelle Anne Marcotte, l'attachée de presse du ministre.

Cet ultimatum survient moins de 10 jours après le décès de Claude Dufresne, 51 ans, qui n'a pas pu être traité au Centre hospitalier de Shawinigan dont l'urgence était fermée depuis minuit. L'homme, qui habitait à trois rues de l'hôpital, a dû être conduit au centre hospitalier de Trois-Rivières. Il est mort en chemin.

PÉNURIE

Le président de la FMOQ, Rénald Dutil, a tenu à préciser que la situation actuelle découlait d'une pénurie et non d'un quelconque moyen de pression. « Ce n'est pas une grève, c'est que les médecins ne sont tout simplement pas assez nombreux. Ils font déjà plus que ce qu'ils ont l'habitude de faire. Nous sommes dans une situation de pénurie aiguë. »

Conscient qu'il faudra en venir à une solution, M. Dutil a indiqué qu'il avait fait parvenir une lettre aux 7500

Voir LOI en A 2 >

Montréal—Québec—les Îles



Le journaliste du SOLEIL Normand Provencher est parti hier matin de Montréal à bord du bateau de croisière «CTMA Vacancier» en direction des Îles-de-la-Madeleine. L'arrivée est prévue pour demain midi.

COLLABORATION SPÉCIALE ANDRÉ PICHETTE

Et vogue la galère !

LE SOLEIL poursuit aujourd'hui sa tournée d'été à travers le Québec en mettant le cap sur les Îles-de-la-Madeleine à bord du traversier assurant la liaison Montréal—Cap-aux-Meules. À lire aussi dans le cahier Contexte, la suite de notre grand tableau sur la mer.

Normand Provencher

NProvencher@lesoleil.com

**SUR LA ROUTE DE L'ÉTÉ
VERS LES ÎLES
PREMIER DE CINQ**

Les Îles-de-la-Madeleine, c'est in. Tout le monde veut aller voir si c'est aussi beau qu'on le dit, si le monde est aussi fin, le homard aussi bon. Le chemin classique, c'est la route de la Gaspésie et le traversier à Souris, sur l'Île-du-Prince-Édouard. Depuis trois semaines, il existe une autre voie, de plus en plus populaire, celle du navire de croisière. Montréal, Québec, Matane, Cap-aux-Meules... et vogue le navire.

Mon boss a voulu que je prenne le bateau à partir de Montréal, au début de l'excursion. Près de trois heures d'autobus sur la 20 pour mieux descendre le fleuve et revenir à mon point de départ, que voilà une façon originale de commencer ce reportage. M'enfin, on a déjà vu pire, une randonnée à moto sous la pluie en Gaspésie par exemple.

Le CTMA Vacancier a largué les amarres comme prévu à midi, à la Cité du Havre. Un peu plus et je ratais le bateau, c'est le cas de le dire. Lorsque mon lymphatique chauffeur de taxi a sorti sa carte de la ville, à un quart d'heure du départ, quelque part dans le Vieux-Port, j'ai senti quelque chose en moi venir agacer mon gros nerf sympathique. Car s'il y avait une chose que je ne voulais pas faire, c'était bien rembarquer dans l'autobus pour venir prendre à Québec un bateau que j'avais raté à Montréal. De quoi alimenter les sarcas-

mes de quelques collègues de travail pendant les longs mois d'hiver.

Grand bien me fasse, le malheur n'est pas arrivé. Comme Leonardo DiCaprio dans *Titanic*, je suis arrivé juste à temps, heureux d'être content. Les 160 quelque passagers étaient déjà embarqués, en route vers un destin insolite sur les flots bleus de l'été. Le commandant de bord Gérard Boudreau m'a souhaité la bienvenue et prié d'ajuster ma montre à l'heure des Îles, c'est-à-dire une heure plus tard dans les Maritimes. J'ai préféré garder le fuseau horaire de la capitale, les vieilles habitudes et l'heure de tombée, vous savez...

Depuis une quinzaine d'années, les vacanciers qui voulaient se rendre aux Îles-de-la-Madeleine par le fleuve devaient monter à bord du bateau-cargo *MTCA Voyageur*. Seulement une douzaine de passagers chaque semaine, c'était le maximum permis. On affichait toujours complet, même si ce n'était pas le grand luxe. Il fallait vraiment que les gens les aiment, les Madelinots, pour aller leur rendre visite de cette façon.

Avec le *CTMA Vacancier*, c'est le début d'un temps nouveau, comme le dit la vieille chanson. Les Madelinots viennent vous prendre à la porte, avec un beau gros bateau de 415 pieds de long, avec une grande salle à manger, une cafétéria, des salles de repos, un bar, un coin lecture, une salle d'exercices, une boutique pour vous faire acheter avant le temps des trucs que vous trouverez aux Îles. Il y a aussi de l'animation à bord

Voir VOGUE en A 2 >

Bell Canada redevient 100% canadienne

BCE dissipe l'incertitude et rachète la participation de SBC Communications

FRANÇOIS POULIOT
FPouliot@lesoleil.com

Bell Canada redevient à 100% propriété canadienne. Devant l'incertitude des marchés financiers, BCE a annoncé hier qu'elle rachetait la participation de 20% de SBC Communications dans sa filiale de téléphonie. La direction de BCE s'est dite confiante de faire une bonne affaire et a bon espoir de ne subir aucune décade.

« Nous avons jugé qu'il valait mieux agir que réagir. Qu'il était mieux pour nous de contrôler notre destinée et de dissiper l'incertitude », a lancé le nouveau chef de direction de BCE, Michael Sabia.

Depuis plusieurs semaines, les analystes financiers spéculaient sur une potentielle transaction. Entre juillet et décembre de cette année, et de nouveau entre juillet et décembre 2004, l'américaine SBC avait la possibilité de forcer BCE à racheter sa participation (à sa valeur au marché plus 25%).

La transaction survient finalement à 6,32 milliards \$, en ligne avec les attentes du marché.

Elle doit s'effectuer en deux étapes : le rachat immédiat d'un bloc de 4% pour un paiement comptant de 1,33 milliard \$. Et le reste, soit 4,99 milliards \$, le 3 janvier 2003 ou avant.

La direction entend financer l'opération par une émission d'actions de 1 à

Voir BELL en A 2 >

AUJOURD'HUI

La Capitale

Lits de camp pour la crise du logement. La liste des familles de Québec qui n'auront pas de logis le 1^{er} juillet s'allonge. Un refuge d'urgence pouvant en accueillir 125 au sous-sol de l'église Saint-Roch est déjà en place. **Page A5**

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Économie	B 1
Agenda	C 11	Editorial	D 4
Agenda cinéma	G 5	Habitat	F 1
Arts et vie	C 1	Le monde	A 17
Bourses	B 4	Québec / Canada	A 6
Capitales et régions	A 12	Petites annonces	E 11
Carrières	D 6	Plaisirs	H 1
Cinéma	G 1	Sports	S 1
Contexte	D 1	Statistiques	S 12
Décès	B 9	Télévision	C 4
Diversissements	H 4	Voyages	F 1

LA MÉTÉO

Maximum 26, minimum 14
Ensoleillé en matinée, ciel variable en après-midi. Détails **page S 16**.

Précipitations (avant-hier)

Ce mois-ci: 69,3 mm L'an dernier: 99,8 mm
Cet été: 182,4 mm L'été dernier: 158 mm

QUÉBEC,
106^e ANNÉE, N° 179
FLORIDE, 2,60 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 2 \$
PLUS TAXES



1,52 \$ PLUS TAXES 6 2765700076 6

Portable de dent



Un téléphone portable dans une dent, pourquoi pas ? Deux inventeurs britanniques ont présenté hier à Londres un prototype qui pourrait résoudre tous les problèmes de ceux qui finissent par avoir une dent contre le portable. Seul inconvénient, un passage obligé chez le dentiste, qui insérera l'engin dans une de vos... molaires. Connue pour l'instant sous le nom de « telephone tooth » (dent téléphonique) ou de « molar mobile » (molaire mobile), cette invention permet de recevoir des appels téléphoniques, d'écouter de la musique ou même de se connecter à des sites audio dans Internet sans que personne autour n'entende rien. Jusqu'ici, les deux inventeurs n'ont pas encore trouvé de fabricant, mais ils ont déménagé à Dublin, en Irlande, pour travailler avec Media Lab Europe, le partenaire de recherche européen de MIT Media Lab.

Malibu

Malibu de Chevrolet

Meilleur véhicule intermédiaire d'entrée de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. selon l'étude de JD Power sur la qualité initiale



General Motors du Canada Limitée
gmcana.com

VOGUE

Suite de la Une

tous les soirs pour ceux qui s'ennuient d'être seuls avec eux-mêmes.

Le temps de fixer ses points de repère, de distinguer le pont avant du pont arrière, le babord du tribord, on se sent rapidement à l'aise dans les entrailles du navire. Le CTMA Vacancier, c'est comme un gros traversier Québec-Lévis. Rien pour vous donner le mal de mer, juste un petit sentiment d'instabilité. Pour le moment du moins, car on est encore loin du golfe.

Le seul hic, c'est la cabine. Une fois à l'intérieur, vous n'avez qu'une seule envie, celle d'en sortir. La mienne est aussi grande qu'un carré de sable. Les roues latérales, les cabriolets et autres galipettes, oubliez ça. Dormir là-dedans doit donner l'impression de roupiller dans un sarcophage. Il y a toujours le ronronnement des moteurs pour vous apaiser. Ou quelques cachets de somnifères.

Dans une autre vie, le CTMA Vacancier s'appelait le City of Cork et assurait la navette entre Cork, en Irlande, et Swansea, en Angleterre. Les Madelinots l'ont acheté à un armateur grec pour une vingtaine de millions de dollars. C'était le prix à payer pour avoir un navire fiable, solide, capable de transporter des hordes de vacanciers fébriles de découvrir ce coin de pays. Et faire rouler l'économie d'une région qui en a bien besoin.

Les Madelinots se frottent les mains d'aise. Depuis son voyage inaugural,



LE SOLEIL, NORMAND PROVENCER
Lucie Grenier, d'Outremont, avait sorti un mouchoir blanc pour saluer sa sœur, à Pointe-du-Lac. Reste à voir si elle l'a aperçu... Son amie Jeanne-Paule Lupien, de Trois-Rivières, l'accompagne à bord du « MTCA Vacancier ».

au début du mois, le CTMA Vacancier fait fureur. Le nombre de réservations a grimpé en flèche, malgré qu'il en coûte entre 800\$ et 1000\$ par personne, en occupation double, pour un aller-retour depuis Québec. Et ce prix ne comprend pas le séjour aux îles ni les frais pour la voiture.

Le scénario le plus optimiste laissait entrevoir une centaine de passagers par semaine. Hier midi, au départ de Montréal, on en comptait 175. Il devait en monter une quinzaine à Québec, en milieu de soirée. En fin d'après-midi, aujourd'hui, à Matane, ils seront 80 de plus. Et ce sera comme ça une bonne partie de l'été.



Lucie Grenier fait partie du voyage, en compagnie de sa copine trifluvienne Jeanne-Paule Lupien. Cette dame d'Outremont avait promis à sa sœur de Pointe-du-Lac qu'elle agiterait un mouchoir blanc pour la saluer, lorsque le CTMA Vacancier passerait en face de chez elle. Elle oubliait seulement que le fleuve était large à cet endroit. Vu la distance, une nappe aurait sans doute été plus appropriée. C'est en tout cas la suggestion que lui a faite le capitaine Bernard Langford...

N'empêche, pour cette première journée sur le fleuve, M^{me} Grenier a adoré ce qu'elle a vu. « C'est ça le bonheur, il faut juste s'en apercevoir », qu'elle a lancé à un membre de l'équipage.

Avant elle, il y a longtemps, un certain poète avait aussi dit quelque chose du

genre: le bonheur, c'est seulement après qu'on s'en aperçoit. Il faudra s'en souvenir les jours de pluie.

Un bel après-midi d'été, un ciel d'azur, les rives du fleuve qui défilent de chaque côté de vous, des conducteurs de yachts qui vous envoient la main au passage, des enfants qui jouent au bord de l'eau, Delphis Duhamel qui fait résonner le *Ô Canada* dans ses haut-parleurs à Deschailons, l'arrivée à la bruyante dans le port de Québec, voilà qui ressemblait au bonheur ou du moins à un sapré beau début de voyage...

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada inc., membre de Gesca Itée. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

BELL

Suite de la Une

1,5 milliard\$ et une émission de titres d'emprunt de 2 à 2,5 milliards\$. Elle entend aussi recueillir entre 1 et 2 milliards\$ par la vente ou la mise en garantie de sa division d'annuaires téléphoniques. Un financement temporaire de 3,3 milliards\$ est avancé à la société par un syndicat bancaire. Et SBC s'engage à lui prêter 3,5 milliards\$ de plus pour 18 mois si elle en a besoin.

Longtemps inquiétés par la capacité de BCE à racheter SBC sans trop alourdir son bilan, les marchés financiers ont bien réagi à la nouvelle. Le titre de BCE a gagné 1,20\$ pour fermer à 26,39\$. En mars, BCE cotait à 34\$.

Michael Sabia s'est dit confiant de voir les agences de crédit bien accueillir le montage financier. « Nous avons rencontré chacune d'entre elles. Je pense que notre risque est diminué par le 100% de liquidités que nous retirerons désormais de Bell (par opposition à 80%) et notre retrait de Télé-globe et Telecom America. »

Une agence a reconfirmé hier la cote de crédit de BCE. Dominion Bond Rating Services soutient que la société bénéficie de la transaction de plusieurs façons. « Le dividende de Bell augmentera de 300 millions\$, la structure et les flux de capitaux entre BCE et Bell seront grandement simplifiés, BCE peut planifier l'avenir du groupe sans SBC, les évaluations sont raisonnables dans les marchés actuels, et il existe un accord commercial avec SBC », écrit l'agence.

M. Sabia a aussi répété que BCE devrait afficher des flux de trésorerie po-

sitifs en 2003. Il a cependant indiqué que, suivant un scénario négatif, la transaction pourrait avoir un effet dilutif de 0,05\$ par action sur les résultats de la compagnie.

Le chef de direction a par ailleurs maintes fois affirmé son intention de faire de Bell Canada le navire amiral du développement futur de la société de portefeuille. Il n'a pas exclu la vente de CGI, Bell Globemedia et BCE Emergis. La société entend analyser la pertinence de ces investissements en fonction de leur apport potentiel à Bell Canada et du potentiel d'appréciation de leur valeur.

Le rapatriement des 20% manquants de Bell Canada marque une étape importante dans l'histoire de BCE. M. Sabia a indiqué hier que les 5 milliards\$ reçus lors de sa cession, en juin 1999, avaient notamment permis à Bell de mettre en place les piliers de son développement futur: la télévision satellite

BellExpressVu, les lignes Internet haute vitesse, et les services sans fil.

Il a cependant reconnu que la société aurait pu emprunter à bien meilleur coût et réaliser quand même ces investissements. « Il est vrai que nous n'avons pas eu toutes les synergies que l'on aurait pu avoir », a-t-il dit.

En 1999, les deux entreprises voyaient dans le mariage le lien le plus sûr permettant l'échange d'expertises technologiques et marketing. La BCE de l'époque croyait aussi avoir trouvé le moyen d'ajouter un important joueur à la liste de clients de ses filiales Nortel, Télé-globe et BCE Emergis. Un espoir qui allait cependant être déçu.

Dans une entrevue au *Devoir*, le prési-

dent de l'époque, Jean Monty, avait aussi justifié la transaction par des motifs nationalistes, disant redouter que BCE ne soit un jour acquis par une société américaine. La loi sur les télécommunications interdit aux sociétés étrangères de détenir plus de 20% d'une société de portefeuille comme BCE. Mais M. Monty disait craindre que les choses ne changent avec les élans antiprotectionnistes des Américains et de FOMC.

Le président démissionnaire s'était donné deux objectifs: 1- que le partenariat fonctionne bien et que SBC-Ameritech perde tout appétit pour Bell Canada; 2- « faire grossir BCE (de façon rentable) à un point tel qu'il y aurait trop d'affaires là-dedans » pour que le conglomérat canadien soit une cible intéressante (SBC se concentrant sur les télécommunications).

Les Auberges du cœur du Québec



Organismes communautaires d'hébergement pour jeunes en difficulté et sans abri
Info : 514.523.8559

LES JOUONS QUI Y ENTRENENT Y ON SORTENT!

LE SOLEIL Résultats
TVA, le réseau des tirages

Le Mini Tirage du 2002-06-28	Banco Tirage du 2002-06-28	Banco Special Tirage du 2002-06-28
NUMÉROS 176847 50 000 \$ 76847 5 000 \$ 6847 250 \$ 847 25 \$ 47 5 \$ 17684 1 000 \$ 1768 100 \$ 176 10 \$	LOTS 06 08 13 14 23 28 31 32 34 40 41 42 44 49 54 55 57 62 65 68	08 13 19 24 30 43 47 Complémentaire (33)

Quintessence Tirage du 2002-06-28
304 7518

Extra Tirage du 2002-06-28
061546

SUPER 7 Tirage du 2002-06-28
08 13 19 24 30 43 47
Complémentaire (33)

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI!** 1 866 505-JEU

LE SOLEIL Résultats
TVA, le réseau des tirages

31 Jours de Chance

Numéro complet 100 000 \$ 4 derniers chiffres 100 \$
5 derniers chiffres 1 000 \$ 3 derniers chiffres 30 \$
2 derniers chiffres 20 \$

Numéro du 29 juin: **667360**

2002-06-01 395843	2002-06-15 002416
2002-06-02 170244	2002-06-16 130103
2002-06-03 169095	2002-06-17 616093
2002-06-04 182662	2002-06-18 584636
2002-06-05 213683	2002-06-19 177289
2002-06-06 959450	2002-06-20 281414
2002-06-07 311138	2002-06-21 577109
2002-06-08 450997	2002-06-22 947792
2002-06-09 507205	2002-06-23 451910
2002-06-10 266819	2002-06-24 469584
2002-06-11 686002	2002-06-25 686736
2002-06-12 524942	2002-06-26 182025
2002-06-13 887511	2002-06-27 956411
2002-06-14 126280	2002-06-28 165468

(numéros décomposables)

100 000 \$ chaque jour du 1^{er} au 30 juin 2002

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI!** 1 866 505-JEU

SOLDÉS ACTUELS

VOS TEE-SHIRTS D'ÉTÉ FAVORIS À PRIX EXCEPTIONNELS !
Pour tous les jours, pour tous les goûts, pour toutes les activités d'été, des tee-shirts de qualité à profusion, maintenant à des prix Simons imbattables.

LE 31 RAYURES NAUTIQUES Une économie de 33%. Jersey pur coton pour le tee-shirt encolure ronde, à rayures de différentes largeurs en combinaisons de marine et bleu ciel ou marine, rouge et jaune. P.m.g.tg.ttg. 19.99 rég. 29.95	NUMÉRO 32 Un style athlétique vedette de l'été à rabais de 50%. Jersey pur coton. Logo en contraste sur fond écu, marine, rouge, bleu pâle. P.m.g.tg.ttg. 9.99 rég. 19.99	LOGO FOOTBALL Un prix Simons extraordinaire pour un tee-shirt en jersey de coton, exclusif au 31, avec appliqué filet thème sportif en contraste sur blanc, marine, rouge ou jaune. P.m.g.tg.ttg. 9.99 rég. 19.99	RAYURES JUMELLES Une économie de 25%, sur le polo en jersey pur coton, une poche plaquée, dans un jeu de rayures marquées en contraste sur fond blanc, marine, noir, royal. P.m.g.tg.ttg. 29.95 rég. 40.00
--	--	--	---

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE • PROMENADES ST-BRUNO • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRÉE

ACTUALITÉS

Chantal Renaud discrète sur sa relation avec Landry

RICHARD THERRIEN
RTherrien@lesoleil.com

■ Mais qui est donc cette femme se montrant depuis plusieurs mois au bras de Bernard Landry? Plusieurs l'auront remarquée au Grand Prix du Canada à Montréal, un événement qui ne manque pas de visibilité. Elle était là aussi pour accueillir les convives, lors de la réception annuelle du premier ministre au Musée du Québec le 24 juin. De plus en plus, elle et lui s'affichent côte à côte, arborant une évidente complicité.

Cette femme, au visage qui nous est familier, c'est Chantal Renaud. Scénariste reconnue en France et récipiendaire d'importants prix dans le milieu de la télévision, cette Québécoise fait surtout carrière en Europe. Peu témoin de son travail d'écrivaine, les Québécois se souviennent surtout de sa courte carrière de chanteuse à la chevelure blonde, dans les années yé-yé, et de son rôle dans le film *L'Initiation*, aux côtés de Danielle Ouimet. Une époque sur laquelle elle a fait une croix, et qu'elle préfère oublier.

À propos de ses rapports avec Bernard Landry, Chantal Renaud se fait discrète, bien qu'elle ne tarisse pas d'éloges à l'égard du premier ministre, dont elle se dit très proche. Elle a tout de même accepté de nous accorder une entrevue et d'en dire un peu plus sur sa relation avec le chef du Parti québécois, qui refuse d'aborder la question avec la presse.

La scénariste a fait la connaissance de M. Landry chez un ami commun, le parolier Luc Plamondon, il y a déjà plusieurs années. «Nous avions eu une longue discussion sur le marché de l'audiovisuel au Québec. J'ai ensuite rencontré sa femme, Lorraine, que j'ai tout de suite adorée. Tellement que Bernard Landry est devenu pour moi "l'homme à côté de Lorraine"! J'ai fréquenté le couple durant les derniers mois de la vie de Lorraine. Ils sont venus dans ma maison en Provence.»

À la mort de Lorraine Laporte-Landry, en juillet 1999, M^{me} Renaud a voulu apporter son soutien à son ami Ber-

nard. Elle comprenait sa souffrance, après avoir elle-même perdu son seul fils, il y a cinq ans. «Cet homme-là a eu tant de chagrin à la perdre, tout comme moi pour mon fils. C'est un guerrier de la politique, on n'imagine pas qu'il puisse à ce point souffrir. Cette chose-là nous a rapprochés. Je sais, par expérience, que trois mois après le décès de quelqu'un, plus personne ne vous en parle. Comme si la douleur disparaissait aussi rapidement.»

Depuis, elle et lui ont toujours gardé contact. Et les convictions politiques de Chantal Renaud, dont elle n'a à peu près jamais parlé, n'y sont certainement pas étrangères. «J'ai toujours été souverainiste, mes parents

« La vie privée doit le rester; autrement, on est privé de vie »

l'étaient et le sont toujours. J'ai braillé durant plusieurs nuits après le dernier référendum. C'était cruel, j'ai connu le résultat en Provence à 6 h du matin, après toute une nuit à croire que le OUI avait gagné. C'était affreux! Du fait de mon attachement profond au Québec, c'est une fierté de partager l'amitié de son plus ardent défenseur. Il n'y a pas de limite à l'amitié de cœur.»

Aussi bien dire que la période difficile que traverse Bernard Landry et son parti en ce moment ravivent ses convictions les plus profondes. Pour



Le premier ministre Bernard Landry et M^{me} Chantal Renaud, lors du Grand Prix du Canada, à Montréal, début juin.

défendre le premier ministre et ses idéaux, elle y va d'un plaidoyer vigoureusement passionné. «Je voudrais étrangler ceux qui le font souffrir. Je m'efforce de ne pas lire les journaux. Ça me scandalise de penser qu'on ne le perçoive pas comme un souverainiste. Je n'ai jamais vu un être humain tant brûler pour que le Québec soit un pays comme lui.»

Pour sauver la nation, serait-elle prête à s'impliquer davantage, à réaffirmer ses positions, à la droite de Bernard Landry? «Si j'avais pendant une seconde la conviction de pouvoir faire bouger les choses pour que le Québec soit indépendant, je n'hésiterais pas», affirme-t-elle, sans ambages.

De tout temps, les fréquentations des hommes d'État ont intrigué la population, et Chantal Renaud n'y échappe pas. Quand on lui demande jusqu'où vont ses rapports avec le premier ministre, elle répond, dans le plus grand calme et pesant bien chaque mot: «La vie privée doit le rester. Autrement, on est privé de vie.» Cette partie du jardin restera donc secrète.

Les origines de Chantal Renaud ont aussi de quoi intriguer. Encore maintenant, des gens qui la rencontrent

disent ne pas croire qu'elle est bel et bien Québécoise, en raison de cet accent marqué qui trahit un séjour de plusieurs années en France. Et pourtant, elle passe le plus clair de son temps au Québec, près de Mont-Laurier, loin du brouhaha des villes. En recevant un 7 d'or (le Géméaux français) pour le scénario du téléfilm *Fatou la Malienne*, en octobre dernier, elle a voulu éloigner toute confusion sur ses origines. «J'ai attendu longtemps avant de faire mon *coming out*! Si j'avais débuté ma carrière de scénariste en France en clamant: "Je suis Québécoise et je vais vous faire de merveilleux films français!", personne n'en aurait voulu. Au moment de recevoir le 7 d'or, je savais que le gala était diffusé sur TV5. J'ai pris le micro en disant: "C'est un grand honneur que vous me faites. Et vous le faites aussi à mon pays, le Québec. Je suis contente de pouvoir dire combien je suis fière de porter notre culture."»

Ces récentes récompenses ont donné des ailes à Chantal Renaud, sollicitée plus que tout autre scénariste à l'heure actuelle en France. «Ce sont les seules fois où je suis allée chercher des récompenses avec un véritable

bonheur et la conviction de les mériter», avoue-t-elle.

Chose que plusieurs ignorent chez nous: ce n'est pas d'hier que Chantal Renaud exerce sa plume. Elle a une quinzaine de téléfilms et un roman à son actif. Et déjà à 18 ans, elle signait des nouvelles de science-fiction dans le magazine *Châtelaine*. «C'est ce que je fais de mieux, écrire. J'écris pour la télévision, le média le plus nucléaire (familial) qui soit, celui qui m'intéresse le plus.»

Si ses œuvres ne voient le jour qu'en France, c'est parce qu'elle connaît bien ce pays, où elle possède encore une résidence. Mais surtout, parce qu'elle ne supporterait pas que ses œuvres soient interrompues par des publicités, comme c'est le cas chez nous. «Quand je regarde un film ici, je me dis que j'aimerais mieux crever que d'avoir des pubs dans mes films. Toute la concentration et l'énergie que ça demande pour créer une ambiance sont gâchées pour vendre de la saucisse. En France, on n'a pas le droit de nous interrompre, c'est inscrit sur nos contrats d'auteurs. Ici, si je n'avais pas le choix, je ferais autre chose. Tiens, j'écrirais des publicités!»

LA JUGE CLAIRE L'HEUREUX-DUBÉ

Championne de la dissidence

OTTAWA (PC) — Dans les hommages qui ont été rendus à la juge Claire L'Heureux-Dubé, à l'occasion de sa retraite de la Cour suprême du Canada, tous ont souligné le fait qu'elle a été la championne de la dissidence au cours de ses 15 années sur le banc du plus haut tribunal du pays.

Mais la juge, qui quitte ses fonctions le 1^{er} juillet, s'empresse de préciser que ses vues dissidentes ont plus tard été acceptées, ont mené à des réformes judiciaires et ont fait évoluer le droit. Si elle était perçue comme rebelle à ses débuts, par sa défense passionnée des droits des femmes, des enfants, des gays, des minorités ethniques, des handicapés et des autochtones, raconte-t-elle, c'est qu'elle était en fait une visionnaire.

«J'ai toujours été en avance sur mon temps, et c'est un drame, parce qu'on est alors voué à la dissidence», a souligné la juge, au cours d'une entrevue avec la Presse canadienne, peu de temps avant sa retraite. Depuis 1987, à la Cour suprême, la juge L'Heureux-Dubé a entendu plus de 1200 causes et écrit 254 jugements, dont 40% où elle était dissidente.

Il faut du courage pour aller à contre-courant, et Claire L'Heureux-Dubé n'en a jamais manqué. Cette pionnière a l'habitude de faire face à des difficultés: tout au long de sa carrière, elle a dû se battre pour ses idées et ses ambitions.

«J'ai été victime de discrimination à toutes les étapes de ma vie, à partir de mes études supérieures et aussi au sein de la magistrature», raconte-t-elle, sans aucune amertume. On a tenté de la décourager d'entreprendre des études supérieures, on lui a refusé des bourses, disponibles exclusivement pour les étudiants masculins, on a douté de ses capacités, mais elle a toujours foncé, «stimulée par les défis», dit-elle.

Sa carrière florissante a été marquée par le scepticisme de ses collègues masculins, qui se demandaient si elle serait en mesure d'abattre l'énorme quantité de travail qu'exigeaient ses fonctions.



Claire L'Heureux-Dubé

NISSAN

Fais de l'air.



La Maxima 2003 en déplace beaucoup.

- Transmission automatique • Sièges avant chauffés • Radio AM/FM/CD avec 6 haut-parleurs, 120 watts • Climatiseur avec régulateur automatique • Freins ABS et à disque aux 4 roues • Moteur V6 de 255 chevaux • Système antivol et antidémarrage avec clé à puce

399\$ /MOIS*

0\$ acompte disponible
Transport et préparation inclus!

4,8%

Financement à l'achat**

*Location de 48 mois pour la Maxima GXE 2003 (U4RG73 AAO). Acompte ou échange équivalent de 3 995\$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 4,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissan.ca 1 800 387-0122



CRISE DU LOGEMENT

Fête nationale du
déménagementGUILLAUME DUMAS
GDumas@lesoleil.com

■ Pénurie de logements, manque de camions, température incertaine et formalités administratives sont au menu de milliers de Québécois qui déménageront leurs pénates cette fin de semaine. Trois jours qui font le bonheur des uns et le malheur des autres.

Les compagnies de transport font des affaires en or pendant cette période que plusieurs patrons qualifient de manne. Pour bon nombre d'entreprises, l'horaire du 1^{er} juillet est rempli depuis des mois. « Les réservations ont commencé en décembre dernier et dès le début de février, mon dernier client était booké », raconte Louis Martel, directeur général du clan Paneton à Québec. La compagnie affiche complet jusqu'au 9 juillet et le téléphone n'arrête pas de sonner.

Même son de cloche chez Transport Dolbec, qui affirme faire de 15 à 20 déménagements quotidiennement pendant la longue fin de semaine de la fête du Canada. Ghislain Dolbec, direc-

teur général, reconnaît que les prix sont majorés pendant cette période. « Les tarifs peuvent être jusqu'à 60 % plus élevés qu'en temps normal. »

Les agences de location de camions ont aussi droit à leur part du gâteau. Nicolas Sylvestre et Jérôme Laflamme, tous deux étudiants en histoire à l'Université Laval, ont dû louer un camion à Joliette car aucun véhicule n'était disponible aujourd'hui. « Ça fait trois semaines que j'ai appelé et il n'y avait plus rien à Québec, affirme Sylvestre, qui retourne vivre dans son patelin de Lanaudière. Et les coûts pour les autres jours étaient exorbitants. »

Rencontrés dans le quartier Saint-Sacrement, Serge Beaugard et Stéphane G. (qui souhaite taire son nom de fa-

mille) se sont improvisés déménageurs d'un jour, question d'épauler la mère d'un copain. « Pourquoi payer pour des professionnels qui ne le sont pas vraiment », se questionne Beaugard, qui se débrouillait drôlement bien avec un énorme réfrigérateur dans une cage d'escaliers plutôt exigüe.

TÉLÉPHONE, TÉLÉVISION
ET ÉLECTRICITÉ

Qui dit changement de domicile dit inévitablement changement d'adresse. Chez Bell Canada, les effectifs augmentent de 40 %, de mi-juin à mi-juillet, pour répondre aux 237 000 abonnés québécois qui signalent leur nouveau lieu de résidence. « Les clients peuvent procéder à des modifications via notre site Web ou notre service téléphonique, note France Poulin, directrice des relations publiques. On demande deux jours ouvrables pour transférer tous les services. »

Malgré le conflit de travail qui affecte, Vidéotron doit aussi assumer un important flux d'appels. Jean-Paul Galarneau, porte-parole de la compagnie, rappelle que 175 000 personnes demandent à être branchées annuellement dans la province. De ce nombre, 65 à 70 % le font pendant la période dite de déménagements. Fort heureusement, près des trois-quarts des locataires ou propriétaires se sont déjà manifestés. Pour accélérer le processus, M. Galarneau invite la clientèle à éviter de téléphoner les lundis et mardis, qui sont, d'ordinaire, très occupés. Les gens qui arriveront dans leur logis pourront également connecter immédiatement leurs appareils si le câble est déjà présent, indique le porte-parole.

Hydro-Québec n'échappe pas non plus au branle-bas des déménagements. Chaque année, la société d'État doit remettre en lumière des milliers de chaumières.

ÉTÉ SUR FOND DE CRISE

Bienheureux sont ceux qui ont déniché un nid puisque de nombreux ménages risquent de se retrouver à la rue dès le 1^{er} juillet. En effet, la ville



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
Serge Beaugard et Stéphane G. s'affairent à hisser un poêle au sommet d'un escalier, quartier Saint-Sacrement



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
Quartier Montcalm, Stéphanie Mineault et Hugues-Paul Lormier entassent les effets d'une copine.

de Québec fait face à une crise sans précédent. Le taux d'occupation des logements a chuté à 0,3 % alors qu'il était de 1,6 % à pareille date l'an dernier, selon Nicole Dionne, coordonnatrice du Bureau d'animation et d'information logement Québec métropolitain (BAIL).

Une ligne téléphonique d'urgence, le 691-2345, a été mise sur pied tant pour les locataires en détresse que pour les propriétaires ayant un logement vacant. De nombreuses unités de secours, quoique temporaires, ont été prévues à l'Université Laval, au cégep François-Xavier-Garneau, à la maison Jésus-Ouvrier et au sous-sol de l'église Saint-Roch.

La Ville de Québec souhaite que les familles et les proches des sans-logis hébergent ces derniers.

« La crise pourrait durer de trois à cinq ans, souligne M^{me} Dionne. La solution passe par la construction de logements sociaux. »

Le BAIL estime que près de 450 ménages risquent d'être à court de ressources pour se loger. Pour sa part, la Ville de Québec compte soutenir de 100 à 150 personnes, mais ne peut avancer de chiffres exacts quant au nombre de gens à la rue. « On verra au jour le jour, mais on souhaite ne pas aider trop de personnes », soupire François Moisan, conseiller en communications à la Ville de Québec.

Ne jetez pas les électroménagers

Du climatiseur au bout de tuyau en cuivre, Option Métal Recyclé du Québec s'engage à donner une seconde vie à vos déchets de métaux.

Lancée hier, Option Métal Recyclé est une entreprise d'économie sociale qui compte sept employés. Elle récupère, recycle et reconditionne les résidus métalliques ou tout autre objet contenant

du métal. « On vient de passer une entente avec la Ville de Québec qui nous donne 600 tonnes de matériaux normalement jetés aux rebus », déclare Pierre-Claude Vézina, directeur général.

Option Métal a bénéficié de subventions des ministères de l'Environnement et de l'Emploi.

Option Métal invite la population à venir déposer ses électroménagers et autres objets métalliques au 1255, de l'Ancienne Cartoucherie, dans le parc Saint-Malo ou à composer le 527-4040. Les portes seront ouvertes du 29 juin au 1^{er} juillet de 10 à 16 h pour accueillir les gens et faire une démonstration du savoir-faire de l'entreprise. G.D.

Au secours des animaux

GUILLAUME DUMAS
GDumas@lesoleil.com

À l'heure du déménagement, on se prépare à emporter frigos, poêles et moutis babioles. Mais qu'en est-il de votre toutou préféré qui partage votre canapé depuis tant d'années? Fera-t-il partie du voyage?

ABANDONS

Chaque année, la Société protectrice des animaux se heurte au phénomène d'abandon des animaux malgré tous les efforts de conscientisation déployés. En cette fin de semaine de grand remous, près de 100 animaux intégreront quotidiennement

le gîte. Les déménagements, les vacances et les naissances animales coïncident. De plus, les gens adoptent très peu en cette période, souligne Manon Légaré, directrice générale.

Avec la crise du logement, les propriétaires sont en mesure d'instaurer des mesures plus strictes, spécialement au sujet des animaux. Les gens doivent donc se départir de leurs compagnons à poil. « Certains prétextent des allergies pour cacher leur honte », raconte M^{me} Légaré.

D'autres préfèrent abandonner les petites créatures dans leur ancien logement, sans eau ni nourriture. Jusqu'à ce que quelqu'un les trouve parfois dans un piteux état.

ON FRAPPE FORT DANS LES PRIX EN JUIN

chez Einstein

le GÉANT NISSAN

Pour un temps limité,
SENTRA ÉDITION ST!

• Jantes en alliage
• Échappement
• Tuyau d'échappement à embout chromé
• Emblème « ST »

219\$ /MOIS*



• Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD • Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux • Pneu toutes saisons 18 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40

CLIMATISEUR INCLUS

199\$
/MOIS*

0\$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus!

1,8%

**Financement à l'achat et
AUCUN VERSEMENT AVANT 90 JOURS!***

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 • Option Plus • et la Sentra édition ST (C4L032 BKD). Acompte ou échange équivalent de 2 495 \$. Limite de 10 000 km par année avec 0,10 \$/km excès. Premier versement équivalent à un versement mensuel (sauf taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immobilisation et assurance en sus. Sur approbation du client. **Offre de financement à 1,8 % jusqu'à 36 mois et aucun versement avant 90 jours (sur les termes jusqu'à 60 mois) valable sur les modèles Sentra XE et GXE 2002 uniquement. Aucun intérêt ne sera calculé sur les 60 premiers jours suivant la date de livraison. Après 60 jours le calcul des intérêts débute et l'acheteur rembourse le capital et les intérêts mensuellement jusqu'à la fin du contrat. Exemple de financement: 20 000 \$ à 1,8 % par année, équivalent à 271,11 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 508,55 \$ pour une obligation totale de financement de 20 508,55 \$. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour plus de détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissan.ca 1 800 387-0122

ALLOCATION INCROYABLE POUR VOTRE ÉCHANGE

TOUTES MARQUES ACCEPTÉES

ÉCHANGE de 100' à 500'	777 de plus
ÉCHANGE de 5000' à 10 000'	777 de plus
ÉCHANGE de 10 000' à 30 000'	777 de plus

Le concessionnaire qui vous en donne toujours plus

Payer moins cher
c'est garanti avec...

**EINSTEIN
NISSAN**

Un service signé
Michel Potvin

5250, rue John-Molson, Henri-IV, sortie 140, 650-5353

www.einsteinnissan.com

FORFAITS vacances-été

Nuit et petit déjeuner
à partir de **45,50\$*** Par personne, occupation double.

Hébergement gratuit pour les enfants!*



**GOVERNEUR
HÔTELS**

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

Hôtel Le Chanteur • Montréal (Place Dupuis) • Montréal (Île Charron)
Québec (Sainte-Foy) • Trois-Rivières • Sherbrooke • Saint-Georges • Chicoutimi • Rimouski
Sept-Îles • Gatineau • Rouyn-Noranda • Shawinigan • Saint-Jean-sur-Richelieu

* Les tarifs peuvent varier selon les régions. Tarifs en vigueur du 15 mai au 18 octobre 2002, sauf indications contraires, selon disponibilité et sur réservation. Aucune autre offre promotionnelle ne pourra être jumelée à ces tarifs.
** Enfants de moins de 18 ans partageant la chambre des parents.

CRISE DU LOGEMENT 125 familles en hébergement d'urgence

STÉPHANIE MARTIN
SMartin@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Ce sera un dur réveil au matin du 1^{er} juillet pour les quelques 125 familles de Québec qui n'auront nulle part où aller dormir le soir suivant. Au sous-sol de l'église Saint-Roch, 102 lits de camp sont déjà sur pied pour les accueillir dans une grande salle commune qui ressemble fort à un centre de crise.

Deux dortoirs (d'un côté les hommes et de l'autre, les femmes) séparés par une mince toile sont aménagés et attendent les premières familles. Le centre est conçu pour accueillir les gens et répondre à leurs besoins de base : manger, dormir et, pour les tout-petits, s'amuser un peu. Près de 70 bénévoles de la Croix-Rouge s'y relaieront jour et nuit, sept jours sur sept, histoire d'apporter aussi un tant soit peu de motivation.

490 FAMILLES SANS LOGIS

Selon les chiffres fournis par la Ville de Québec, 490 familles ont signifié qu'elles n'avaient toujours pas trouvé de logement. De ce nombre, entre 100 et 150 auront besoin de dépannage immédiat, prévoit le vice-président du comité exécutif de la ville, Claude Larose. Si on établit une moyenne de 125 familles, environ 75 d'entre elles sont admissibles au supplément de loyer et ont donc accès aux logements sociaux. Pour elles, déjà, 50 logis sont disponibles.

Pour 37 des 50 autres familles qui n'ont pas accès au supplément de loyer, on a déjà une solution de rechange. Cette porte de sortie, c'est l'hébergement temporaire dans une chambre ou un petit appartement, en attendant de se trouver un logement permanent. L'Université Laval, le cé-



Jeannine Parent, de la Croix-Rouge, est prête à travailler sans relâche pour apporter un peu de réconfort aux sans-logis.

gep François-Xavier-Garneau et la Maison Jésus-Ouvrier offrent de telles possibilités. Actuellement, six ménages y sont déjà installés.

LIEU DE TRANSITION

Le centre d'accueil du sous-sol de l'église Saint-Roch ne sera qu'un lieu de transition, espère la Ville de Québec. Ce seront surtout des personnes seules qui y séjourneront, les familles avec enfants étant le plus tôt possible dirigées vers des ressources plus appropriées. Le temps de l'hébergement, les effets personnels seront entreposés.

Selon Claude Larose, la Ville a bon espoir de reloger tout ce beau monde dans des délais raisonnables. Et combien de temps cela prendra-t-il? On l'ignore pour l'instant. En principe, au sous-sol de l'église Saint-Roch, tout le monde devra plier bagage d'ici le

7 juillet. Pour le moment, on ne sait pas encore si cette limite sera repoussée en cas de débordement, mais la situation sera surveillée de près au jour le jour, assure M. Larose.

« Nous avons un très beau centre et tout ce qu'il nous faut », se réjouit Jeannine Parent, chef d'équipe d'intervention de la Croix-Rouge. Elle énumère les services mis à la disposition des personnes hébergées : salles de toilettes, deux douches, laveuse, sècheuse, cuisinière. Et ces lits sont-ils confortables?, demande un journaliste, sceptique. « C'est mieux que le plancher », répond M^{me} Parent du tac au tac.

TROP PEU TROP TARD

Une opinion que ne partagent pas les divers organismes communautaires qui considèrent que toutes ces mesures sont insatisfaisantes.

« C'est rudimentaire, il n'y a aucune intimité. Au début, on parlait de chambres de motel et maintenant, on se retrouve avec des dortoirs », s'indigne Patricia Valère, du Bureau d'animation et d'information logement de Québec (BAIL). Selon elle, il faut arrêter de banaliser la situation et enfin parler d'une véritable crise. Elle est d'ailleurs convaincue que les installations mises sur pied seront insuffisantes et qu'il manquera d'espace pour accueillir les gens.

Marie-Hélène Drapeau, du comité de citoyennes et citoyens de Saint-Sauveur, estime pour sa part que les prévisions faites par la ville sont exagérément optimistes. « Les logements n'apparaîtront pas par magie à partir du 7 juillet! », lance-t-elle. Selon les deux jeunes femmes, la situation pourrait durer plus longtemps que l'on pense et même s'éterniser au-delà de deux mois.

DÉRÉGLEMENTER LES LOYERS

Pas encore le moment, selon le PLQ

MONTREAL (PC) — Ce n'est pas le moment, en période de pénurie de logements, de déréglementer le contrôle des loyers, estime la députée libérale Fatima Houda-Pépin, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'habitation.

« Il n'est jamais le temps de déréglementer dans un contexte de pénurie de logement. Cela ne fera qu'aggraver la crise actuelle », a soutenu la députée de Lapinière, sur la Rive-Sud de Montréal, en conférence de presse pour faire le point sur la situation du logement au Québec.

Du même souffle cependant, la porte-parole de l'opposition pour les questions d'habitation a suggéré d'assouplir les paramètres du programme de logement abordable, afin d'inciter le secteur privé à construire de nouveaux logements à loyer modique.

Elle demande aux représentants gouvernementaux de s'asseoir avec les associations de propriétaires pour savoir selon quels paramètres le programme serait intéressant pour eux. Actuellement, les coûts de construction sont si élevés que la construction de logements n'apparaît pas intéressante au secteur privé, du moins pour des logements à loyer abordable.

ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

Entre autres mesures, la députée a également proposé d'aider les familles et couples de la classe moyenne à accéder à la propriété, permettant ainsi de libérer des logements pour ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter.

De façon plus générale, la députée libérale a invité le gouvernement à livrer les 6600 unités de logement promises dans le cadre du programme Accès logis, entre 1997 et 2002, et dont seulement 42 %, selon elle, ont été réalisées.

Pour la situation immédiate, d'ici le 1^{er} juillet, la députée Houda-Pépin suggère de laisser les mesures d'urgence déjà annoncées faire leur effet.

Mon lac

Le Lac Clair, c'est un choix de domaines riverains exceptionnels de 43 000 pieds carrés et plus, dont un minimum de 165 pieds de façade sur le lac. À une heure de Québec via la 40, sortie Saint-Marc-des-Carrières, direction Saint-Alban.

(418) 650-5577 / (418) 871-0253
Site internet: <http://www.iquebec.com/lacclair/>

Lac Clair

FILA
On fait le ménage de nos entrepôts
Du 21 juin au 1er juillet

Pantalons de golf, homme, femme	à partir de	25\$
Polos de golf homme, femme	à partir de	15\$
Robe de tennis	à partir de	20\$
Chaussures homme, femme, enfant (modèles sélectionnés)		30\$
La collection Enyce Automne 2001 pour femme est à		70%
Échantillons de vêtements Fila		1/2 prix

Et beaucoup plus...
Visa, MasterCard, Amex et comptant
Fila et Enyce sous la tente

FACTORY OUTLET
PROMENADES STE-ANNE

10909, boul. Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Beaupré
827-2445

enyce

Fraîcheur garantie

Prenez un arc-en-ciel de couleurs pour mettre en valeur les saveurs de l'été, ajoutez une forme inusitée et assaisonnez le tout avec la résistance et l'éclat de la mélamine. Servir frais, chaque jour de beau temps, sur le patio ou la terrasse. Voilà la recette parfaite d'un été fraîcheur, avec les couverts de jardin de Précidio.

25%
de réduction*

AILES
LES AILES DE LA MODE
Nulle part ailleurs

*sur collections sélectionnées

PLACE STE FOY (418) 652-4537 • MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537
CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE, OTTAWA (613) 721-4537
LES GRANDS PROJETS LES AILES
Centre ville Montréal mercredi 7 août 2002 et Fairview Pointe Claire 2003

www.lesailles.com

LE QUÉBEC ET LE CANADA



Le ministre Denis Coderre a précisé que l'entente n'est pas encore signée.

Entente de principe Canada-É.-U. pour refouler des réfugiés

Le ministre de l'Immigration jure qu'il n'est pas question de fermer les frontières canadiennes

LIA LÉVESQUE
Presse canadienne

MONTRÉAL — Le Canada et les États-Unis ont finalement conclu une entente de principe de « tiers pays sûrs », un principe qui leur permettra de refouler à la frontière des réfugiés qui entrent au Canada par les États-Unis, et vice-versa.

L'accord de principe n'est cependant pas encore signé par les parties, n'a pas encore été l'objet de consultations auprès des organismes intéressés, a pris soin de préciser, hier, le ministre de l'Immigration, Denis Coderre, en annonçant l'accord de principe à Montréal.

De plus, le pouvoir discrétionnaire du ministre canadien sera maintenu et des exceptions seront prévues, notamment pour les mineurs non accompagnés et les gens qui ont déjà de la famille au Canada, a noté le ministre Coderre.

Le ministre a souligné que l'an dernier, au Canada, 6 demandeurs du statut de réfugié sur 10 en transit venaient des États-Unis et qu'il lui fallait donc réagir en conséquence.

Parlant plus largement des nouvelles règles qui sont entrées en vigueur cette semaine et qui ont entraîné un afflux de demandeurs d'asile au poste de Lacolle, M. Coderre a insisté sur le fait qu'il n'est pas question de fermer la frontière canado-américaine, de fermer nos frontières.

Il a déploré qu'une certaine panique ait été créée chez ces gens par un rumeur et, semble-t-il, par des avocats américains mal informés.

Selon le ministre Coderre, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés ainsi que sa réglementation qui est entrée en vigueur visent plutôt à trouver « un équilibre entre l'ouverture et la vigilance ».

Le Canada, dit-il, a besoin d'immigrants et veut continuer de jouer

pleinement son rôle sur la scène internationale.

Présente à la conférence du ministre Coderre, M^{me} Rivka Augenfeld, porte-parole du Conseil canadien pour les réfugiés, a déploré la nouvelle entente de tiers pays sûrs, affirmant que des gens risquent d'être ainsi sommairement retournés aux États-Unis, un pays qui se montre plus dur envers les réfugiés, les sans-papiers et qui utilise généreusement son pouvoir de détention.

Elle a toutefois noté que ce n'était pas la première fois qu'une telle entente était annoncée et que, dans le passé, les États-Unis n'en voulaient pas, craignant de se retrouver avec un grand nombre de demandeurs du statut de réfugié.

Le Conseil canadien pour les réfugiés déplore l'entente de « tiers pays sûrs »

Elle dit attendre qu'un texte officiel soit rendu public avant de trancher, d'autant plus que le ministre a prévenu que des consultations seraient menées.

Parmi les autres mesures discutées entre le Canada et les États-Unis, concernant le principe de la « frontière intelligente », on compte aussi une mise en commun plus rapide des informations et une coopération accrue qui permettra d'intercepter plus rapidement les voyageurs « à haut risque » avant leur entrée dans l'un ou l'autre des pays.

Aussi, le programme de voie rapide Nexus accélérera la circulation des passagers « à faible risque » pré-autorisés.

Un autre programme, appelé EXPRES, pour Expéditions rapides et sécuritaires, traitera des cargaisons commerciales qui pourront mieux passer la frontière, en toute sécurité.

SOLDATS CANADIENS TUÉS EN AFGHANISTAN

Les deux pilotes américains sont responsables

Les rapports des commissions d'enquête canadienne et américaine pourraient conduire à des sanctions contre les coupables

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

■ OTTAWA — Les deux pilotes américains qui ont largué une bombe sur des soldats canadiens en séance d'entraînement en Afghanistan sont entièrement responsables de l'accident, conclut à la fois le rapport de la commission d'enquête canadienne et celui de la commission américaine.

« Si les pilotes avaient suivi les directives, s'ils avaient suivi les procédures, s'ils avaient suivi les façons de réagir à une menace qu'ils percevaient au sol qui était dirigée vers eux, notre conclusion est que cet accident ne serait pas arrivé », a expliqué Maurice Baril, le président de la commission d'enquête canadienne et général à la retraite des Forces armées, lors d'une conférence de presse.

Les conclusions des deux rapports indépendants ont été dévoilées simultanément, hier. Dans un communiqué, la Défense américaine précise que les deux pilotes pourraient maintenant faire face à des sanctions disciplinaires.

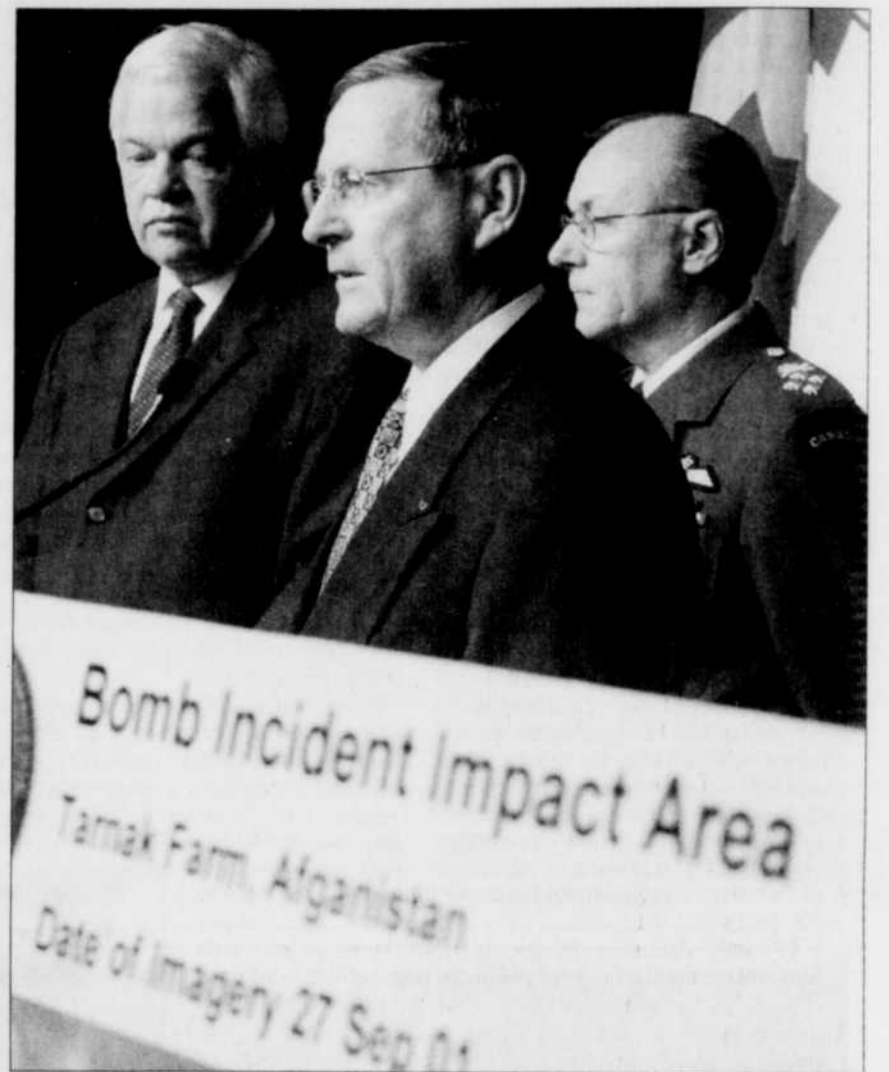
EXTRAITS CENSURÉS

Pour des raisons de sécurité des troupes déployées en Afghanistan et pour des raisons d'ordre légal, seuls des extraits censurés du sommaire du rapport canadien ont été rendus publics. Même les noms des pilotes jugés responsables de la tragédie n'y sont pas dévoilés.

On sait toutefois, à la suite d'un rapport coulé au *New York Times* il y a deux semaines, que le major Harry Schmidt était aux commandes de l'appareil qui a largué la bombe de 225 kilos qui a tué quatre soldats et en a blessé huit autres, dans la nuit du 17 avril dernier.

Selon plusieurs indications, le major Schmidt, un pilote d'expérience, a cru être la cible d'attaques ennemies au sol. Invoquant son droit de légitime défense, le pilote a réagi. Il aurait été avisé de la présence de Canadiens à l'entraînement seulement après avoir largué la bombe, apprenait-on dans le *New York Times*.

Le président de la commission canadienne a précisé, vendredi, que si « l'entraînement était connu et était inclus dans les instructions », les pilotes ne savaient pas que cet exercice de tir réel au sol se déroulait. Le manque d'information n'est cependant pas la cause de l'accident, a fait valoir M. Baril, répétant que c'est plutôt la réaction des pilo-



Le général à la retraite Maurice Baril, président de la commission canadienne d'enquête, entouré du ministre de la Défense, John McCallum (à gauche), et du chef des Forces canadiennes, le général Ray Henault.

tes, qui n'ont pas suivi les règles, qui est à blâmer. « La commission a conclu que les actions des pilotes n'étaient conformes ni aux pratiques attendues dans le cas d'une réaction défensive à l'égard d'une menace ni aux procédures publiées en vigueur (...). En outre, les actes posés allaient à l'encontre de la directive publiée par le commandant », peut-on lire dans les extraits rendus publics.

Lors d'une conférence de presse à Tampa, en Floride, le lieutenant-général Michael DeLong, sous-commandant au Commandement central des États-Unis, a lui aussi attribué la cause du fatal accident à « l'échec des deux pilotes d'adopter des procédures de vol appropriées ». Les deux pilotes auraient également fait usage d'une « force inappropriée », sans respect des structures de commandement.

Le ministre canadien de la Défense, John McCallum, a tenu à noter, par sa part, que l'accident n'incombe pas aux soldats canadiens. « Les troupes canadiennes en exercice de tir réel au sol

ont suivi toutes les règles et procédures », a déclaré le ministre. Ce dernier n'a pas voulu préciser si son ministère pourrait verser des indemnités aux familles des victimes.

Les proches parents des quatre soldats décédés ont été informés des conclusions du rapport d'enquête avant sa divulgation. Lloyd Smith, le père de l'une des victimes, le soldat Nathan Smith, s'est dit satisfait du travail de la commission. « Je suis sûr qu'ils prendront toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'une pareille chose ne se reproduise plus », a déclaré M. Smith, un résident de Tatamagouche, en Nouvelle-Écosse.

La mort accidentelle de ces quatre membres du bataillon d'infanterie légèrè Princess Patricia sous le tir d'un allié constitue le plus grave cas du genre depuis la guerre de Corée.

Hier, l'avocat d'Harry Schmidt, le capitaine James Key, a refusé de faire tout commentaire. Peu après l'accident, il avait publié un bref communiqué où il faisait mention que « le pilote est convaincu qu'il s'est conformé aux procédures en fonction des informations dont il disposait ».

Le plus grave cas depuis la guerre de Corée

Joe Clark veut rester à la barre du Parti conservateur

TORONTO (PC) — En dépit des rumeurs annonçant son départ, Joe Clark a indiqué hier qu'il souhaite rester chef du Parti conservateur et le diriger à l'occasion des prochaines élections fédérales.

Au cours d'une entrevue publiée dans le quotidien *Globe and Mail*, M. Clark a demandé à son parti de ne pas se causer de torts inutiles en ne lui accordant qu'un appui mitigé au moment de la révision de la direction du parti, en août.

AVANTAGE

Le PC, dit-il, perdrait alors une occasion d'affronter les libéraux, au moment où ceux-ci sont aux prises avec des luttes intestines et des allégations de scandale. Le fait de lancer un débat semblable au sein du Parti conservateur priverait le parti de l'avantage qu'il possède actuellement, dit-il.

« Nous deviendrions le cinquième parti aux prises avec des problèmes internes, plutôt que le seul à aller de l'avant, et je crois qu'il est dans notre intérêt d'être le

seul à aller de l'avant. C'est au parti de décider, mais ce parti a beaucoup de maturité », a déclaré M. Clark.

Plusieurs conservateurs croient que les membres ne devraient pas remettre en question le leadership, signale le chef, qui se dit d'accord avec eux.

Il recommande cependant que les députés actuels et futurs jouent un rôle plus important, afin d'avoir une présence plus efficace en Chambre et de préparer des successeurs éventuels.

Parmi les conservateurs que le chef Joe Clark juge particulièrement intéressants se trouvent le critique du parti en matière de justice, Peter MacKay, et le député John Herron, tous deux considérés comme de futurs candidats à la direction du parti.

Il a également mentionné les députés Scott Brison et André Bachand, et croit que le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, et un homme d'affaires de Toronto, John Tory, devraient se présenter comme candidats aux élections fédérales.



Le chef conservateur, Joe Clark

Le Bloc dénonce à son tour Célébrations Canada

Christiane Gagnon dénonce le fait que Célébrations Canada refuse de payer les artistes qui participent aux fêtes du Canada selon les barèmes prévus par la Guilde des musiciens et l'Union des artistes.

La députée de Québec et porte-parole du Bloc québécois en matière de patrimoine souligne ce qu'elle considère comme un discours contradictoire de la ministre Sheila Copps. Dans un communiqué publié hier, la députée de Québec rappelait les propos de la ministre selon lesquels « au cours du dernier demi-siècle, nous avons séduit le monde grâce au talent et à la fougue de nos artistes et de nos créateurs ».

Comment la ministre peut-elle louer le talent des artistes et en même temps accepter que Célébrations Canada, qui relève de son ministère, prive ces mêmes artistes des sommes auxquelles ils ont droit en fai-

sant fi de la présence des deux syndicats des artistes ?

En plus du cachet versé à un artiste, le producteur d'un spectacle doit aussi verser des avantages sociaux, soit 13 % pour un membre de l'Union des artistes, et 11 % aux musiciens relevant de la Guilde. C'est cet aspect de la rémunération qui a incité les deux syndicats à dénoncer jeudi les agissements de Célébrations Canada. L'organisme gouvernemental affirme ne pas être un producteur de spectacles, même s'il est responsable des fêtes du Canada dans 28 villes du Québec.

Christiane Gagnon invite le ministre Sheila Copps à s'assurer que les organisateurs mandatés pour les fêtes du Canada se conforment aux lois du Québec et donnent aux artistes tous les revenus auxquels ils ont droit. G.B.

G8 ET L'AFRIQUE

La société civile méfiante à l'égard des engagements

ABIDJAN (A7P) — Les engagements pris vis-à-vis de l'Afrique par les pays membres du G8, lors du sommet de Kananaskis au Canada, ont été salués avec enthousiasme par les chefs d'État africains, mais accueillis de manière plus circonspecte par la société civile.

Les huit premières puissances mondiales (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie) ont décidé lors de ce Sommet de faire du développement économique de l'Afrique leur pari à long terme. Le G8 a adopté un « plan d'action pour l'Afrique », s'appuyant sur l'initiative du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) lancée par plusieurs chefs d'État africains dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Pour les responsables africains, le NEPAD et son souhait d'associer aide internationale et investissement public avec les initiatives du secteur privé sont le meilleur moyen de garantir le développement économique à long terme du continent le plus pauvre du monde.

À peine achevée jeudi, cette réunion à laquelle participaient quatre chefs d'État africains, le G8 a décidé de tenir l'an prochain en France une nouvelle réunion pour évaluer l'avancement de ces engagements.

Le président sénégalais Abdoulaye Wade, qui avait adressé son plaidoyer au G8 au nom du continent, s'est déclaré satisfait et confiant : « Nous avons toutes les raisons de croire que les choses vont changer. Je ne pense pas que le G8 devait nous faire des déclarations d'engagement financier. Lorsqu'ils nous disent qu'ils vont nous aider, je le crois ». M. Wade s'est aussi voulu prudent : « On ne peut garantir à celui qui n'a qu'un dollar aujourd'hui pour vivre qu'il en aura deux demain. Les taux de croissance de 100 % n'existent pas ».



Abdoulaye Wade

Le secrétaire général du ministère rwandais des Affaires étrangères, Joseph Mutaboba, a quant à lui souligné que « le fait que l'Afrique ait été au cœur des débats du G8 est en soi un signe positif ». « Nous n'avons aucune raison de croire que les promesses des pays du G8 ne seront pas tenues, même si, nous l'avons souvent vu au Rwanda, on promet parfois beaucoup et on ne voit pas grand-chose venir », a-t-il ajouté.

Si la satisfaction était de mise, tant auprès des chefs d'État et de gouvernement du G8 que de leurs homologues africains, le ton était différent du côté des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et africaines qui ont dénoncé l'absence d'engagement financier immédiat. Les quelque 200 participants au « contre G8 » des pauvres, organisé par l'ONG antiglobalisation Jubilee 2000 dans le village malien de Siby, ont accueilli avec scepticisme les engagements des pays riches. L'historien malien Cheik Chikoua Cissé est encore plus catégorique : « ce Sommet n'a strictement rien donné. Inutile de nous faire miroiter des choses. Nos chefs d'État se sont tout simplement baladés ». Critiquant violemment le NEPAD, il estime que ce dossier, préparé par l'élite africaine sans tenir compte « de nos réalités », est « trop libéral ».

À Londres, les ONG internationales travaillant sur l'Afrique, ont été sévères : pour OXFAM, les décisions du G8 sont « des cacahuètes, et des cacahuètes recyclées avec ça... ». Pour CARE, « cela fera les gros titres, mais ce n'est pas de l'argent neuf ». De son côté, la CAFOD (Catholic Aid Organization) estime que « les leaders du G8 ont laissé tomber l'Afrique et laissé passer l'opportunité offerte par le Sommet de sortir le continent de la pauvreté ». Et même lorsque l'on parle de chiffres, l'insatisfaction est là, comme le dit Christian Aid : « Le milliard de dollars d'aide, accordé aux pays lourdement endettés, signifie au mieux faire du surplace et ne règle pas le problème fondamental du poids de la dette pesant sur les nations africaines ».

EN BREF

La France s'interroge sur l'organisation du prochain Sommet

■ KANANASKIS — Le prochain Sommet des sept pays les plus industrialisés et de la Russie aura lieu en France en 2003, mais les questions de sécurité compliquent la tâche des autorités pour déterminer le lieu de la réunion. Seule la ville de Nice, qui avait accueilli le conseil européen de décembre 2000 consacré à la réforme des institutions, serait pour l'heure candidate à l'organisation de l'événement. À Kananaskis, les délégations étaient composées d'une douzaine de personnes par pays. Sécurité oblige, la plupart des médias n'étaient présents que par vidéo, que ce soit grâce aux séquences télévisées depuis le site ou à des visioconférences au centre de presse de Calgary. Le président français Jacques Chirac, interrogé sur les modes de communication prévus pour le prochain Sommet, a constaté que la technologie manquait de chaleur humaine mais qu'elle offrait des avantages. « Nous devrions utiliser les possibilités des nouvelles technologies », a-t-il plaidé. (AP)

Trois aéronefs sont entrés dans la zone de Kananaskis

■ NORTH BAY, Ontario — Deux avions et un hélicoptère ont pénétré dans la zone d'interdiction de vol, durant le Sommet du G8, a indiqué vendredi un porte-parole des Forces armées canadiennes. Des avions de patrouille de type Avac ont, chaque fois, repéré les aéronefs intrus puis ont prévenu le quartier général de North Bay, lequel a indiqué que leur plan de vol n'avait pas été annoncé aux autorités. Les avions patrouilleurs ont ensuite demandé que des chasseurs F-18 escortent les appareils en question hors de la zone, d'un rayon de 150 km autour de Kananaskis, en Alberta, ce qui fut fait sans problème. L'un des incidents est survenu mercredi, les deux autres jeudi. Les autorités canadiennes interrogent un pilote parti de Juneau, en Alaska, qui allait alors vers Red Deer, entre Calgary et Edmonton. Il est bien possible que cet aviateur soit entré par inadvertance dans la zone, comme ce fut le cas pour les deux autres incidents, a indiqué Luc Gaudet, porte-parole des Forces armées. (PC)

Le Conseil des ministres distribue les postes

MÉLANIE SAINT-HILAIRE
MSHilaire@lesoleil.com

Remue-ménage chez les hauts fonctionnaires. Le Conseil des ministres a en effet annoncé, hier après-midi, une série de nominations à des postes importants.

À quelques heures du 1^{er} juillet, plusieurs cadres des services publics se préparent ainsi à déménager leurs pénates dans un nouveau bureau.

Conformément à ce que LE SOLEIL avait déjà annoncé, David Levine, ancien ministre délégué à la Santé, deviendra le 19 août président directeur général de la régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre. À Québec, il aura pour homologue Michel Fontaine (qui était déjà directeur général de cette même régie) : dans le Bas-Saint-Laurent, Lise Verreault (actuellement directrice des ressources humaines de sa régie) ; en Chaudière-Appalaches, Marc Tanguay (directeur général de sa régie) ; en Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine, Pierre Portelance (directeur général du CLSC Malauze) ; au Saguenay — Lac-Saint-Jean, Louis-Philippe Thibault (directeur général de sa régie).

Noel Christopher Burke, directeur des services éducatifs à la commission scolaire New Frontiers, a été nommé sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation, où il succèdera à partir du 5 août le ministre Sylvain Simard.

Mireille Fillion, sous-ministre adjointe au ministère de la Santé et des Services sociaux, devient présidente-directrice générale par intérim de la Régie de l'assurance maladie du Québec. L'actuel pdg de la Régie, Duc Vu, a accepté le poste de président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance, qu'il occupera dès le 21 juillet.

La Commission des normes du travail se dote aussi d'un nouveau pdg en la personne de Pierre Boileau, son actuel vice-président. Il entrera le 19 août dans ses nouvelles fonctions.

Enfin, la Société d'habitation du Québec gagne Jacques Gariépy comme pdg ; Michel Hamelin devient membre du Conseil de la santé et du bien-être ; Mireille Deschênes, Louise Sanscartier et Robert Gaulin sont reconduits dans leurs fonctions au conseil d'administration de la Régie des rentes du Québec.

Concours hippique de Québec Air Canada Jazz
Circuit équestre du Québec | 29 et 30 juin 2002
sur les Plaines d'Abraham | Coupe du monde 2002

SOLDE D'ÉTÉ



Faites votre choix



MALIBU CHEVROLET
268\$/mois**
Location 48 mois

« Meilleur véhicule intermédiaire d'entrée de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. » selon J.D. Power.



ALERO Oldsmobile
258\$/mois**
Location 48 mois

Moteur Ecotec, boîte automatique et climatiseur.



SILHOUETTE Oldsmobile
358\$/mois**
Location 48 mois

La plus faible consommation d'essence de sa catégorie* et sécurité 5 étoiles.*



AVALANCHE CHEVROLET
548\$/mois**
Location 36 mois

Camion de l'année 2002 selon Motor Trend.



S-10 CHEVROLET
248\$/mois**
Location 48 mois

V6 Vortec, boîte automatique et climatiseur.



TRAILBLAZER CHEVROLET
478\$/mois**
Location 48 mois

Utilitaire sport intermédiaire 2002 le plus intéressant selon J.D. Power.



BLAZER CHEVROLET
298\$/mois**
Location 48 mois

La fiabilité et la durabilité d'un Chevrolet à prix compact.



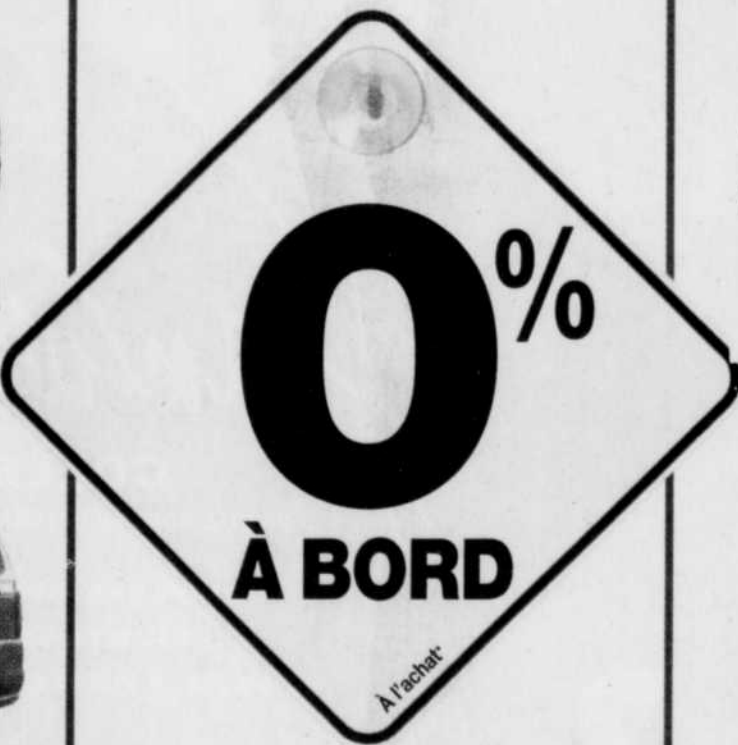
TAHOE CHEVROLET
748\$/mois**
Location 36 mois

Suspension tout-terrain, On Star, sièges en cuir.



288\$/mois**
Location 36 mois

Prix du meilleur achat 2002 (meilleur pick-up) selon CarGuide.



Vos concessionnaires



du Québec

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2002 en stock, tels que décrit ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 0 % disponible jusqu'à 36 mois sur Tahoe, Avalanche et Silverado et jusqu'à 48 mois sur Malibu, TrailBlazer, Alero, Blazer, Silhouette et S-10. **Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (Malibu : 2 505 \$, TrailBlazer : 3 837 \$, Alero : 2 735 \$, Blazer : 4 464 \$, Silhouette : 4 746 \$, Tahoe : 3 995 \$, Avalanche : 4 095 \$, S-10 : 2 155 \$ et Silverado : 3 456 \$). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 875 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km (60 000 km pour Tahoe, Avalanche et Silverado). Le concessionnaire peut fixer son propre prix. *Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2002. **Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

GRÈVE CHEZ VIDÉOTRON

Les grévistes devant le « Journal de Montréal »

MONTREAL (PC) — Quelques centaines d'employés en grève de Vidéotron ont manifesté devant les bureaux du Journal de Montréal hier midi.

Vidéotron et le Journal de Montréal appartiennent tous deux à Quebecor Média, une filiale de Quebecor, l'empire de Pierre Karl Péladeau.

Mardi, les employés en grève de Vidéotron ont manifesté devant TVA, une autre filiale de Quebecor Média.

« Il n'y a aucune négociation, il n'y a pas de dates de rencontre de prévues, a déploré le président du syndicat des employés de Vidéotron pour la région ouest, Yves Lalonde. C'est pour cela que nous poursuivons le piquetage.

« Nous allons continuer notre lutte, nous sommes plus déterminés que jamais de faire reculer Quebecor et de faire réfléchir la direction de Quebecor et de la Caisse de dépôt et placement du Québec. »

La Caisse de dépôt détient environ 45% des actions de Quebecor Média. « Ils ont un gros mot à dire là-dessus », a déclaré M. Lalonde.

Il s'est notamment demandé si la caisse était d'accord avec l'utilisation de briseurs de grève chez Vidéotron.

Une loi québécoise interdit l'utilisation de briseurs de grève, mais Vidéotron, en tant que société de communications, est de juridiction fédérale. La loi québécoise ne s'applique donc pas dans son cas. « Par contre, l'utilisation de briseurs de grève est immorale au Québec, les gens n'acceptent pas cela, a affirmé M. Lalonde. Il va falloir que la Caisse se mouille dans le dossier. »

Il y a quelques semaines, les grévistes ont manifesté devant les bureaux de la Caisse de dépôt. « Nous y retournerons, c'est certain », a déclaré M. Lalonde.

Vendredi, profitant d'une journée chaude et ensoleillée, les grévistes ont sorti tambours, sifflets et trompettes pour donner un petit air de fête à l'événement. « Il n'y a pas de grabuge, on s'amuse », a commenté un jeune gréviste, Jonathan Savard.

Les grévistes sont outrés des commentaires du vice-président exécutif aux affaires corporatives de Quebecor, Luc Lavoie, qui a condamné mardi le vandalisme dont feraient preuve les syndiqués en affirmant que des « bandes de voyous » se promenaient avec des haches et des scies mécaniques pour couper des câbles.

« S'ils veulent obtenir des preuves, je leur souhaite bonne chance parce que nous ne sommes aucunement liés à ces actes de vandalisme, a soutenu M. Lalonde. La consigne du syndicat, c'est de dénoncer tout acte de vandalisme, et nous travaillons fort pour faire respecter ça depuis le début du conflit. »

Il a cependant affirmé que plus le conflit progressait, plus il y avait de l'impatience parmi les membres. « Avec les déclarations de M. Lavoie, ça n'aide pas à contrôler les gens », a-t-il déclaré.

Des grévistes qui travaillent depuis plus de 20 ans chez Vidéotron ont dit regretter l'époque de la famille Chagnon. « Ça négociait de façon normale, a déclaré M. Pierre Ouellette. Alors qu'il n'y a jamais eu de négociations avec Péladeau, il n'a jamais été de bonne foi. »

EN BREF

Encore des câbles sectionnés

■ De nouveaux actes de vandalisme sont venus amoindrir les chances d'un règlement dans le conflit qui oppose les syndiqués de Vidéotron à leur employeur. Soixante-douze fibres optiques ont été sectionnées vers 16 h 30, hier, dans le bas de la côte de l'Alverne, pénalisant 2000 abonnés. Presque simultanément, un câble appartenant à un consortium composé de Vidéotron Télécom, Global, Microcell Solutions et LCN a été coupé sur le mont Bélair. Les clients de la compagnie de téléphonie cellulaire Microcell Solutions (Fido) de la région de Québec ont ainsi été privés de service pendant une partie de la soirée. C'est le 20^e incident majeur qui se produit dans la région de Québec depuis le début du lock-out, déclenché le 8 mai. Le câblodistributeur a d'ailleurs intenté cette semaine une poursuite de 5 millions \$ contre ses employés, pour couvrir toutes les dépenses engendrées par ces méfaits. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de suspect ni d'arrestation en vue, indique le porte-parole de la police de Québec, Jean Minguy, M.B.

POURSUITE CONTRE REVENU QUÉBEC

La cause pourrait être entendue cet automne

ALAIN BOUCHARD
ABouchard@lesoleil.com

La poursuite sans précédent de 8 millions \$ intentée par deux concessionnaires automobiles de la Mauricie contre Revenu Québec a fait l'objet d'une première comparution. Et les avocats du gouvernement doivent entreprendre l'interrogatoire au préalable des témoins dans les jours qui viennent.

De sorte que la cause pourrait être entendue aussi rapidement qu'à l'automne, espère du moins M^{re} Stéphane Harvey, procureur de Marc Laroche et Peter Nassif, deux résidents de Cap-de-la-Madeleine qui font commerce à Pointe-du-Lac.

En octobre 2000 et en février dernier, Laroche et Nassif avaient été lavés coup sur coup par le juge Gilles Bergeron, de la Cour du Québec, des mêmes accusations répétées d'avoir fraudé les gouvernements fédéral et québécois de 4 millions \$ de taxes de vente. Revenu Québec poursuivait alors les deux hommes pour 2 millions \$, en chambre criminelle et pénale.

En plus d'accuser Revenu Québec de les avoir indûment harcelés durant trois ans au point de les rendre malades, les deux hommes lui repro-

chent de ne pas avoir poursuivi le véritable auteur de la fraude concernée, bien qu'il en ait possédé la preuve incontestable, disent-ils.

Laroche et Nassif réclament des dommages et intérêts de 8 millions \$ pour cause de procédures abusives d'une durée de trois ans.

Le réel coupable, selon la poursuite intentée en Cour supérieure, serait Monaco Motors Inc., de Montréal, propriété de James J^r Martin et de Frank Martorona. La présumée fraude serait survenue lors de la vente de 43 véhicules moteurs à l'Indien Quinn Benedict, de Cornwall, un commerçant dûment exempté de taxes par le gouvernement canadien.

À l'insu de Laroche et Nassif, soutiennent ces derniers, Quinn aurait été en quelque sorte un intermédiaire accrédité par lequel passait Monaco Motors pour extirper de l'argent aux gouvernements.

La fraude en question concerne un montant de 4 millions \$ de TPS et TVQ qui aurait été indûment remboursé par les gouvernements fédéral et provincial en vertu de l'exemption accordée aux Indiens. Dans les faits, les présumés coupables n'auraient jamais payé lesdites taxes. Ils auraient réussi leur stratagème à partir de procédés comptables falsifiés.

Laroche et Nassif réclament 8 millions \$ au ministère

AÉROPORT PEARSON

La sécurité confiée à des nouveaux réfugiés

TORONTO (PC) — Des demandeurs du statut de réfugié, dont certains ne sont au Canada que depuis quelques mois, sont embauchés pour assurer la sécurité et la vérification des passagers et leurs bagages à l'aéroport Pearson de Toronto.

Selon des fonctionnaires des Douanes et de l'Immigration, ce recours à une main-d'œuvre à statut précaire, travaillant pour des sous-traitants, nuit grandement à la sécurité du Canada.

Ces fonctionnaires ont demandé, devant un comité du Sénat, que les autorités aéroportuaires mettent fin à cette pratique. « C'est un vrai problème, qui peut menacer la sécurité nationale », a affirmé le sénateur Colin Kenny, président du comité.

Certains de ces réfugiés obtiennent un permis de travail temporaire en quelques semaines seulement; leur candidature est alors soumise à des vérifications, avant qu'ils soient embauchés par l'aéroport.

Comme gardiens de sécurité, ils sont responsables de l'examen des bagages et de la fouille des passagers; ils vérifient aussi l'identité des officiers et autres personnes ayant accès à des zones restreintes de l'aéroport.

Aux États-Unis, plusieurs employés chargés de la sécurité dans les aéroports ont été congédiés, après les attentats du 11 septembre, quand on a appris qu'ils avaient des antécédents criminels ou qu'ils étaient en situation irrégulière au pays.

Au Canada, un organisme fédéral doit prendre l'an prochain la responsabilité de l'embauche et de la formation de ce personnel.



Le Tout-à-Parler. Tout est là, même les extras.

Dans le nouvel ensemble Tout-à-Parler, tout est là : un seul prix, tout ce qu'il vous faut pour parler et les extras inclus pour seulement 199,99 \$!

- Un téléphone Samsung N150 trimode
- Un écouteur mains libres
- Quatre mois de temps d'antenne avec Parlez 25 (200 minutes d'appels locaux par mois)*
- La messagerie vocale, l'appel en attente, l'appel conférence et Naviguez à l'essai
- Les offres du programme AVANTAGES™ (une valeur de plus de 100 \$)**

Pour plus de détails, appelez au 1 888 810-5555 ou visitez telusmobile.com

Le futur est simple™

TELUS
mobilité™

Magasinez en ligne à telusmobile.com ou appelez-nous au 1 888 810-5555.

FUTURE SHOP

LA CABINE
TELEPHONIQUE

EN CROIX

COMPUCENTRE

CompuSmart

Centre du Réseau

WAL-MART

STEREO

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Québec
Les Galeries de la Capitale
Place Fleur de Lys
Place Laurier

Beauport
Cité sans fil
386, rue Seguelaire

Chicoutimi
Communication Cellweb Chicoutimi
996, boul. Tabor
Communications Télégraph
1660, boul. St-Paul, Bur. 116

Lévis
Kiosque Normand Nadeau
Galeries Chagnon
1200, boul. Alphonse-Desjardins

St-Félicien
Communications Télégraph
Lac-Saint-Jean Inc.
961, boul. Hamel

Sainte-Foy
Place Sainte-Foy
Communication Cellweb
1965, rue Jean-Tassin, local 102

Saint-Jean-Christophe
Expert Cell Telecom
778-B, rue Commerciale


Saint-Nicolas
Técho Services Télécommunications
489, de l'Antra

*En tous, les redondances d'utilisation et les frais d'entretien, de temps d'attente additionnel, des services de qualité fait en main et des services d'urgence 911 sont en sus. **Valeur annuelle totale. Offre sur l'ensemble Tout-à-Parler est valable avec les nouvelles mises en service seulement et ne peut être jumelée à aucune autre offre de crédit sur le téléphone fixe à un contrat. Valable du 1^{er} au 30 juin 2002. ©2002 SOCIÉTÉ TELUS-MOBILE. **TOUTES MARCHÉ, le logo TELUS Mobilité et telusmobile.com sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Le futur est simple, AVANTAGES et Tout-à-Parler sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Clearnet Inc.

STE-FOY CHRYSLER Néon 2002
à partir de **14 995\$**
Climatiseur et radio CD
Transport et taxes en sus
Rabais inclus

2025, Jean-Talon Sud
Sainte-Foy
(418) 682-2025

Une équipe de vrais passionnés www.stchrysler.com



Remarquable réussite des élèves de l'Externat St-Jean-Berchmans aux concours pan-canadiens

Le concours pan-canadien Pythagore
Depuis 1990, les élèves de 6^e année de l'Externat St-Jean-Berchmans, école privée primaire, participent au concours de mathématiques Pythagore. Les résultats de cette année témoignent de cette tradition de succès.

- 5^e rang parmi les 1 045 écoles canadiennes participantes;
- Tristan Paré-Morin : 5^e rang parmi les 21 407 participants et **champion provincial**, ce qui lui a valu l'obtention d'une plaque souvenir;
- Daniel Saucier et Gabrielle Bergeron Giguère : médaillés du concours.






Le concours pan-canadien Fibonacci
Cet autre concours d'habiletés et de connaissances en mathématiques s'adresse aux élèves de 5^e année du primaire. Voici les résultats de cette première participation de l'Externat à ce niveau :

- 9^e rang parmi les 458 écoles participantes et **école championne provinciale**, avec l'obtention d'une plaque soulignant cette performance;
- Anne-Sophie Drolet : 27^e parmi les 8 706 participants, ce qui lui a valu une médaille;
- Frédéric Lachance : médaillé du concours.

Développement intégral de l'enfant
Les résultats obtenus à ces concours pan-canadiens démontrent l'excellence de l'enseignement dispensé à l'Externat. En plus d'acquérir une solide formation de base dans les matières académiques, l'élève a très tôt l'opportunité d'amorcer l'apprentissage de la langue anglaise. L'encadrement personnalisé dispensé à l'enfant s'inspire des valeurs d'estime de soi et de respect des autres préconisées à l'Externat.

L'Externat St-Jean-Berchmans célébrera ses 50 ans
L'Externat St-Jean-Berchmans opérera ses activités pour l'année scolaire 2002-2003 dans les locaux actuels situés sur le chemin Ste-Foy à Québec. C'est en septembre 2003, à l'occasion de son 50^e anniversaire, que les activités de l'institution se transporteront dans une nouvelle école qui sera aménagée à Sillery, sur un terrain attenant au site du Séminaire des Pères Maristes.

Inscription pour septembre 2002
Il est toujours possible d'inscrire votre enfant. Quelques places sont disponibles en 1^{re} année. N'hésitez pas à nous contacter au (418) 683-3655, poste 208 ou laissez votre message au (418) 687-5871. Nous vous rappellerons dans les meilleurs délais.

La catastrophe des coûts de santé n'est pas une certitude

HALIFAX (PC) — La retraite des gens de la génération d'après-guerre n'est pas synonyme d'explosion des coûts de la santé.

À la rencontre annuelle de l'Institut canadien des actualités, cette semaine, il a été souligné que la situation n'est pas aussi catastrophique que le voudraient les prévisions de certains analystes.

« Les nouvelles ne sont pas entièrement mauvaises », a affirmé Robert Brown, chercheur spécialisé en assurances et retraites à l'Université de Waterloo, en Ontario.

Ainsi, les nouveaux retraités, fait-il valoir, vont offrir au gouvernement fédéral un nouveau champ de revenus quand ils toucheront leur pension et qu'ils paieront de l'impôt sur ce revenu.

Suivant des chiffres dans l'exposé de M. Brown, Ottawa pourra éventuellement engranger de 15 à 16 milliards \$ par année, des sommes qui font maintenant défaut au fisc car elles sont à l'abri dans des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER).

Le risque d'un effondrement des régimes de soins de santé, à la suite du vieillissement de la population, apparaît donc exagéré.

« Ce sont des propos de Cassandre... à propos d'une dynamique qui pourrait bien se régler d'elle-même », poursuit M. Brown. Selon lui, ceux qui requerront plus de soins de santé seront « exactement les gens » qui vont créer le revenu dont aura besoin l'État pour en couvrir les coûts.

« Les sommes que les baby boomers vont payer en impôt sur leurs prestations de retraite vont accroître les rentrées du gouvernement, juste au bon moment et selon le montant requis pour payer leurs soins de santé », affirme encore l'universitaire ontarien. Du point de vue de l'État, le régime des REER « représente l'actif de résér-



Les nouveaux retraités devraient offrir au gouvernement fédéral un nouveau champ de revenus quand ils toucheront leur pension et qu'ils paieront de l'impôt sur ce revenu.

ve parfait » pour faire face aux coûts du vieillissement général.

Robert Brown ajoute qu'Ottawa pourrait même faire croire cet « actif de réserve » en relevant le maximum des cotisations permises ; le plafond est actuellement à 13 500 \$ par année. Il observe par ailleurs que, d'ici 35 ans, la proportion des Canadiens de 65 ans et plus va presque doubler et que celle de 85 ans et plus devrait tripler.

C'est pourquoi plusieurs pays envisagent de repousser l'âge officiel de la retraite qui, au Canada, est de 65 ans.

MORTS PAR ASPERGILLOSE À L'INSTITUT DE CARDIOLOGIE La Régie ignorait tout

■ MONTRÉAL — La Régie régionale de la santé de Montréal-Centre a dit hier qu'elle ignorait tout des cas d'aspergilliose qui ont fait trois morts à l'Institut de cardiologie de Montréal (ICM). Elle ignore même s'il y a eu d'autres morts dans les hôpitaux de Montréal. « On n'était pas au courant. On ne savait pas qu'il y avait des cas à l'Institut », a reconnu le Dr John Carsley, responsable de l'unité des maladies infectieuses à la Direction de la santé publique de Montréal. L'annonce du décès de six patients à la suite d'infections, dont trois par l'*Aspergillus*, dans un quotidien montréalais a sus-

cité de vives réactions de la part des patients inquiets. Au cours d'un point de presse, John Carsley a tenté de rassurer tout le monde. C'est regrettable, mais ce n'est pas inévitable. Les cas représentent 0,2% des opérations et c'est plus bas que dans les établissements en général, a-t-il soutenu. Pourtant, au CHUM, où l'on fait plus de 40 000 interventions chirurgicales par année, on ne compte aucun décès lié à l'aspergilliose. La Régie ouvrira donc une enquête en collaboration avec l'Institut de cardiologie pour connaître les sources exactes de contamination. Mais déjà, on exclut l'hypothèse d'une cause commune. Une demande a également été faite l'automne dernier pour que l'aspergilliose figure sur la liste des maladies à déclaration obligatoire. Selon le responsable des ressources matérielles de la Régie, Robert Demers, la contamination des patients a également pu se faire à l'extérieur du bloc opératoire. Les patients qui subissent une chirurgie sont toutefois particulièrement vulnérables parce que le champignon peut alors se loger à l'intérieur du corps. C'est le cas de Michel Benoit, un homme de 51 ans, décédé en avril dernier après avoir contracté le virus en octobre lors d'une opération à l'Institut. Sa famille entend maintenant poursuivre l'hôpital. Une étude citée dans le guide de prévention et de contrôle des infections nosocomiales de la Régie démontre que l'incidence d'aspergilliose a augmenté de 5,4 à 12,5% entre 1987 et 1993. (PC)

Nouvelles aubaines en ligne

cool!

À Air Canada Jazz, le voyage simple et économique est notre raison d'être. C'est pourquoi nous lançons de nouveaux tarifs aller simple très alléchants au départ de Québec. Réservez en ligne et bénéficiez de prix très avantageux – en tout temps. Et pour vous donner des ailes, nous n'appliquerons pas les suppléments pour carburant et assurance sur ces prix. Ça c'est cool!

Super aubaines aller simple

Partez au prix le plus bas

Achat au moins 10 jours à l'avance. Frais de 50 \$ pour changement de vol. Mise en attente le même jour non autorisée. Les places sont limitées. Ces offres sont sujettes à certaines conditions.

99 \$
Faller simple

Montréal

129 \$
Faller simple

Mont-Joli

Tarifs Affaires SuperFlex aller simple

Prix très très bas et plus de flexibilité

Achat 5 à 9 jours à l'avance. Aucuns frais de changement. Mise en attente le même jour autorisée. Les places sont limitées. Ces offres sont sujettes à certaines conditions.

à partir de **139 \$**
Faller simple

Montréal

à partir de **209 \$**
Faller simple

Mont-Joli

Ces tarifs ne sont offerts qu'en ligne à voljazz.ca ou à Destina.ca

Des tarifs Affaires SuperFlex aller simple avec achat 3 jours et 1 jour à l'avance sont aussi offerts.

Air Canada Regional Inc. est exploitée sous le nom Air Canada Jazz. Destina.ca est une marque de commerce de Destina.ca Inc. Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.



Destina.ca

DEVENEZ MILLIONNAIRE
Pour courir la chance de gagner un million de milles Aéroplan, faites vos réservations sur le site de Destina.ca, le partenaire en ligne d'Air Canada Jazz.

Coco La Bine inc.
Vêtements pour enfants de 6 mois à 16 ans
DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER
GRANDE LIQUIDATION
-75%
Sur la collection printemps/été 2002
*Sauf sous-vêtements, maillots de bain, pyjamas, & accessoires
1972-2002: 30 ans déjà!
3 BOUTIQUES POUR VOUS SERVIR !
À Québec, 2750 ch. Ste-Foy Tél: (418) 652-0700
À Laval, 2510 le Corbusier Tél: (450) 681-0109
À Brossard, 6185 bd. Taschereau Tél: (450) 445-9987

Solde fin de saison
50% sur toutes les collections printemps-été
* Certains vêtements sont exclus de nos soldes.
Simone Paris
PLACE DE LA CITE
656-1902



Une fin de semaine à crème glacée

MÉLANIE SAINT-HILAIRE
MSHilaire@lesoleil.com

« Du soleil mur à mur. » Voici les aimables prédictions du Service météorologique du Canada, qui nous annonce obligeamment quatre jours à 25°C. Un ciel bleu de rêve, pas le plus petit nuage à l'horizon : la première longue période de chaleur depuis le printemps.

« Les gens qui prédisaient qu'il n'y aurait pas d'été cette année vont être déçus », ironise le météorologue Marc Gélinas, sur un ton de bonbon acide.

Effectivement, certaines personnes ont pu se plaindre de la chaleur, hier, alors que le soleil plombait sur la ville et que la météo annonçait 30 degrés avec le facteur humidex.

Au Vieux-Port, des enfants pataugeaient dans les fontaines près de l'Agora, éclaboussant les passants et rigolant beaucoup. Venues se rafraîchir avec leurs amis Jérémie et Marie-Pier Bolduc, Geneviève et Anne-Marie Sanfaçon-Bédard, de Charlesbourg, faisaient des vaguelettes en tentant de tenir au sec leurs chapeaux fleuris. « Autant bien profiter du beau temps quand il passe », souriait leur maman, Martine Sanfaçon.

Gabriel Therrien et son fréro Louis-Emmanuel, eux, ont opté pour la douche intégrale en plongeant carrément sous une fontaine.

Place Royale, quelques touristes se laissaient patiemment griller la couenne par amour du voyage. Mais en début d'après-midi, la plupart des gens s'étaient réfugiés dans les terrasses, la tête sous le parasol et la limonade à la main.

Les rues du Vieux-Québec étaient donc plutôt vides. Comme les Plaines aux alentours du Musée du Québec. Les gens attendaient sans doute la fraîcheur du soir pour monter à l'assaut de la ville. Ou peut-être ont-ils profité de ce long congé qui commence pour s'offrir des vacances à l'extérieur?

« Nous avons tracé énormément d'itinéraires de vacances en avril et en mai : environ 12 % de plus que l'an dernier à pareille date », dit Julie Savard, chef d'équipe au centre de production de CAA-Québec. Mais pas moyen de savoir le nombre de personnes qui comptaient s'évader de la ville en fin de semaine.

Le beau temps devrait durer jusqu'à mardi.



À 30°C, quel délice que de faire trempette! C'est ce que pensait Gabriel Therrien, six ans, qu'on a croqué hier sous une fontaine du Vieux-Port. La fin de semaine devrait être également splendide : un ciel d'azur, pas un nuage à l'horizon. Sortez vos maillots de bain!

Bonne nouvelle pour les baigneurs !

Bonne nouvelle pour les amateurs de baignade en ce début de long congé qui s'annonce beau et chaud. Les eaux de 9 des 24 plages de la Rive-Nord de Québec sont classées excellentes. Même excellence pour 6 des 13 plages de Chaudière-Appalaches.

Dans le cadre du programme environnement-plage, le ministère de l'Environnement surveille la qualité des eaux de 425 plages publiques au Québec. L'analyse de l'eau y est effectuée régulièrement. L'an dernier, les 24 plages de la région de Québec, allant de Charlevoix à Portneuf, ont reçu la cote A. L'histoire semble vouloir se répéter cette année.

Les plages qui conservent la cote A :
 plage Laurentides à Charlesbourg
 plage municipale de Fossambeault
 plage du lac Saint-Joseph
 plage du manoir Saint-Castin
 plage de l'Association nautique de Lac-Beauport
 plage du camp de vacances Kéno à Saint-Alban

plage de la base de plein air de Sainte-Foy
 plage du Village des sports de Valcartier

plage Eau claire du lac Simon
 Dans Chaudière-Appalaches l'an dernier, huit plages ont mérité la cote excellente et cinq offraient des eaux de bonne qualité. Les six plages qui ont obtenu la cote excellente cette année sont :

plage du parc Frontenac, secteur Saint-Daniel
 plage Le goéland du camp Trois-Saumons
 plage La nageoire du camp Trois-Saumons
 plage du camping Sainte-Aurélie
 plage du camp Saint-François à Coleraine

plage Nirvana de Robertsonville
 La cote B est attribuée à la plage de la corporation Éco-parc des Etchemins et à la plage Le petit cheval blanc de Saint-Benoît-Labre. Les autres plages recevront la visite des inspecteurs au cours de l'été.



Vivaces

spécial

775\$^{ch.}

Pot 2 gal
Cour. : 12,75\$

Vivaces sélectionnées seulement : astilbe peach blossom, astilbe améthyst, hosta medio variegata
 Jusqu'au 1er juillet ou jusqu'à épuisement de la marchandise

De vrais horticulteurs pour tous goûts

À L'AVANT-GARDE DANS LES OBJETS DÉCORATIFS DE JARDINS
Ouvert 7 jours
 Via Pierre-Bertrand Nord
 1100, boul. Saint-Joseph (Lebourgneuf)
626-4000


Fleuriste
 Fleurs pour toutes occasions
 Nous livrons partout
 626-9940

métis


festival international de jardins de métis troisième édition du 22 juin au 15 septembre 2002 jardins éphémères, cabanes de jardin, tabliers de jardiniers et parterres de paysages. jardins de métis, grand-métis, québec pays invité : le royaume-uni

SCÈNES DE LA VIE QUOTIDIENNE D'AUTREFOIS
 L'influence du patrimoine oral sur les œuvres de Maurice Gaudreault
Sculptures d'argile
 Exposition présentée du 18 juin au 18 août 2002 du lundi au dimanche de 10 h à 18 h
 Entrée gratuite
 Corporation du Moulin des Jésuites
 7960, boul. Henri-Bourassa, Charlesbourg
 Tél. : 624-7720

Un fleuve qui inspire



des rives qui respirent



Découvrez LA PROMENADE Samuel-De Champlain
 au Musée de la civilisation, les 27, 28, 29, 30 juin et 1^{er} juillet de 9h 30 à 18h 30

Redonner le fleuve aux Québécois pour 2008

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
 Québec

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS



« Sur le party », mais l'esprit est à la paix et au calme.

LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Tous les chemins mènent à Woodstock en Beauce

LUCE DALLAIRE
Collaboration spéciale

■ SAINT-ÉPHREM — Venus du New Hampshire, de Havre-Saint-Pierre, des Îles-de-la-Madeleine, de Montréal, de l'Outaouais, de Québec, les festivaliers de Woodstock en Beauce sont devenus en un rien de temps d'authentiques Jarrets noirs gambadant allègrement au son du rock avec de beaux souliers de bœuf.

Impossible, en parcourant les champs parsemés de tentes de camping de Woodstock en Beauce, de ne pas en ressortir avec les pieds pleins de boue.

« Ça fait partie de la fête. C'est drôle. En réalité, ça ne dérange personne. Nous sommes tous dans la même situation », affirme Lisa, qui a fait le trajet depuis le New Hampshire jusqu'à Saint-Éphrem avec une douzaine de ses amis pour vivre ce happening.

« Tenir pareil événement aux États-Unis ne serait même plus pensable. Surtout pas depuis le 11 septembre. Le dernier Woodstock a même dégénéré. Tout y est plus strict. Ici, les autorités tolèrent et c'est bien. Nous sommes sur le party, c'est vrai, mais l'esprit est à la paix, au calme », continue Annie, originaire de la Beauce, qui enseigne maintenant aux É.-U. comme professeur de français et qui revient visiter, par la même occasion, parents et amis.

Dany, lui, est impressionné par les coûts. « Il n'y a pas d'abus. Tu apportes ta bière. Tu en prends une sur le site et ça va. À New York, quand tu assistes à un show, la bouteille d'eau coûte six dollars. Et... la musique est super ! », dit-il.

Au fond du terrain de camping, arborant fièrement le drapeau de l'Acadie, Stéphane, lui, joue de la mandoline,

tandis que Réjean gratte sa guitare. Ils sont une trentaine d'Acadiens à se relayer en chansons. Pas question de couvre-feu. La musique, c'est partout, tout le temps. Pour certains, il s'agit du premier, pour d'autres, du sixième Woodstock en Beauce. D'année en année, le groupe s'agrandit.

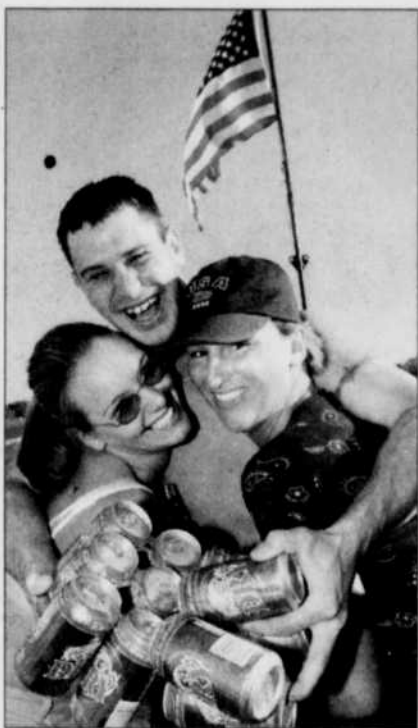
« Nulle part nous ne retrouvons semblable atmosphère », lance Réjean, entre deux couplets.

Plus que jamais, estiment les organisateurs de Woodstock, le rayon d'attraction de la clientèle s'élargit partout au Québec. De plus en plus de Montréalais, de gens provenant de l'Outaouais se déplacent pour prendre la clé des champs. L'air de la campagne, la réputation et la programmation de Woodstock attirent et plaisent. Les responsables de l'information le constatent lors de la prévente des passeports de fin de semaine.

Le beau temps aidant, des centaines et des centaines de festivaliers continuaient à se masser, hier, patientant pendant des heures en file indienne avec leur véhicule avant de pouvoir atteindre le site.

« Quand on y est, on y reste pour longtemps. »

Il fallait voir la foule danser, sauter sans se bousculer près de la scène.



Venus du New Hampshire pour fêter.

LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Tout comme les musiciens du groupe Sandwich, qui se veulent contre toute violence, les adeptes du Woodstock en Beauce en ont plein les yeux et plein les oreilles avec 80 000 watts de son.

Plusieurs centaines de fêtards, venus écouter The Planet Smashers, Mass Hystéria, Our lady Peance et Yelo Molo vous diront qu'ils ont les yeux petits, mais le cœur content et qu'ils recommanderont à fêter aujourd'hui.

Plusieurs navettes font le trajet de Saint-Éphrem au site du Woodstock toute la journée.

QUÉBEC

Certains quartiers risquent davantage l'inondation

MÉLANIE SAINT-HILAIRE
MSHilaire@lesoleil.com

■ En août 1999, il s'était abattu sur Québec 60 mm de pluie en une heure. Jeudi, c'était 40 mm. À trois ans d'intervalle, des citoyens se sont retrouvés à pomper l'eau boueuse qui s'était infiltrée dans leur sous-sol, parfois à une hauteur de cinq pieds. La goutte a fait déborder le vase... comme les égouts.

« L'affaire, c'est que ça fait deux fois en quelques années que le gros de la pluie tombe dans la même maussusse de zone : haute-ville, Limoilou, Vanier », dit Jacques Perron, conseiller en communications à la Ville de Québec et mordu d'ingénierie.

En 1999, Perron avait vu déferler la flotte par les fenêtres inférieures de sa résidence en Haute-Ville. « Ça s'en venait, pis vite à part ça », dit-il. Cette année, un système de gouttières raccordées à des drains a préservé sa maison du déluge.

Tout le monde n'a pas eu cette chance. Hier, les pompiers ont volé à la rescousse de 65 citoyens dont la propriété avait été inondée, la plupart dans les anciennes villes de Limoilou et de Vanier. Les pompes submersibles du Service des incendies de la Ville de Québec ont fonctionné à plein régime tout l'après-midi.

Si le mauvais sort semble s'acharner sur certaines personnes, c'est sans

doute parce qu'elles habitent des zones à risque. Certains secteurs de Québec sont en effet moins bien équipés pour affronter des pluies torrentielles.

« Le vieux Limoilou se situe un peu dessous le niveau du fleuve », dit Perron, en guise d'exemple. En toute logique, les maisons du quartier risquent donc plus d'éponger une infiltration d'eau que celles situées sur des hauteurs.

Les propriétaires de maisons bâties il y a plus de 50 ans s'exposent aussi davantage à manier la chaudière et le torchon. « Selon le Code canadien du bâtiment, toutes les nouvelles maisons doivent avoir un drain muni d'un clapet "antiretour", qui empêche les eaux usées d'engloutir le sous-sol lorsque les égouts débordent après un coup d'eau. Les vieilles maisons n'en ont pas, ou encore elles ont un modèle désuet qui utilise un ballon comme clapet. »

L'ennui, c'est que l'installation d'un système adéquat est à la charge du propriétaire. Et que les travaux peuvent coûter cher...

Si les vieux quartiers souffrent tant lorsqu'il tombe des cordes, c'est aussi parce qu'ils collectent les eaux pluviales par la même tuyauterie que les eaux usées, alors que les zones plus récemment construites les recueillent séparément. Or, pendant une bonne averse, les conduits qui canalisent à la fois les boues d'égout et la pluie risquent davantage de déborder.

Ceci n'arrive toutefois que rarement.

Par contre, les gallons d'immondices que l'usine d'épuration des eaux de la Ville de Québec a échappés dans la Saint-Charles jeudi ne représentent qu'une goutte dans l'océan de gadoue qu'elle a déjà répandu. Une cinquantaine de fois par année, l'usine déverse malgré elle des vagues d'eau non traitées dans la rivière, ce qui en fait l'un des cours d'eau les plus pollués au Canada.

Toutefois, on commence cet automne la construction de bassins de rétention qui devraient absorber le trop-plein et protéger la rivière lors du prochain déluge.

Les vieux quartiers écopent plus que les plus récents

BAS-SAINT-LAURENT

Des moyens de pression coûteux

Lorsqu'ils transportent des patients entre deux villes, les ambulanciers ne ramènent plus les infirmières et les obligent à prendre un taxi

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Depuis trois mois, des ambulanciers du Bas-Saint-Laurent effectuant le transport de patients dans une autre ville ne ramènent plus les infirmières, qui doivent revenir en autobus ou en taxi. Une situation qui a déjà coûté 20 000 \$ au Centre hospitalier de Matane et qui complique rudement la gestion du personnel en ces temps de pénurie.

À l'instar du Centre hospitalier de Matane, les hôpitaux de Rivière-du-Loup, de Rimouski, de Trois-Pistoles et de Notre-Dame-du-Lac sont touchés par les moyens de pression entrepris le 19 mars par les 105 membres du Rassemblement des employés techniciens ambulanciers du Bas-Saint-Laurent (RETABSL). Selon Marcellin Côté, vice-président santé sécurité du RETABSL, le mouvement pourrait éventuellement gagner toutes les régions du Québec, où les techniciens ambulanciers ont des conditions de travail similaires.

Depuis mars, les infirmières du Bas-Saint-Laurent qui doivent accompagner un patient jusqu'à Québec, par exemple, ne peuvent plus remonter dans l'ambulance comme avant. Elles restent à destination et doivent se débrouiller pour revenir à l'hôpital. « Elles prennent le taxi jusqu'au terminus d'autobus et doivent attendre le prochain départ, ce qui peut prendre quelques heures », explique Raymond April, directeur du CH de Rivière-du-Loup. Lorsqu'il n'y a plus de départs, il ne reste que le taxi.

En plus de ne pas ramener l'escorte, les ambulanciers font de même avec certaines pièces d'équipement médical. La plupart du temps, les infirmières doivent en plus trimballer un ou deux moniteurs, parfois un respirateur ou une pompe. « Pendant ce temps-là, l'équipement n'est pas à l'hôpital », déplore M. April.

Récemment, les directions des hôpitaux se sont réunies pour discuter de la situation. Ils ont porté plainte à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent, qui a envoyé le 17 juin une lettre aux 10 employeurs concernés. « On leur a demandé d'assurer le retour des escortes à bord des ambulances, comme ça se fait ailleurs au Québec », résume Yvon Delage, responsable des communications à la Régie. Depuis, pas de nouvelle.

Chaque mois, le CH de Rivière-du-Loup doit prévoir environ 4000 \$ pour pallier les dépenses supplémentaires en temps et en frais de transport. En avril, 16 transports nécessitant une escorte ont été effectués, chaque fois à Québec. L'hôpital a dû déboursier 916 \$ pour les retours en taxi, 619 \$ pour les voyages en autobus. Un autre 260 \$ a été nécessaire pour rembourser les frais de conjoints qui sont allés à Québec chercher l'infirmière itinérante.

À Rimouski, la facture mensuelle est d'environ 5000 \$, presque 2000 \$ de plus à Matane, où il en coûte beaucoup plus cher pour le transport. « En trois mois, on a effectué 45 déplacements avec escorte, la moitié vers

Québec. Le retour en taxi coûte 430 \$, en plus du temps supplémentaire qu'on doit parfois payer », indique Clément Gauthier, le directeur de l'établissement.

En bout de ligne, c'est le gouvernement qui hérite de la note. Au ministère de la Santé, on est au courant de la situation, mais on dit ne pas pouvoir intervenir. « Il faut comprendre que ce sont des moyens de pression. Il n'y a pas eu de rupture de service, donc pas de bris de contrats. Les gens ne sont pas pris en otages », explique Dominique Breton, porte-parole du ministère.

Marcellin Côté affirme que les moyens de pression seront maintenus tant que la question de l'horaire de travail ne sera pas réglée. « À Montréal et à Québec, ils ont le 40 heures et en région, c'est le 7/14 ou le 8/14. Ça n'a pas de bon sens de devoir travailler sept ou huit jours en ligne, 24 heures sur 24 », peste le représentant syndical. Il prévient que le mouvement pourrait s'étendre à d'autres régions du Québec, voire devenir provincial.

Les ambulanciers ont adopté le non-retour des escortes pour se faire entendre du patron

Pour se faire entendre, les techniciens ambulanciers ont décidé d'adopter le non-retour d'escortes, croyant que la Régie régionale ne tarderait pas à intervenir. « Ce n'est pas en envoyant une lettre à nos employeurs que ça va se régler. Il faut s'occuper de la charge de travail une fois pour toutes, mais il y a un manque de volonté aux niveaux du ministère et des régies », estime M. Côté.

« C'est inconcevable. Ce moyen de pression ne devrait pas être admis. Ça occasionne des coûts supplémentaires au système de santé et ça fait qu'il y a de l'expertise qui attend l'autobus à l'autre bout pendant que je suis en pénurie. Le personnel ne devrait pas être utilisé comme monnaie d'échange », s'insurge Daniel Petit, directeur général du Centre hospitalier de Rimouski.

En théorie, les ambulanciers ne sont pas obligés de ramener les infirmières, bien que ce soit une pratique courante presque partout au Québec.

Jusqu'à maintenant, ni M. April ni M. Petit n'ont eu vent de patients qui auraient souffert de la situation. À Matane, M. Gauthier regrette que certains patients transférés pour un test à Rimouski, par exemple, doivent attendre des heures, le temps qu'on trouve une infirmière pour assurer leur retour.

EN BREF

Enquête publique sur la mort de Lallo

■ SEPT-ÎLES — Le coroner en chef du Québec, Serge Turmel, a ordonné une enquête publique visant à clarifier les causes et les circonstances du décès du jeune Terry Lalo, 16 ans, survenu en avril dernier à Sept-Îles. L'adolescent avait été happé mortellement par une voiture de police dans des circonstances fort nébuleuses. D'après les seules informations divulguées par la police, le jeune Lalo aurait été vu en train de marcher

sur le boulevard Laure par deux patrouilleurs qui recherchaient l'auteur d'un vol commis un peu plus tôt dans un dépanneur. Toujours d'après cette version, l'adolescent aurait, à la vue des policiers, pris la poudre d'escampette. Il aurait été heurté par la voiture de police alors qu'il se trouvait dans le stationnement d'un hôtel. L'enquête publique a été confiée à la coroner Catherine Rudolph-Tessier. É.F.

ACCUSÉ D'HOMICIDE INVOLONTAIRE

Le portier de l'Entre-Nous acquitté

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Mario Pezolet, ce portier du cabaret Entre-Nous accusé d'homicide involontaire pour avoir asséné un coup de poing fatal à un client en octobre 2000, a été acquitté hier par le juge Carol Saint-Cyr.

Mario Pezolet, 32 ans, avait expulsé Jean-Paul Jourdain parce que ce dernier avait, contrairement aux règles de la maison, refusé de passer au vestiaire avant d'entrer à l'intérieur du bar.

C'est quand Jourdain a tenté à nouveau d'entrer dans l'établissement que la situation s'est dégradée. « Tu me connais pas, tu sais pas à qui t'as affaire. Ça restera pas là, tasse-toi de là », a lancé Jourdain, un ancien portier, à Pezolet.

Ce dernier a raconté aux policiers que Jourdain l'avait « pogné » par la veste. « Je sentais qu'il voulait m'agresser. Je me suis tanné et je lui ai fait pof! Qu'est-ce que tu voulais que je fasse? Que j'attende de me faire attaquer? Je n'ai pas cogné pour lui défaire la face. (...) Il aurait pu me piquer, n'importe quoi... »

PEZOLET A COMPOSÉ LE 9-1-1

L'uppercut a fait chuter Jourdain dans l'escalier. Ce dernier a été transporté à l'hôpital, où il a succombé à un traumatisme crânien. C'est Pezolet lui-même qui avait composé le 9-1-1.

Au procès, la Couronne, représentée par M^e René Verret, avait fait valoir que le coup de poing de l'accusé était un acte illégal, et qu'une fois Jourdain sorti de l'établissement, il ne pouvait plus constituer un danger. M^e Verret avait également argué que le portier était beaucoup plus imposant que Jourdain et qu'il avait utilisé une force plus grande que nécessaire.

Le juge Carol Saint-Cyr n'a cependant pas vu les choses du même oeil.

« Pezolet a été l'objet d'une attaque de la part de la victime, et il n'a pas provoqué cette attaque. Il a agi selon les règles de l'art pour expulser la victime en utilisant la fermeté et non la violence.

L'accusé n'avait pas non plus l'intention de causer la mort ou des lésions corporelles graves. Cette conclusion découle principalement de la façon dont l'expulsion s'est effectuée, du calme que l'accusé a manifesté tout au long de l'incident, de la nature du coup qu'il a porté, du fait qu'il n'y ait eu aucun autre geste de sa part et de la tentative de le rattrapper pendant qu'il s'affaissait », a expliqué le juge Saint-Cyr.

Le magistrat a également souligné que l'accusé n'avait pas utilisé une force au-delà de ce qui était nécessaire dans les circonstances. « Le décès malheureux de la victime est dû à une fracture du crâne lorsque la tête de ce dernier a heurté le sol. L'accusé n'a donné qu'un seul coup, qui n'était pas, selon l'accusé, d'une violence extrême. Et je n'ai pas de raison de rejeter cet élément de preuve. »

En ce qui a trait à la légalité du coup de poing, le juge Saint-Cyr a expliqué que Pezolet avait l'autorité d'agir de par sa fonction de portier.

Après le verdict, Pezolet a laissé tomber un « c'est réglé, bonne affaire » à l'endroit des journalistes avant de tourner les talons, visiblement pressé.

L'avocat de la famille Jourdain, M^e François Huot, a quant à lui fait savoir que la possibilité de poursuivre Pezolet en dommages était « fortement envisagée ».

Atteinte d'une balle à la tête, Mélanie Boucher savait à quoi elle s'exposait

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ En acceptant d'accompagner Caroline Veilleux chez son ex-conjoint pour lui voler sa réserve de cocaïne, Mélanie Boucher a montré qu'elle acceptait aussi les risques que cela comportait.

Telle est la position qu'a fait valoir hier le procureur général du gouvernement, M^e Sébastien Rochette, qui doit défendre devant la juge de la Cour supérieure Suzanne Hardy-Lemieux la position du Tribunal administratif du Québec (TAQ) de ne pas indemniser Mélanie Boucher, atteinte d'une balle à la tête lors du meurtre de Caroline Veilleux, le 29 mars 2000.

La nuit du meurtre, la jeune femme alors âgée de 18 ans, se trouvait en compagnie de Caroline Veilleux et de Linda Gadoury sur la 1^{re} Avenue à Québec. Toutes trois tentaient de se cacher dans le véhicule de Mélanie Boucher lorsque Yvon Labbé, un proche des Hells Angels, a tiré trois coups de feu dans leur direction. Caroline Veilleux est décédée, tandis que Mélanie Boucher a été atteinte d'un projectile à la tête, projectile qui s'y trouve toujours d'ailleurs.

Déclarée inapte au travail pour le reste de sa vie, la jeune femme a tenté d'obtenir une indemnité, que le TAQ lui a refusée. Son avocat, M^e Guy Ruel, a demandé jeudi à la juge Hardy-Lemieux de retourner le dossier devant le TAQ. Le juge du TAQ, disait-il, a rendu un jugement déraisonnable en estimant que Mélanie Boucher avait commis une faute lourde. « Est-il raisonnable de conclure que son comportement rendait prévisible le fait de recevoir une balle dans la tête? », a demandé M^e Ruel, qui croit que sa cliente a simplement été victime des circonstances en se trouvant au mauvais endroit au mauvais moment.

Le procureur général du gouvernement ne voit pas du tout les choses de la même façon. « Il y a un lien de causalité entre l'insouciance de M^{me} Boucher devant le danger et l'attentat dont elle a été victime », a argué M^e Rochette.

« Tous les faits démontrent une acceptation des risques de sa part d'accompagner Caroline Veilleux chez son ex, a ajouté l'avocat. François Binette avait fait des menaces de mort à Caroline Veilleux, et ça, Mélanie Boucher le savait. »

La jeune femme savait aussi que Caroline Veilleux s'était munie d'une veste pare-balles et d'un pistolet en plastique, a également souligné M^e Rochette.

L'avocat de la requérante s'est quant à lui questionné sur les intentions du tireur dans sa plaidoirie, hier. « Là, on trace un portrait de M^{me} Boucher, mais on ne dit pas un mot sur Yvon Labbé, alors que c'est lui qui a tiré les coups de feu. Est-ce que Labbé savait que M^{me} Veilleux portait une veste pare-balles? Tirait-il sur M^{me} Boucher ou M^{me} Veilleux? On ne connaît rien des intentions du tireur et du mobile du crime », a souligné M^e Ruel.

Après avoir félicité les parties pour leur plaidoirie, la juge Hardy-Lemieux a fait savoir qu'elle allait prendre le tout en délibéré et faire connaître sa décision « dans les plus brefs délais ».

Mario Lagacé recouvre sa liberté

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

Mario Lagacé, ce Charlesbourgeois de 40 ans accusé d'avoir tenté d'assassiner son conjoint en mettant le feu au domicile conjugal, a pu recouvrer sa liberté, hier, moyennant certaines conditions.

Le soir du 1^{er} janvier, Lagacé aurait soupé au restaurant avec son conjoint, Jacques Vézina. De retour chez eux, une dispute aurait éclaté, après quoi le conjoint de l'accusé se serait mis au lit. Aux environs de minuit, Lagacé aurait allumé quatre foyers d'incendie dans le salon, la cuisine et la salle de lavage avant d'aller se coucher. Vers 2 h, il aurait été réveillé par les aboiements du

chien. À la vue des flammes, il se serait empressé de tirer son conjoint du lit.

Interrogé à l'époque par les policiers, Lagacé aurait nié toute implication dans l'incendie. « Mais le 14 juin dernier, il s'est soumis au test du polygraphe et il a fait des déclarations, a relaté hier le procureur de la Couronne, Sébastien Bergeron. Quand on lui a demandé pourquoi il avait mis le feu, l'accusé a répondu : « J'ai fait ça sous l'effet de la colère, impulsivement, pour démontrer que j'existais. Dans mon sentiment de colère, je voulais m'enlever la vie, mais pas seul. Finalement, j'ai changé d'idée. »

Le père de l'accusé a accepté de cautionner son fils pour un montant de 5000 \$. En attendant la suite des procé-

dures, Lagacé, qui a dû s'engager pour un montant de 3000 \$, devra demeurer à la résidence familiale. Une interdiction d'importuner son conjoint, avec qui il demeurerait encore avant son arrestation, lui a également été imposée. Le juge Carol Saint-Cyr n'a pas jugé bon de lui interdire tout contact avec lui puisque le couple n'est pas en mauvais termes. Le père de l'accusé a d'ailleurs raconté à la cour que M. Vézina appelait régulièrement à la maison pour avoir des nouvelles de son conjoint.

Le juge Saint-Cyr a par ailleurs exigé que le prévenu rencontre un psychologue et entreprenne une thérapie. Lagacé sera de retour en cour le 29 juillet pour le reste de la divulgation de la preuve.

À PARTIR DE SEULEMENT

2,9%


jusqu'à 24 mois

Tous les moyens sont bons pour réserver sa Jetta

Modèle de base
Quatre coussins gonflables
Banquette arrière rabattable et divisée 60/40
Roues en acier de 15 pouces
Freins ABS
Système audio stéréo à huit haut-parleurs
Système d'alarme antivol et antidémarrage



vw.com

Êtes-vous fait pour Volkswagen? 

*Taux valable aussi sur la Jetta TDI.

Taux non valable sur la GLI. Taux de financement à l'achat de 2,9 % offert pour un terme jusqu'à 24 mois. Autres taux de financement offerts : 3,9 % pour un terme jusqu'à 36 mois, et 4,9 % pour un terme jusqu'à 60 mois. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance. Roues en alliage illustrées offertes en option. Offre en vigueur pour un temps limité chez les concessionnaires Volkswagen du Québec seulement. Et comiye la Jetta est si précieuse, nous avons même buriné 25 de ses composantes.

50 ANS
VOLKSWAGEN
CANADA



21 698\$*
à bord



VENTURE  CHEVROLET

OU **249\$ / mois****
Location 48 mois

**LA PLUS FAIBLE
CONSOMMATION D'ESSENCE
DE SA CATÉGORIE‡
ET SÉCURITÉ 5 ÉTOILES^**



Vos concessionnaires  du Québec

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant au véhicule neuf sélectionné 2002 en stock suivant : Venture Maxi Valeur (1UN16/R7A). Photo à titre indicatif seulement. *À l'achat, préparation incluse, transport (995 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. **Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec un versement initial de 4 126 \$ ou échange équivalent, dépôt de sécurité de 300 \$ exigé à la livraison. À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 80 000 km. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. †Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2002. ^Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors des tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

LE SOLEIL

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

Guichet unique pour l'embauche d'infirmières

MARIE CAOUCETTE

MCaouette@lesoleil.com

■ Les infirmières intéressées à travailler dans un centre de soins prolongés de la région de Québec n'ont plus à se taper la tournée de tous les établissements pour distribuer des CV, ni à multiplier les entrevues. La région s'est mise à l'ère du guichet unique pour leur embauche.

La Régie régionale de la santé a lancé cette année un projet pilote de sélection du personnel infirmier destiné à combler tous les postes disponibles dans une vingtaine de pavillons d'hébergement et de soins de longue durée. Le projet est né en raison des difficultés de recrutement, mais il représente aussi, pour les administrations, une économie appréciable d'énergie, ne serait-ce qu'en réduisant le nombre de jurys de sélection, indiquait hier en entrevue le secrétaire de la Régie, Valois Malenfant.

Près de 200 candidates ont répondu à l'appel lancé en février dernier par la Régie, informant de la mise sur pied d'un programme régional de recrutement. Au terme du processus de sélection et d'entrevue, les deux tiers des candidatures ont été retenues. Plusieurs ont abandonné en route, préférant un emploi dans un centre de soins de courte durée.

Le projet s'avère toutefois assez intéressant pour que la Régie y donne suite dans une forme plus élaborée l'an prochain. « On regardera du côté de l'organisation des horaires, disait le porte-parole de la Régie, pour offrir des conditions de travail plus attrayantes. » Des horaires à temps complets pourraient être proposés, en combinant les horaires de deux ou trois établissements. Le travail à temps partiel dans un CHSLD a du mal à concurrencer les garanties d'emploi à temps plein offertes par plusieurs centres de soins aigus, ne cache pas M. Malenfant.

La mise en commun des candidatures présente déjà un intérêt pour les candidates puisqu'on a tendance à les affecter dans un établissement proche de leur lieu de résidence, avançait-il.

La Régie a aussi mis sur pied et donné un programme de formation de deux jours pour toutes les candidates retenues, avant leur entrée en fonction, afin de les familiariser avec le type de travail et la clientèle des CHSLD.

La formule du guichet unique à l'embauche pourrait s'étendre, dans l'avenir, aux centres hospitaliers de soins aigus de la région, étant donné que la base de recrutement est la même.

La Régie régionale est aussi active dans la formation des infirmières qui effectuent un retour dans le métier, après plusieurs années d'abandon de la pratique. Six cohortes totalisant 200 personnes ont été formées au cours des deux dernières années. Plus âgées que les finissantes du cégep, ces infirmières constituent un bassin intéressant de personnel pour les CHSLD. C'est le bouche à oreille qui est utilisé pour recruter des candidates pour ce programme qui se poursuivra aussi à l'automne.

**Du temps
complet fait
de plusieurs
temps
partiels**

Besoin de 17 000 \$ pour aider l'Afrique

MAXIME BERGERON

MBergeron@lesoleil.com

Chantal De Varennes s'envolera le 2 août vers le Rwanda dans le but de distribuer médicaments, lunettes et autres fournitures médicales à cinq organisations non gouvernementales (ONG). Seul obstacle : il manque à la coopérante les 17 000 \$ nécessaires au transport de sa précieuse marchandise d'ici jusqu'à l'Afrique.

« Je n'ai pas besoin de matériel, explique Chantal De Varennes. Collaboration Santé internationale (CSI) fournit déjà tout ça. Tout ce qu'il me faut, c'est des sous pour expédier mon conteneur de 20 pieds cubes jusqu'à Kigali. » CSI, un organisme de Québec qui existe depuis 1968, a acheminé l'an dernier 58 conteneurs de marchandises à 22 pays du tiers-monde, pour une valeur totale de 12 millions \$.

Chaque envoi effectué à l'étranger doit être réceptionné par un répondant canadien. Ce sera la mission de Chantal De Varennes en terre rwandaise. Elle devra en plus veiller à la distribution de sa cargaison, évaluée à 200 000 \$. Après quoi elle œuvrera comme conseillère pour le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) pendant un an.

« L'Afrique est tellement pauvre, elle a besoin de tout après avoir été exploitée pendant plusieurs siècles », déplore le directeur général de CSI, Paul-André Lavoie. C'est pourquoi le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NP-DA), qui fait l'objet de discussions présentement à Kananaskis, est accueilli positivement au sein de l'organisation.

Ce qui est très intéressant dans le cas présent, c'est que ce sont les Africains eux-mêmes qui ont lancé le débat, dit Chantal De Varennes. « Je crois que cette fois-ci sera la bonne. Il y a plus d'espoir qu'antérieurement. » Les gens qui désirent l'aider dans ce projet peuvent contacter le CSI, au 522-6065.



La coopérante Chantal De Varennes avec une bénéficiaire du CSI, sœur Gemma Ruel

L'EST ET LA CÔTE-NORD

VIANDES DU BRETON

Toujours pas d'offre de Québec

MARC LAROUCHE

Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le groupe Breton, dont l'usine de Notre-Dame-du-Lac a été entièrement détruite par un incendie en mai, se réjouit des propos du premier ministre Bernard Landry à l'effet que les nouvelles sont positives et que le dossier progresse. Toutefois, les dirigeants aimeraient bien savoir à quoi le premier ministre fait référence et sur quoi il se base pour faire de telles affirmations puisque Québec n'a toujours déposé aucune offre.

« Au lendemain de l'incendie, le premier ministre a affirmé qu'il s'occuperait du dossier personnellement. Un comité ministériel a été mis sur pied, des rencontres ont eu lieu avec le ministre de l'Agriculture, mais plus d'un mois et demi après, nous sommes toujours en attente de propositions concrètes », affirme Vincent Breton.

En fait, Québec n'a jamais proposé aucun plan de relance à Viandes Du Breton. Cependant, le temps presse puisque le Nouveau-Brunswick talonne de près.

Le député libéral Claude Béchard

affirme avoir la preuve que le gouvernement néo-brunswickois a déposé au groupe Breton une offre officielle tripartite, engageant les instances fédérale, provinciale et municipales.

« Dans les jours qui ont suivi le drame, il était normal de dire au Nouveau-Brunswick de ralentir ses ardeurs et de respecter les gens. Mais un mois et demi plus tard, on ne peut plus leur reprocher de s'essayer, d'autant plus que Québec n'a encore rien mis sur la table. Le gouvernement doit présenter ses offres au plus tôt. »

Vincent Breton confirme que son entreprise évalue différents scénarios. « Nous sommes très attachés à Notre-Dame-du-Lac, où nous sommes depuis des années, mais un certain nombre de dossiers restent à régler avant qu'une décision soit arrêtée », dit-il, en faisant

référence à la reconstruction ou non de l'usine sur le site original. Le contrat social avec les travailleurs, les infrastructures municipales et l'approvisionnement futur sont du nombre des dossiers à l'étude.

En ce qui concerne les infrastructures municipales, le maire de Notre-Dame-du-Lac, M. Réal Voisine, a toujours affirmé que tout serait fait pour faciliter les choses au groupe Breton. Des améliorations au réseau d'aqueduc leur permettraient d'augmenter leur production de manière à ce que l'entreprise puisse prendre de l'expansion.

Mais ce n'est pas le désastre naturel qui rend la décision difficile. « Le moratoire sur le développement de la production porcine, qui aura pour effet de limiter notre progression future, constitue l'élément le plus important à considérer dans notre réflexion actuelle. C'est la raison pour laquelle notre décision est si difficile à prendre », conclut M. Breton.

D'autre part, la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, M^{me} Linda Goupil, a annoncé la mise en place d'un programme d'aide financière et à l'emploi pour les 450 employés des Viandes Du Breton. Cette initiative, en vigueur rétroactivement depuis le 1^{er} mai 2002 et qui se poursuit jusqu'au 30 avril 2003, dispose d'un budget total est de 1,1 million \$. Elle vise aussi les 327 travailleurs de la Fonderie Gaspé de Murdochville.

L'aide accordée tiendra compte de la réalité des ménages, dont le nombre d'enfants à charge. Un adulte seul pourrait donc recevoir un montant de 550 \$ par mois, alors que deux adultes pourraient recevoir un montant de 870 \$. Les bénéficiaires devront respecter certaines obligations, notamment d'informer mensuellement le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale de tout changement survenant dans leur situation et ayant un impact sur l'aide versée.

« Québec témoigne de sa solidarité envers les femmes et les hommes qui vivent les conséquences de situations malheureuses. Nous voulons nous assurer que tous ont le soutien nécessaire dans les circonstances », déclare la ministre Goupil.

BOIS D'ŒUVRE

L'Est craint pour l'automne

NAOMIE BRIAND

Collaboration spéciale

■ GASPÉ — À l'heure où l'industrie canadienne du sciage vit des moments difficiles, l'Est du Québec retient son souffle. Si la région Gaspésie—Les—Îles n'a pas encore souffert depuis le 22 mai de la décision américaine d'imposer une surtaxe de 27 % sur le bois d'œuvre, l'automne fait craindre le pire.

Selon les données de l'Association des manufacturiers du bois de sciage du Québec, l'industrie du bois d'œuvre fournit 8600 emplois en usine et en forêt au Bas-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord et en Gaspésie. Depuis l'imposition de la surtaxe américaine, 8 % de ces emplois ont à ce jour été touchés.

Même si les chiffres fournis par l'AMBSQ soulignent que la Gaspésie n'a pas encore écopé du conflit, les premiers effets commencent à se faire sentir. Le Groupe GDS, qui exploite des usines de sciage un peu partout sur le territoire du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie, a annoncé plus tôt cette semaine qu'il suspendait dès vendredi, et ce, pour une période minimale d'un mois, les activités à son usine de Pointe-à-la-Croix.

À la fin de 2001, GDS avait servi le même argument pour stopper les activités à son usine Bois Granval de Grande-Valée. Et le pdg de GDS, Guido Deschênes, affirme que d'autres fermetures sont à prévoir, en rotation dans la dizaine d'usines du groupe.

Chez les autres groupes forestiers aussi, on est aux aguets. « On surveille (l'état de la situation) tous les jours », raconte Harold Bérubé, président-directeur général de Temrex, un consortium créé cette année par Tembec et Rexforêt et qui unifie les usines de sciage de Saint-Alphonse et de Nouvelle, dans la Baie-des-Chaleurs.



Chargement de bois sur un wagon à l'usine Temrex, de Nouvelle. Pour l'instant, la direction de cette usine ne prévoit pas d'arrêt de production découlant de la crise du bois d'œuvre, mais la situation pourrait changer rapidement.

Le patron a demandé, cette semaine, la collaboration de ses employés. « On coupera dans ce qu'on peut couper », ajoute M. Bérubé parce qu'il estime encore que Temrex perd moins d'argent en opérant qu'en fermant. Mais pour combien de temps? « On s'accroche, répond-il. Mais on repousse des projets; c'est certain qu'on hypothèque l'avenir. »

Les usines du consortium fermeront deux semaines cet été, à la fin de juillet. Un congé habituel qui ne devrait pas, pour l'instant, être prolongé. Même son de cloche chez Abitibi-Consolidated, sur la Côte-Nord, à son usine de Baie-Comeau. « On n'est pas en mesure présentement de se prononcer sur la prolongation ou non de ces deux semaines d'arrêt de travail », dit Paul Castonguay, surintendant des ressources humaines forêt. M. Castonguay précise toutefois que le son de cloche n'est pas en faveur d'une prolongation.

La situation n'est pas plus rose pour les travailleurs. Les Entreprises forestières et agricoles de la péninsule, pos-

tées à Gaspé, emploient une centaine de travailleurs en aménagement forestier. Le directeur, Michel Joncas, avoue qu'il est difficile de demeurer confiant avec l'épée de Damoclès qui pend au-dessus de la tête des forestiers. « On appréhende des problèmes pour l'automne », explique-t-il.

Les activités de la coopérative, quoique encore peu touchées par la crise du bois d'œuvre, débuteront leur saison la semaine prochaine, avec près d'un mois de retard. M. Joncas n'est cependant pas prêt à affirmer que le délai est entièrement attribuable au conflit canado-américain. « De toute façon, dans l'aménagement, nous serons les derniers à être touchés. »

Michel Joncas va même jusqu'à s'expliquer le pourquoi d'une frappe aussi lente du conflit du bois d'œuvre en Gaspésie. Il avance, avec prudence, que la répartition encore incertaine du bois de la Gaspésie y serait pour quelque chose. « Les industriels veulent montrer qu'ils ont besoin des volumes », risque-t-il.

POINTE-LEBEL

Des villégiateurs devront côtoyer une tourbière

STEEVE PARADIS

Collaboration spéciale

POINTE-LEBEL — Les citoyens de Pointe-Paradis, un secteur de villégiature de Pointe-Lebel, devront fort probablement vivre à l'avenir avec l'arrivée d'une tourbière dans leur havre de paix. S'ils ne peuvent empêcher la venue de l'industrie, les gens désirent à tout le moins que la tourbière ne vienne pas empoisonner leur quiétude estivale.

Les Tourbières Berger, de Saint-Moïse, ont demandé une modification au règlement de zonage de Pointe-Lebel afin de pouvoir opérer sur un secteur actuellement zoné villégiature, secteur qui représente environ 10 % du territoi-

re sur lequel la compagnie détient les autorisations nécessaires du ministère de l'Environnement. Le reste de la zone est à vocation industrielle.

La municipalité de Pointe-Lebel organisait mardi une soirée d'information sur le projet avec les citoyens concernés. Le maire Ghislain Beaudin a bien fait comprendre aux gens qu'ils pouvaient refuser le changement de zonage pour ainsi contraindre Berger à installer son usine d'ensilage le plus loin possible des résidences. Toutefois, rien n'empêche la compagnie de faire ce qu'elle entend dans la zone industrielle, a-t-il rajouté.

Pour les citoyens de Pointe-Paradis, une tourbière entraînera des conséquences néfastes comme de la poussière

sur les magnifiques plages du village, le passage de nombreux camions lourds et possiblement une baisse du niveau d'eau des puits des résidents du secteur, qui se trouvent à une moyenne de 20 pieds de profondeur. « On est en droit de penser que l'exploitation d'une tourbière peut affecter le niveau d'eau, a lancé Jean Després. Il faut y penser avant car après, ça va être un merdier total. »

Certains ont aussi rappelé que l'arrivée d'une autre tourbière à Pointe-Lebel, où Tourbières Premier opère déjà, nuira à l'image touristique de la localité, qui compte pourtant sur le tourisme estival comme moteur économique.

Il ne devrait pas y avoir de levée de

boucliers à Pointe-Lebel pour stopper Berger à l'intersection de la route 138 et du village. Les citoyens se disent prêts à faire des compromis si l'entreprise fait de même. Mais, du même souffle, ils ont aussi sommé le conseil municipal de faire toutes les études nécessaires, à ses frais et non à ceux de Berger, sur les impacts du projet pour ainsi bien connaître l'état du territoire avant l'arrivée de la compagnie. Le maire Beaudin a pris le message en bonne note.

Chez Tourbières Berger, on confirme que le site de Pointe-Paradis est très intéressant pour l'entreprise, modification de zonage ou non. « On a les permis d'exploitation du ministère de l'Environnement et on va sûrement

exploiter le site, au moins sur les 90 % du territoire zoné industriel, a indiqué Billy Malenfant, ingénieur chargé de projet chez Berger. On va décider à l'automne si on commence à travailler sur le terrain en 2003. »

Selon le maire, la compagnie a accepté de rencontrer un comité formé par les citoyens de Pointe-Paradis afin de voir de quelle manière les deux parties peuvent s'entendre sur ce projet, qui créerait une vingtaine d'emplois. Au moins six des personnes présentes à la rencontre d'information ne se sont pas fait prier pour donner leur nom. Les résidents directement concernés pourraient se prononcer sur la modification demandée au zonage au cours de l'été.



Sièges réservés.

Place au spectacle!

Offrez-vous un séjour dans un parc national et découvrez à vélo des routes et des sentiers qui sillonnent les plus beaux paysages du Québec.

Que ce soit pour une escapade en camping ou pour la location d'un chalet, renseignez-vous auprès de ces parcs nationaux :

- Bic
- Frontenac
- Pointe-Taillon
- Yamaska

Pour en savoir plus ou pour réserver votre place, faites le 1 800 665-6527 ou visitez www.parcquebec.com



Pour que le spectacle continue

Parc national du Bic

BAS-ST-LAURENT

Pactes
ruraux
signés

CARL THÉRIAULT

Collaboration spéciale

LE BIC — Près de 9 millions \$ seront consacrés au développement rural des huit MRC de la région du Bas-Saint-Laurent. Sept des huit pactes ruraux découlant de la politique de ruralité du Québec ont été signés jeudi au Bic en présence des préfets de ces MRC et de la députée de Rimouski et secrétaire d'État, M^{me} Solange Charest.

Les montants pourront être utilisés au retour des jeunes dans leur communauté, à l'amélioration des services, à la mise en réseau des promoteurs locaux et au soutien de l'entrepreneuriat individuel et collectif ainsi qu'au développement d'entreprises.

« Il faut aussi que la politique de la ruralité ait une vision régionale pour ne pas que chaque municipalité dans son milieu ne fasse qu'un projet collé à elle. Les municipalités peuvent faire des choses en se regroupant sans perdre leur identité », selon Jacques Michaud, président de la Table des préfets de la région Bas-Saint-Laurent.

Les MRC du Témiscouata et de la Matapédia reçoivent 1,4 million \$ chacune suivies des MRC du Kamouraska (1,3 M \$), de la Mitis (1,2 M \$), de Rivière-du-Loup (850 000 \$), des Basques (864 000 \$), et de Rimouski (761 000 \$). La MRC de Matane signera plus tard son entente. Les négociations ne sont pas terminées entre la Ville de Matane et quelques municipalités de la MRC de Matane.

M^{me} Charest souhaite que chaque MRC « donne la couleur qu'elle veut à son pacte rural qui se veut adaptable aux spécificités de chaque territoire ».

RÉGIE RÉGIONALE

206 M \$
répartis

GASPÉ — La régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie et des îles a procédé à la répartition des 206 millions \$ octroyés par le ministère de la Santé pour l'année financière 2002-2003.

Le Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs de Maria et le Centre hospitalier de Gaspé recevront près de 31 millions \$ chacun, alors que les établissements de Sainte-Anne-des-Monts, de Chandler et des îles recevront un peu plus de 20 millions \$. Le total des sommes consenties aux établissements (CH, CLSC, CHSLD et centre de réadaptation) s'élève à 191 millions \$.

Les organismes communautaires et les transporteurs ambulanciers se partageront quant à eux 13 millions \$.

Des ajustements additionnels ont été consentis par le ministère pour divers dossiers : l'instauration d'un département d'orthopédie à Gaspé, les mesures incitatives financières pour empêcher une pénurie d'infirmières cet été, la deuxième phase du programme d'aide aux joueurs excessifs, de même que l'indexation des bases budgétaires. N.B.

FAVORITISME

Déçue, elle
quitte le PQ

MATANE — Déçue par des décisions politiques qui vont à l'encontre de ses principes et de sa vision du développement, une membre de la direction du PQ de Matane démissionne.

Dans une lettre datée du 27 juin, Monette Dion déplore, notamment, l'accueil et les moyens « inégaux » mis à la disposition des candidats à l'investiture. « L'un a droit à une équipe de recruteurs supervisés par le président de l'exécutif et financée par des fonds rendus disponibles par l'exécutif de comté. Que dire de la démocratie lorsqu'il y a évidence de favoritisme de presque tous les membres de l'exécutif envers un candidat (Pascal Bérubé) à l'investiture? » s'interroge-t-elle.

Membre du conseil de direction depuis février, M^{me} Dion déplore également le report sans préavis de réunions et des délais de près d'un an pour l'adoption de procès-verbaux. Raynald Bernier, ex-candidat à l'investiture péquiste dénoncé le 25 août, avait également dénoncé le favoritisme au PQ.

Mais M. Bernier n'a pas lancé la serviette et pourrait bien passer à l'Action démocratique du Québec. Il participera d'ailleurs à la formation d'un comité provisoire adéquat, cette fin de semaine, à Matane. H.M.

41 policiers de plus à la SQ



COLLABORATION SPÉCIALE STEVE PARADIS

Depuis jeudi, la Sécurité publique de Baie-Comeau n'existe plus. La Sûreté du Québec a accueilli, dans le cadre d'une cérémonie protocolaire, les 41 policiers et les trois employés civiles qui ont accepté de rejoindre les rangs du poste de la MRC Manicouagan. La cérémonie s'est tenue en grande pompe au Théâtre de Baie-Comeau, en présence du maire Claude Martel et de nombreux officiers supérieurs de la SQ. Sur ce cliché, les ex-policiers municipaux, qui étaient parmi les mieux payés au Canada, prêtent le serment d'allégeance à la Sûreté du Québec, revêtus de leurs nouvelles couleurs. Signalons que le chef de l'ancien corps de police, Daniel Chamberland, n'a pas suivi ses ouailles à la SQ. Il est plutôt demeuré à l'emploi de la municipalité comme directeur du service de protection des incendies. S.P.

« Gagnant du prix d'excellence 2001 en interprétation du patrimoine incarné par l'Association Québécoise de l'interprétation du Patrimoine »
Tous les samedis de juillet et août
6, 13, 20, 27 juillet
3, 10, 17, 24, 31 août
Réservez maintenant
Conseil de guerre à la tour Martello 2
DEVENEZ TÉMOIN ET SUSPECT...
lors d'un souper mystère de 1814

Devinez Charles-Michel de Salaberry ou Laura Secord et démasquez le traître caché parmi vous lors d'un souper d'époque animé dans le décor évocateur de la tour Martello 2, ouvrage de défense du XIXe siècle. Goûtez à la Ripaille du soldat, menu typique de l'occupation britannique de la tour, et imprégnez-vous de la vie de soldat pour un soir. À vous de trouver le coupable.

UNE INTRIGUE AUSSI PALPITANTE QUE DÉLICIEUSE
DANS UN BÂTIMENT HISTORIQUE UNIQUE!

Billets en vente par téléphone au (418) 649-6157 ou à la Maison de la découverte des plaines d'Abraham 835, avenue Wilfrid-Laurier, Québec (à côté du Manège militaire)

Sur réservation seulement, places limitées.
Apportez votre vin
Réservations à l'année pour les groupes
de 35 à 50 personnes au (418) 648-5371

1507203

SOLDÉ

36

Matelas
Literie
Meubles
Électronique
Accessoires
Décoration

**SIGNATURE
MAURICE
TANGUAY**

Québec Place Ste-Foy, 2^e étage
(418) 650-6244 • 1 866 824-7848

versements
sans frais, sans intérêt
sur toute la marchandise

LE MONDE

3 Juillet
Toute une histoire
à raconter

COURRIER À L'ANTHRAX

Le FBI cible une trentaine de scientifiques

CHRISTOPHER NEWTON
Associated Press

■ WASHINGTON — Les lettres piégées au bacille du charbon avaient terrorisé l'Amérique déjà traumatisée par les attentats du 11 septembre. Bien que ces courriers aient cessé, le FBI poursuit son enquête auprès d'une trentaine de scientifiques américains, soupçonnés d'être liés à la vague d'attentats de l'automne dernier.

Parmi eux figure un ancien chercheur en défense biologique, le Dr Steven Hatfill, dont le domicile et les locaux professionnels ont été perquisitionnés cette semaine avec son accord, ont annoncé les agents fédéraux. Ce scientifique avait manifesté un intérêt particulier pour le bioterrorisme par le passé. Il a également attiré l'attention des enquêteurs par sa capacité à se procurer des spores du bacille, a précisé jeudi un responsable gouvernemental sous condition d'anonymat.

Le Dr Hatfill n'est toutefois qu'une « personne intéressante » parmi d'autres, en l'occurrence une trentaine de chercheurs dont les compétences et l'accès au bacille du charbon auraient pu donner la possibilité d'envoyer les lettres.

Les domiciles de 25 scientifiques ont été fouillés, a précisé un officier de police, qui s'exprimait lui aussi anonymement. Selon lui, Steven Hatfill n'est pas considéré comme un suspect et rien ne le lie directement aux lettres piégées. Il a du reste nié toute implication dans ces attentats.

Les enquêteurs estiment que la personne capable d'envoyer des lettres piégées au bacille du charbon sans tomber malade doit avoir une grande expérience dans la manipulation de cette substance mortelle. Bien que les investigations se concentrent principalement sur les chercheurs, le FBI continue d'exploiter la piste d'un terroriste qui ne serait pas lié aux recherches actuelles.

Le Dr Steven Hatfill a supervisé en 1999 une étude sur une simulation d'attaque au bacille de charbon par courrier alors qu'il travaillait la société Science Applications International, sous contrat avec le département de la Défense, a expliqué Ben Haddad, porte-parole de l'entreprise.

SCÉNARIO SEMBLABLE

La simulation, écrite par un expert en bioterrorisme, décrivait le cas d'une insertion de 2,5 g de *Bacillus globigii*, ersatz du bacille de charbon, dans une enveloppe classique, a rapporté le *Baltimore Sun*.

Il a également travaillé au service de virologie de l'Institut médical militaire américain pour les maladies infectieuses jusqu'en septembre 1999. Il a ensuite rejoint l'entreprise Science Applications International.

Un policier fédéral a précisé que le laissez-passer du Dr Hatfill pour accéder au département de la Défense avait expiré et qu'il n'a jamais été renouvelé.

Selon ABC News, le FBI s'est intéressé à Steven Hatfill parce qu'il a vécu au Zimbabwe, près de l'école primaire Greendale. L'adresse « Greendale School » Franklin Park, New Jersey, était imprimée en lettres capitales sur les enveloppes au bacille de charbon envoyées à plusieurs personnes. Cependant, les enquêteurs n'ont pas d'élément prouvant que le Dr Hatfill ait séjourné à Trenton, dans le New Jersey, d'où les lettres avaient été postées.



Hier matin, l'armée israélienne a montré des signes d'impatience. Un bulldozer a entamé la destruction de l'un des murs d'enceinte du quartier général. Au même moment, des chars tiraient en direction du bâtiment. Les militaires ont ensuite investi les lieux.

HÉBRON

Q.G. palestinien détruit

Tsahal lance l'assaut contre les militants retranchés

■ HÉBRON, Cisjordanie (AFP) — L'armée israélienne a détruit hier soir à l'explosif la plus grande partie de la moukataa, le quartier général de l'autorité palestinienne à Hébron (sud de la Cisjordanie), qu'elle assiégeait depuis mardi, a rapporté le radio militaire israélienne.



Les États-Unis ont commencé en coulisses à chercher parmi les Palestiniens qui pourrait bien faire l'affaire pour remplacer Yasser Arafat. Les détails en A 18.

Des Palestiniens, censés être retranchés dans le bâtiment depuis l'entrée de l'armée dans la ville de Cisjordanie, pourraient avoir été tués dans le bâtiment, a précisé le radio.

L'explosion s'est produite peu après que des témoins palestiniens eurent rapporté avoir vu des soldats israéliens s'infiltrer dans le bâtiment.

Quelques minutes après la déflagration, des bulldozers blindés débayaient les débris pour permettre aux soldats de pénétrer dans ce qui restait de la moukataa, dont l'armée a l'intention de parachever la destruction dans les prochaines heures, selon le radio militaire israélienne. La radio publique a pour sa part indiqué que l'armée avait appelé les Palestiniens censés être retranchés dans le bâtiment à se rendre avant de le détruire.

Selon des responsables militaires, cités par le radio, une quinzaine de Palestiniens recherchés par Israël, membres pour la plupart du Tanzim, présentés comme un groupe armé lié au mouvement Fatah du président de l'Autorité

palestinienne Yasser Arafat, devaient se trouver à l'intérieur.

Avant l'attaque israélienne, hier, un ancien ministre palestinien, Talal Sadr, avait pénétré à l'intérieur de la Moukataa et avait indiqué n'avoir pu y voir personne.

Depuis le début du siège, le bâtiment avait été attaqué à plusieurs reprises par des hélicoptères de combat.

Hébron est l'une des sept grandes villes palestiniennes réoccupées par l'armée israélienne depuis le déclenchement, le 19 juin, de son opération Voie ferme en Cisjordanie, à la suite de deux attentats suicide à Jérusalem et d'une attaque contre une colonie dans le nord de la Cisjordanie qui ont coûté la vie la semaine dernière à 31 Israéliens.

YASSINE DANS LA RUE

Dans la bande de Gaza, le fondateur du mouvement islamiste Hamas, cheikh Ahmad Yassine, officiellement assigné à résidence depuis lundi par M. Arafat, a participé à une manifestation pour protester contre le président américain George W. Bush, qui, lundi, a exhorté les Palestiniens à élire un nouveau chef pour que Washington soutienne la création d'un État palestinien.

Environ 1000 personnes prenaient part au rassemblement dans le centre de la ville de Gaza, dont des militants du Hamas, du Jihad islamique et des Bri-

gades des martyrs d'Al-Aqsa, liées au Fatah de Yasser Arafat. Ces trois groupes ont revendiqué plusieurs attentats suicide sanglants anti-israéliens.

Une vidéo de France 2 montrant cheikh Yassine dans la manifestation a été saisie par la sécurité palestinienne.

Trois Palestiniens ont par ailleurs été blessés par des tirs de l'armée israélienne dans un camp de réfugiés de Khan Younés (sud de la bande de Gaza) alors que l'armée rasait des terres agricoles palestiniennes dans le nord de ce territoire, selon une source sécuritaire palestinienne.

D'autre part, en Cisjordanie, l'armée a arrêté 35 Palestiniens, dont des militants islamistes, et deux enfants palestiniens ont été blessés par des tirs de soldats, selon des témoins et des sources de sécurité palestiniennes.

Sur le front diplomatique, Israël a estimé que sa cause avait été entendue sur une mise à l'écart de M. Arafat au sommet du G8 au Canada, même si le Canada, la Russie et les Européens n'ont pas suivi le président américain dans son appel à évincer le dirigeant palestinien.

Les Palestiniens se sont félicités, quant à eux, de la déclaration du G8 affirmant sa « détermination à œuvrer pour favoriser la paix au Moyen-Orient sur la base de notre vision de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres ».

La mission de paix en Bosnie prise en otage par les É.-U.

Ils exigent que leurs ressortissants soient à l'abri de toute poursuite par la justice internationale

BERNARD ESTRADE
Agence France-Presse

■ NEW YORK, Nations unies — La mission des Nations unies en Bosnie était prise en otage hier par les États-Unis, qui conditionnent le renouvellement de son mandat à l'adoption de dispositions mettant leurs ressortissants à l'abri de toutes poursuites par la justice internationale.

Seule contre les 14 autres membres du Conseil de sécurité, la délégation américaine exige, selon plusieurs diplomates ayant participé aux consultations à huis clos hier matin, l'introduc-

tion d'un paragraphe qui exempterait l'ensemble du personnel des Nations unies — Casques bleus ou autres — de poursuites devant la Cour pénale internationale (CPI).

John Negroponte, le représentant américain, a confirmé jeudi soir qu'un « veto était certainement une option si le problème n'était pas résolu ». Il a aussi indiqué qu'il refuserait un nouveau renouvellement technique du mandat comme cela fut fait une première fois vendredi dernier.

Les Nations unies ont mis en garde hier contre un éventuel veto des États-Unis, estimant que la police bosniaque n'était pas encore prête à lutter contre le terrorisme et le crime organisé.

Le mandat de la mission des Nations unies pour la Bosnie-Herzégovine expire dimanche à minuit.

La Cour pénale internationale, issue du traité de Rome signé par 139 pays et ratifié à ce jour par 71 d'entre eux, entre en vigueur le lundi 1^{er} juillet.

La menace des États-Unis pèse sur l'ensemble des opérations de maintien de la paix. « Évidemment, l'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations unies devra être revu si nous ne parvenons pas à obtenir la protection que nous demandons », avait mis en garde Richard Williamson, ambassadeur américain à l'ONU chargé des affaires politiques.

Un peu plus du quart du financement de ces opérations est assuré par la contribution américaine.

Emmenés par la France et la Grande-Bretagne appuyées par la Russie, les autres membres du Conseil ont souligné hier être disposés à chercher un compromis acceptable par l'administration américaine actuelle qui voit dans la justice internationale une atteinte, voire un complot, visant la souveraineté des États-Unis.

Les diplomates de ces pays soulignent cependant qu'il n'est pas question d'accepter une disposition qui irait à l'encontre de la Cour pénale internationale, qu'ils se sont engagés par traité non seulement à respecter mais aussi à promouvoir.

« Les États-Unis sont en train d'utiliser le Conseil de sécurité comme un bélier afin d'abattre les fondements de la CPI et de détruire son indépendance et son impartialité », affirme Richard Dieker de l'organisation Human Rights Watch.

La menace pèse sur l'ensemble des opérations de l'ONU

Spéciaux valides les samedi 29 et dimanche 30 juin de 9h à 21h, ainsi que le lundi 1^{er} juillet de 9h à 17h, dans toutes nos succursales.

Concombre anglais
desure du Canada
Grosset moyen
Catégorie no 1
67¢ chacun

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS
Le JARDIN MOBILE

Cantaloup
des États-Unis
Grosset #18
Catégorie no 1
97¢ chacun

Poires « Packam »
de l'Argentine
Catégorie no 1
#145 #149
97¢ la livre

Fraises
des États-Unis
Catégorie no 1
1,97\$ la chopine

Champignons frais entiers
BLANCS
de l'Ontario
Catégorie no 1
Contenant de 227 g
97¢ le contenant

Laitue frisée verte
du Québec
Grosset #14
Catégorie no 1
87¢ chacune

Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

La photo qui choque Israël



Israël a publié hier la photographie d'un bébé palestinien en tenue de kamikaze: une ceinture de munitions autour de la taille, des explosifs attachés sur son corps et un bandeau autour de sa petite tête portant le nom du Hamas. L'authenticité de l'image, qui a été publiée dans les journaux israéliens, n'a pas pu être vérifiée. Il n'a pas non plus été possible de vérifier si les ceintures contenaient bien des explosifs, même s'il est probable que cela ne soit pas le cas. Selon le colonel Miri Elsin, officier du renseignement israélien, la photo a été découverte mardi dans l'album de famille d'un membre important du Hamas recherché par l'armée lors de la fouille de sa maison à Hébron, en Cisjordanie. Le bébé semble être âgé de 12 à 18 mois. L'armée a refusé d'identifier le suspect en question et a indiqué qu'elle ne connaissait pas son lien avec le bébé. Le cliché a été photographié par l'armée israélienne, qui l'a remis à sa place. (AP)

Les États-Unis à la recherche du successeur d'Arafat

WASHINGTON (AFP) — Les États-Unis ont commencé en coulisses à chercher parmi les Palestiniens qui pourrait bien faire l'affaire pour remplacer Yasser Arafat, avec l'espoir d'obtenir l'aval des Israéliens, des Arabes et des Européens.

Des responsables ont expliqué sous le couvert de l'anonymat qu'ils n'avaient pas l'intention de choisir eux-mêmes le prochain dirigeant des territoires palestiniens, mais ils ont néanmoins déclaré que, avec l'aide des Européens et des pays arabes modérés comme l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie Saoudite, ils sondaient discrètement la communauté palestinienne à la recherche de candidats potentiels. « Nous cherchons, mais personne ne veut dicter ce qu'ils ont à faire aux Palestiniens, ni leur donner cette impression », a déclaré un responsable.

« Nous voulons et avons tous besoin, nous les Américains, les Arabes, les Européens, de quelqu'un avec qui nous pouvons travailler », a-t-il expliqué.

« Évidemment, les Palestiniens doivent vraiment avoir le choix, mais s'ils choisissent quelqu'un avec qui les Israéliens refusent de travailler, on en revient à la case départ », a-t-il ajouté.

Israël aussi est également consulté, mais de manière purement informelle afin d'éviter de laisser penser que l'État hébreu a la moindre influence dans la sélection des autorités palestiniennes.

Le président américain George W. Bush a fait d'une refonte de la direction palestinienne et d'un départ de M. Arafat la clé d'un soutien à la création d'un État palestinien. La recherche d'un remplaçant est « très délicate »: non seulement il faut trouver quelqu'un de qualifié, dans le monde politique, universitaire ou des affaires, mais en plus les Palestiniens eux-mêmes sont très réticents à l'idée de s'opposer à Yasser Arafat, qui incarne depuis plus de 40 ans les combats de leur communauté. Arafat lui-même a fait savoir à ses proches qu'il entendait se présenter à l'élection présiden-

tielle de janvier. Un combat frontal contre lui pourrait s'avérer inutile, espère-t-on à Washington, où on n'exclut pas de lui faire accepter un rôle purement honorifique s'il refusait de quitter la scène publique.

« Je ne pense pas que grand monde protesterait s'il devenait une espèce de roitelet, avec tous les honneurs mais aucun rôle décisionnel dans l'action du gouvernement », a déclaré un autre responsable interrogé par l'AFP.

« Les diners d'État, les inaugurations, les conversations protocolaires, ce genre de choses » pourraient rester du ressort de M. Arafat, a-t-il expliqué.

POWELL SONDE LE TERRAIN

Le secrétaire d'État Colin Powell a déjà appelé une douzaine de ses homologues étrangers en une semaine, et les diplomates américains en poste dans la région ont commencé à sonder un peu la communauté pour faire émerger des personnalités favorables aux réformes.

« Nous restons en contact avec beaucoup de gens, exerçant diverses responsabilités dans plusieurs milieux pour encourager les réformes, encourager une attitude responsable et la fin de la violence », a déclaré pour sa part le porte-parole du département d'État Richard Boucher cette semaine. Nous travaillerons avec des gens de toute la communauté palestinienne, qu'ils soient au gouvernement, à des postes de responsabilité ou ailleurs, qui soutiennent ces objectifs. »

M. Boucher s'est refusé à avancer des noms, mais il a indiqué que les personnalités en question étaient des universitaires, des banquiers et des entrepreneurs, ainsi que des gens exerçant actuellement des responsabilités politiques.

« Nous ne choisissons pas de candidats, pas du tout », a-t-il toutefois ajouté, rejetant catégoriquement l'idée que Washington veuille déterminer à la place des Palestiniens celui ou celle qui les représentera.

NISSAN

Va jouer dans le trafic.



Pour un temps limité, SENTRA ÉDITION ST!

- Jantes en alliage
- Béquet arrière
- Tuyau d'échappement à embout chromé
- Emblème « ST »

219\$ /MOIS*

- Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD
- Siège du conducteur à 8 réglages
- Moteur 1,8 L de 126 chevaux
- Pneus toutes saisons 14 po
- Barres stabilisatrices avant et arrière
- Coussins gonflables
- Dossier arrière rabattable 60/40

CLIMATISEUR INCLUS

199\$ /MOIS*

0\$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus!

La Sentra XE adore ça.

1,8%
Financement à l'achat et
AUCUN VERSEMENT AVANT 90 JOURS! **

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 - Option Plus - et la Sentra édition ST (C4LGS2 BK00). Acompte ou échange équivalent de 2 495 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Offre de financement à 1,8 % jusqu'à 36 mois et aucun versement avant 90 jours (sur les termes jusqu'à 60 mois) valable sur les modèles Sentra XE et GXE 2002 seulement. Aucun intérêt ne sera calculé sur les 60 premiers jours suivant la date de livraison. Après 60 jours le calcul des intérêts débute et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts mensuellement jusqu'à la fin du contrat. Exemple de financement: 20 000 \$, à 1,8 % par année, équivaut à 571,11 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 559,85 \$ pour une obligation totale de financement de 20 559,85 \$. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissan.ca 1 800 387-0122



PAKISTAN

Une alliance de plus en plus fragile avec Washington

■ ISLAMABAD (AFP et AP) — Les Pakistanais s'interrogent sur le coût de leur alliance avec Washington, après la mort de 10 de leurs soldats dans une opération contre un repaire présumé de membres d'Al-Qaïda à la frontière afghane.

Hier, les troupes pakistanaises ont arrêté au moins 16 étrangers soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda et qui auraient été impliqués dans la fusillade de mardi soir, dans laquelle 10 soldats avaient été tués, a-t-on appris de sources gouvernementales.

Parmi les hommes arrêtés hier figurent huit Tehétchènes, deux Soudanais, deux Nigériens et quatre Afghans, selon plusieurs responsables pakistanais du Renseignement et de l'Intérieur qui ont requis l'anonymat.

C'est la première fois que le Pakistan enregistre de lourdes pertes humaines depuis qu'il traque, conjointement avec les États-Unis, les combattants d'Al-Qaïda et les talibans qui ont fui l'Afghanistan.

Dix membres des forces de sécurité pakistanaises et deux Tehétchènes, combattants présumés d'Al-Qaïda, ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi au Waziristan, zone tribale du nord-ouest du Pakistan. Jeudi, les troupes pakistanaises poursuivaient leurs opérations de recherches dans la région.

« Avec la mort de 10 membres de notre personnel militaire, on ressent de plus près la nature de la guerre contre le terrorisme », écrit le journal pakistanais *The Nation*, dans un éditorial jeudi.

Beaucoup vont « se demander pourquoi les soldats pakistanais doivent mourir dans ce qu'ils considèrent être la guerre de l'Amérique, pas celle du Pakistan », ajoute le quotidien.

De son côté, Qazi Hussain Ahmad, chef du parti islamique fondamentaliste Jamaat-e-Islami, a dénoncé « la politique imprudente du gouverne-

ment », qui a conduit à la mort de ces 10 soldats. Selon M. Ahmad, Al-Qaïda essaie de « provoquer des incidents entre la population du Pakistan et les forces armées ».

COÛTS ÉLEVÉS

L'alliance avec les États-Unis commence à coûter cher au Pakistan, en termes financiers mais aussi en termes d'image, estiment des analystes. « Personne n'est prêt à investir dans un pays où les terroristes visent les étrangers », note un commentateur, Aziz-ud-din Ahmad, dans *The Nation*.

Depuis janvier, quatre attentats ont visé des cibles occidentales au Pakistan, faisant au total 32 morts.

Des organisations islamistes pakistanaises et le réseau Al-Qaïda sont soupçonnés par la police d'être impliqués dans ces attaques.

En effet, selon la police, des extrémistes pakistanais, soutenus par des membres d'Al-Qaïda ayant fui l'Afghanistan, essaient de se venger de leur ennemi commun, le président pakistanais Pervez Musharraf, qui a abandonné la cause des talibans pour soutenir les États-Unis dans leur « lutte antiterroriste ».

« Il faut bien réaliser que le Pakistan fait face aujourd'hui à une menace bien plus dangereuse et déterminée qu'il ne l'avait envisagée », estime le journal *The News*.

Des analystes critiquent aussi l'attitude de Washington, qui a impliqué, selon eux, Islamabad dans une « chasse au gibier », faute d'avoir réussi à capturer en Afghanistan le chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, commanditaire présumé des attentats du 11 septembre aux États-Unis.

Au lieu de contenir la menace d'Al-Qaïda à un seul pays, les États-Unis l'ont étendue, mettant en danger la sécurité de plusieurs pays, le Pakistan étant le premier d'entre eux », écrit Aziz-ud-din Ahmad. « Quand les Américains rentreront chez eux une fois que leur objectif limité aura été atteint, le Pakistan devra payer les conséquences de leurs actions pendant des années », ajoute-t-il.

« C'est la guerre de l'Amérique, pas celle du Pakistan »

Musharraf veut se poser en seigneur tout-puissant

La révision de la Constitution lui conférerait des pouvoirs suprêmes

RANA JAWAD

Agence France-Presse

ISLAMABAD — La révision de la Constitution du Pakistan, si elle est approuvée, fera du général-président Pervez Musharraf un « seigneur tout-puissant », ont estimé hier des analystes à quelques mois des élections législatives.

Le gouvernement militaire, en place depuis trois ans, a proposé mercredi 28 amendements à la Constitution, qui renforceraient considérablement les pouvoirs du chef de l'État. Le général Musharraf, à la tête du pays depuis un coup d'État en octobre 1999, pourrait ainsi renvoyer le premier ministre et le gouvernement, et dissoudre l'assemblée nationale. « Le président se-

ra le maître et le seigneur », estime le quotidien pakistanais *The Nation*.

Le général Musharraf, qui s'était engagé à réviser la Constitution en vue d'établir une « véritable » démocratie, sera en fait « tout-puissant », puisqu'il n'y aura « absolument aucun contrôle sur ses pouvoirs », ajoute le journal.

INQUIÉTUDE

De son côté, la commission des droits de l'homme du Pakistan a exprimé « sa profonde inquiétude ». La révision de la Constitution apparaît comme « un plan délibéré pour confisquer le pouvoir aux représentants élus », estime la commission dans un communiqué. « C'est pour le moins troublant qu'un dictateur qui a pris le pouvoir en violation de la Constitution modifie profondément la Constitution, sous le sceau de la reconnaissance », ajoute-t-elle.

Les 28 amendements à la Constitution pakistanaise de 1973 feront en effet l'objet d'un débat public pendant un mois, avant d'être finalisés par le gouvernement et le conseil de sécurité nationale.

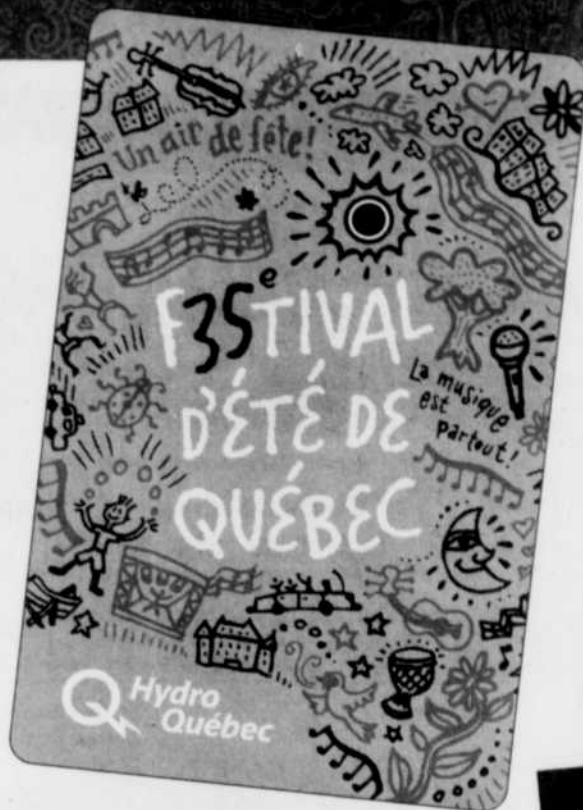
32 morts en sol afghan



Un dépôt d'armes et de munitions situé dans la ville frontalière de Spin Boldak, dans le sud de l'Afghanistan, a mystérieusement explosé dans la nuit de jeudi à hier, faisant 32 morts. Les autorités locales privilégient la thèse de l'acte criminel. Selon certaines sources, des talibans auraient fait feu sur le dépôt. Des soldats qui gardaient le dépôt font partie des victimes. (AFP)

Dernière chance

Macaron Hydro-Québec



8\$

Jusqu'au 30 juin

10\$ à compter du 1^{er} juillet

Chez

Couche-Tard

Gratuit*

À l'achat d'un macaron, obtenez un coupon vous donnant droit à un Pepsi Twist 600 mL gratuit* à l'achat d'un Pepsi ou 7up 600 mL. Régulier ou diète / * Dépôt en sus



Bell présente le FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC infofestival.com

Hydro Québec

chik 98.9

Collaboration LE SOLEIL

MISE AU POINT

Veuillez noter les corrections suivantes :

Dans notre cahier publicitaire SEARS VENTE D'ENTRÉE de 20 pages en vigueur du mardi 2 au samedi 13 juillet 2002, (C071F002).

À la page 18, La photographie de la tondeuse à essence 3-en-1 Craftsman 6,25 hp, 21 po, n° 36263/64 est incorrecte.

Dans notre encart publicitaire SEARS de 2 pages en vigueur le dimanche 30 juin seulement (VE071V102).

À la page 2, épargnez 13% sur presque tous les appareils ménagers, l'électronique, les machines à coudre, aspirateurs... à prix ordinaires, en solde et à prix de liquidation. Dans le bas, l'annonce indique les exceptions, dont les aspirateurs et gros appareils ménagers en liquidation. Ce sont des aspirateurs et gros appareils ménagers envoyés par le manufacturier pour liquider.

Dans notre cahier publicitaire LES POINTS CHAUDS DE L'ÉTÉ en vigueur du dimanche 23 au samedi 29 juin 2002, (C065F002).

À la page 12, L'annonce indique tous les ensembles de patio et les grills Kenmore à gaz sont soldés. Elle devrait plutôt se lire comme suit : Tous les ensembles de patio et les grills Kenmore à gaz sont soldés. Exclut les articles 'Valeur sûre'.

Dans notre cahier publicitaire FIN DE SEMAINE - LES POINTS CHAUDS DE L'ÉTÉ de 8 pages en vigueur le vendredi 28 et samedi 29 juin 2002 (W065W102).

À la page 6, Tous les sacs de couchage et tous les exercices de marche sont en solde. L'annonce devrait plutôt se lire comme suit : Tous les sacs de couchage et tous les exercices de marche sont en solde. Exclut les articles 'Valeur sûre'.

À la page 3, La marchandise Jockey et Calvin Klein n'est pas incluse dans notre réclame. Achetez-en 1 et le 2e est à moitié prix en vigueur du 16 au 29 juin 2002.

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconfort que ces erreurs ont pu causer à nos clients.

SEARS

Cours intensif d'anglais

Séjour linguistique à Montréal ÉTÉ 2002

5 semaines : 22 juillet - 23 août 950 \$
Dépôt sur frais de scolarité (non remboursable)... 300 \$

Inscription en personne, règlement des frais et test de classement :

• le 15 juillet de 13 h à 16 h

Test de classement obligatoire.

Renseignements :

1600, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 117

Montréal (Québec) H3H 2S7

Métro Guy-Concordia (sortie Guy)

Téléphone : (514) 848-3600

Télécopieur : (514) 848-2806

Site Web : www.concordia.ca/conted

Courriel : celi@alcor.concordia.ca



Centre de l'éducation permanente

On vous prépare pour le monde

www.concordia.ca

KIA Seigneuriale



LOCATION À PARTIR DE **259\$** par mois 48 mois

SEDONA LX 2002

- Moteur V6 de 3,5 litres 195 HP
- Transmission automatique
- 2 coussins gonflables
- Poutrelle de protection en acier dans toutes les portières
- Consommation sur route 10,8 l aux 100 km

Comptant de 4250 \$, plus les frais de transport. Modèle Ex illustré

10 SEDONA

POUR PRISE DE POSSESSION IMMÉDIATE

LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE
GARANTIE DE BASE DE 5 ANS/100 000 KM
GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM
ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS 5 ANS/100 000 KM

Garantie Avantage Plus 5-5-5

KIA Enfin, la qualité accessible à tous!

304, Seigneuriale, Beauport 660-3856

Heures d'ouverture du lundi au jeudi, de 8 h à 21 h; le vendredi, de 8 h à 18 h.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN BOLIVIE

Un pays au bord de la banqueroute

Le Bolivie compte d'immenses réserves de gaz

LA PAZ (AFP) — Croissance voisine de zéro, crises sociales à répétition, économie informelle presque en faillite, le futur président de Bolivie trouvera un pays au bord de la banqueroute, mais qui fonde beaucoup d'espoirs sur ses immenses réserves de gaz, les plus importantes d'Amérique du Sud.

Les quatre principaux candidats se sont tous donné comme priorité de réactiver l'économie, en restant assez flous sur les moyens d'y parvenir. Leurs programmes économiques, se bornant à des généralités, comportent entre eux davantage de nuances de formules que de réelles divergences. Mais tous s'accordent sur la nécessité,

dans un contexte de morosité, de redonner un rôle plus dynamique à l'État dans le but de relancer la croissance et de créer des emplois. Une légère embellie a été enregistrée ces derniers mois, sous l'impulsion du président Jorge Quiroga qui a assuré l'interim après la démission du défunt général Hugo Banzer en août dernier.

L'ambassadeur américain déclenche une polémique

RICARDO UZTARROZ
Agence France-Presse

■ LA PAZ — La polémique déclenchée par l'ambassadeur américain à La Paz, qui a menacé de couper l'aide de son pays si les Boliviens élaient un président lié au trafic de stupéfiants, s'est amplifiée hier à la suite de la réaction de la Cour nationale électorale, qui lui reproche d'avoir violé la Constitution bolivienne.

À deux jours d'élections générales dont l'issue s'annonce de plus en plus incertaine et qui devraient se traduire probablement par une recomposition du paysage politique, le tribunal électoral a estimé que l'ambassadeur Manuel Rocha avait commis une ingérence qui ne peut qu'exacerber les tensions.

En outre, dans une lettre adressée jeudi au ministère des Relations extérieures, les magistrats demandent également que celui-ci intervienne auprès de la représentation diplomatique américaine afin que «cela ne se reproduise plus».

«En tant que représentant des États-Unis, je tiens à rappeler aux électeurs boliviens que, s'ils élaient quelqu'un qui veut que la Bolivie redevienne un exportateur important de cocaïne, cette situation mettra en péril l'avenir de l'aide américaine à la Bolivie», avait déclaré l'ambassadeur mercredi dernier dans une claire allusion à Evo Morales, le candidat défenseur des *cocaleros*, producteurs de feuilles de coca. Le diplomate avait tenu ces propos à l'occasion de la journée antidrogue, lors d'une cérémonie d'inauguration de deux œuvres financées par son pays dans le cadre de son aide antidrogue qui s'était tenue dans le fief même, électoral et syndical, d'Evo Morales, le Chaparé.

Dans cette région subtropicale, à 600 km à l'est de La Paz, quelque 34 000 hectares de cocaiers illicites ont été éradiqués en quatre ans sous la pression américaine, dans le cadre du programme «coca zéro» lancé par le président défunt, le général Hugo Banzer, à l'apremment combattu par Evo Morales. Au côté de l'ambassadeur se trouvait le président Jorge Quiroga, qui pour toute réaction rappela que «les Boliviens étaient libres de leur choix», ajoutant par la suite, en réponse à une interpellation de la presse, que chaque pays était libre de fixer les conditions d'attribution de son aide».

En revanche, le lendemain, presse et classe politique étaient unanimes dans leur réprobation de la menace agitée par l'ambassadeur. D'autant plus que celui-ci avait même laissé entendre que les exportations de gaz sur le marché californien, sur lesquelles la Bolivie fonde d'énormes espoirs pour donner à son économie une impulsion décisive vers un développement soutenable, pourraient être subordonnées au choix du président que feraient les Boliviens. Un analyste avait estimé que M. Rocha avait commis une nouvelle maladresse, dont il est coutumier, qui ne pourrait que profiter à Evo Morales car elle renforce son image de candidat «hors du système» et «antigringo». L'ambassadeur Rocha, d'origine colombienne, est considéré comme un diplomate au franc-parler frisant parfois la provocation. Quant à Evo Morales, il répliqua jeudi soir, en quechua, lors d'un rassemblement de fin de campagne à Cochabamba (troisième ville du pays à 400 km de La Paz). «Kausachum coca, huagnuchu gringo» (vive la coca, à mort le gringo), a-t-il lancé, avant d'ajouter en espagnol «qu'il s'en aille l'ambassadeur avec son aide».

Les États-Unis allouent une aide annuelle de 100 000 \$ à la Bolivie pour financer sa politique d'éradication de la coca et entretiennent, dans le Chaparé, une force de 1 500 hommes, des militaires de réserve selon l'ambassadeur, des mercenaires selon les *cocaleros*. La politique antidrogue représenterait, selon diverses estimations, un manque à gagner pour la Bolivie de 300 à 500 millions \$.

Buenos Aires

Deux policiers arrêtés après avoir tué des manifestants

■ BUENOS AIRES — Le président argentin Eduardo Duhalde a mis en cause hier la police de la province de Buenos Aires dans la mort de deux jeunes manifestants lors de violents incidents entre policiers et manifestants mercredi à la périphérie sud de Buenos Aires. «Apparemment, ceux qui devaient veiller au respect de l'ordre sont de nouveau ceux qui ont mené cette chasse atroce», a-t-il déclaré. Deux officiers de police de la province de Buenos Aires, bastion politique du président Duhalde, ont déjà été arrêtés dans le cadre de l'enquête ouverte par la justice. Le chef du cabinet argentin, Alfredo Atanasof, a promis qu'il n'y aurait «aucune impunité» dans l'enquête sur la mort des manifestants. (AFP)

Rabais exceptionnels partout en magasin!

GRANDE CÉLÉBRATION estivale

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

LITERIE		BAIN		TABLE
Duvets	Ensembles de draps en percale 180 fils par pouce carré	Serviettes	Invitation 3M nappes Scotchgard	
Construction en cloison	Nous n'avons plus d'autres formats de chaque modèle.	MARTEX EXCALIBUR notre prix	disponible en 8 couleurs 52" X 70" et 60" X 84"	
Simple 89 ⁹⁵ Double 109 ⁹⁵ Grand 119 ⁹⁵ Tr. grand 149 ⁹⁵	Simple 16 ⁹⁵ Double 24 ⁹⁵ Grand 34 ⁹⁵ Tr. grand 44 ⁹⁵	Bain 6 ⁹⁵ Essuie-main 4 ⁹⁵ Débarbouillette 2 ⁹⁵		

PORCELAINE • CRISTAL • ARTICLES CADEAUX • COUVERTS • FENÊTRES

Ensemble de vaisselle Opal disponible en bleu, brun, porcelaine ou nacelle	Duo Design Batterie 10 pièces en acier inoxydable base empilable, induction	Grille-pain Toastess en chrome
16 morceaux 99 ⁹⁵	239 ⁹⁵	39 ⁹⁵

Service à domicile gratuit

Levolor HunterDouglas

658-5218

notre événement matelas Plus de 100 styles!

Nos prix sont imbattables! Comparez, vous serez convaincus!

CHOISISSEZ PARMIS LA PLUS GRANDE SÉLECTION

Sealy	Le Charmeur à partir de 199 ⁹⁵	Beautysleep Evasion à partir de 219 ⁹⁵
	St-Martin à partir de 469 ⁹⁵	Beautysleep Emotion à partir de 319 ⁹⁵
	Posturapedic à partir de 349 ⁹⁵	Beautyrest Deluxe à partir de 499 ⁹⁵
	Correct Comfort Crest à partir de 549 ⁹⁵	Beautyrest Supreme à partir de 699 ⁹⁵
	Posturapedic Pillowtop à partir de 569 ⁹⁵	W.C. Dual Comfort à partir de 899 ⁹⁵
	Palatial Crest Peerless à partir de 699 ⁹⁵	Beautyrest Non-Flip à partir de 899 ⁹⁵

Sealy Posturapedic

2 façons d'économiser

Option 1 • Nous payons la TPS et la TVQ! Option 2 • Vous ne payez rien avant un an**

matelas payez et emportez à partir de 49⁹⁵



LINEN CHEST
DECOR DÉPÔT

«Le supercentre de la mode maison»

Garantie 30 JOURS

CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE

Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

Les bons numéros

TECHNI PLUS

2070, rue Branly Sainte-Foy

687-5326

«Le spécialiste de la voiture importée à Québec»

«Audi VW»

MUSIQUE

MUSIQUE DU FAUBOURG

Disques compacts, DVD, cassettes, Neufs et usagés. Achat, vente, échange.

623, rue Saint-Jean Québec

529-4848

www.musiquedufaubourg.com

La Villa St-Leonard de Portneuf

Traitement de l'alcoolisme, toxicomanie, jeu et autres dépendances

Mal-être (burn-out) Hommes et femmes

Séjour de 21 jours Sans confrontation

418 337-8808

1 800 550 8808

www.villa-st-leonard.org

À VOS CERVEAUX... PRÊTS?...

YOUGOSLAVIE

Kostunica avoue aspirer à la présidence de Serbie

BELGRADE (AFP) — Le président yougoslave Vojislav Kostunica a commencé à poser de nouveaux jalons pour son avenir en annonçant une possible candidature à la présidence de Serbie.

« J'ai le droit d'être candidat à la présidentielle (de Serbie) comme tout autre homme politique de ce pays », a-t-il déclaré mercredi devant la presse à Belgrade avant de préciser qu'il se déterminerait lorsque la date du scrutin serait fixée.

C'est, semble-t-il, la première fois que M. Kostunica évoque ouvertement et explicitement la perspective d'une accession à la tête de la Serbie (10 millions d'habitants), dont son ennemi intime, Zoran Djindjic, est actuellement l'homme fort.

Ce « positionnement » face à une consultation électorale, qui devrait se dérouler à la fin de l'année ou début 2003, a de quoi inquiéter M. Djindjic, le premier ministre serbe, qui souhaite imposer une élection anticipée en octobre afin d'empêcher son rival d'y prendre part.

M. Djindjic mise sur le fait que M. Kostunica n'en aura pas fini d'ici là avec l'instauration du nouvel État « Serbie et Monténégro », destiné à succéder à la présente Yougoslavie, dans laquelle le président s'est grandement impliqué.

Ce n'est que sous la pression de l'Union européenne que sa disparition a été évitée. Mais la Yougoslavie doit céder la place, prochainement, à une nouvelle structure fédérale dotée d'un minimum d'institutions communes et dont la longévité pourrait ne pas excéder trois années dans la mesure où, passée cette limite, la

Serbie et le Monténégro auront la possibilité de se séparer.

À 58 ans, M. Kostunica n'a peut-être pas envie de s'investir dans la présidence d'une nouvelle entité politique sur laquelle pèsent de lourdes incertitudes, et de laisser le champ libre à ses adversaires politiques en Serbie. D'autant plus que, selon les sondages, il a toutes les chances de l'emporter dans le cadre d'un scrutin au suffrage universel.

Sa déclaration de mercredi sur ses intentions intervient juste après le limogeage du chef d'état-major de l'armée, le général Pavkovic.

Cette mesure contre l'un des deux derniers hommes de Slobodan Milosevic maintenus en place malgré le changement de pouvoir en octobre 2000 était depuis longtemps attendue et ne peut que conforter l'autorité de Kostunica.

Un tel contexte favorable tranche toutefois avec l'absence du mouvement de Kostunica — le Parti démocratique de Serbie (DSS) — dans la direction de la Serbie.

Le DSS s'est retiré du Parlement, du gouvernement, a créé son propre cabinet fantôme, et a officiellement sa rupture avec la DOS, qui avait provoqué la chute de Milosevic.

Aujourd'hui, le parti de M. Kostunica réclame des législatives anticipées en Serbie dans l'espoir de s'assurer le contrôle du Parlement.

En revanche, il ne souhaite pas avancer l'élection présidentielle afin de donner le temps à Kostunica de s'y préparer et de succéder — tout un symbole — au tout dernier proche de Milosevic (Milan Milutinovic) encore en fonctions.

Selon les sondages, il a toutes les chances de l'emporter

Milosevic détenu depuis un an à La Haye

LA HAYE (AP) — Cela a fait un an hier que Slobodan Milosevic est détenu à la prison du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye. Jugé depuis février, l'ancien maître de Belgrade s'est défendu jusqu'ici avec pugnacité, mais les observateurs jugent sa stratégie peu efficace.

Il est le plus haut responsable jugé pour crimes de guerre par un tribunal international depuis les procès de Nuremberg et de Tokyo après la Seconde Guerre mondiale. Milosevic, dont le procès s'est ouvert il y a quatre mois, partage les locaux du centre de détention du TPI avec une quarantaine d'autres personnes inculpées pour des faits liés aux guerres de Croatie, de Bosnie et du Kosovo, dans les années 90.

L'ancien président yougoslave, qui a étudié le droit, est le premier accusé dans l'histoire du TPI à assurer seul sa défense. Il mène une défense vigoureuse, interrogeant les témoins à charge avec agressivité, et son attitude soulève la question de savoir si les juges ne lui laissent pas trop de liberté quand il pratique la polémique plutôt que la loi.

La première partie du procès se concentre sur le conflit au Kosovo, pour lequel il doit répondre de cinq chefs d'accusation pour crimes contre l'hu-

manité et violation des lois de la guerre. Il sera plus tard jugé pour 61 chefs, dont celui de génocide, pour les guerres en Croatie et en Bosnie.

Empiétant sur le temps imparti à l'accusation, Milosevic passe des heures à accuser l'OTAN et les rebelles albanais du Kosovo de crimes de guerre. Seul sur le banc de la défense, il feint souvent l'ennui durant l'audition des témoins à charge. La plupart des victimes des violences serbes refusent de le regarder.

Lors des contre-interrogatoires, il dénigre souvent les témoins, les accusant de mentir ou de protéger les « terroristes ». La stratégie de Milosevic conduit régulièrement à des frictions avec les trois juges qui devront décider de sa culpabilité.

« Il ne mène pas une vraie défense juridique » mais « politique », souligne Richard Dicker, de l'organisation Human Rights Watch. « Il tente de récrire l'histoire de la Yougoslavie des années 90 en se présentant comme une victime, l'OTAN comme un criminel et le tribunal comme un complice. »

La dynamique dont il a bénéficié au début de son procès semble s'être essouffée et des observateurs estiment que des témoins de l'accusation ont présenté des preuves à charge.



M. Milosevic

Pour chauffer en toute tranquillité...

« Les HydroSolutions, j'achète! »

Système central à air chaud
à compter de
25\$
par mois
Installation et taxes comprises¹

Système central à eau chaude
à compter de
36\$
par mois
Installation et taxes comprises¹

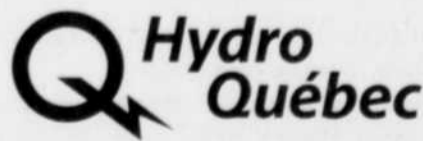
Thermopompe centrale²
à compter de
67\$
par mois
Installation et taxes comprises¹

Tarif DT offert pour la bi-énergie

Aussi offerts:
Climatiseur mural bibloc et Climatiseur central

Pour tout renseignement, appelez le
1 800 ÉNERGIE
(363-7443)
du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h.

1 Mensualités calculées sans aucune mise de fonds, terme de 120 mois, taux d'intérêt de 9,25 %, sujet à changement sans préavis. Tout financement est sujet à l'approbation de crédit de la Banque Laurentienne. Mensualités établies pour une installation de base et excluant les coûts supplémentaires, parfois applicables dans le cas d'une conversion de la source d'énergie ou de travaux additionnels pour respecter les codes en vigueur.
2 En ajoutant cet appareil à votre système au mazout, vous avez un système bi-énergie.
Note: Le service est limité à certains secteurs. Informez-vous auprès d'Hydro-Québec pour savoir s'il est offert dans le vôtre. Aucune subvention n'est accordée à l'achat d'un système bi-énergie.
RBQ: 8109-7594-22





FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC
infofestival.com

Comment vivre le Festival aux premières loges? Facile!

Réservez vos places et assistez aux spectacles de votre choix à l'une des loges couvertes



Scène Bell
(sur les plaines d'Abraham)



Scène Molson Dry
(au Parc de la Francophonie)

Forfaits avec ou sans repas incluant le macaron du Festival à partir de seulement 20 \$ par personne, taxes et service en sus.
Détails à www.infofestival.com section loges

Vibrez au son d'un spectacle enlevé dans le confort d'une loge couverte. **Wow!**



David Usher
le 5 juillet



Gabriel Yacoub
le 6 juillet



Diane Dufresne
le 14 juillet



Steve Hackett
le 4 juillet



Daniel Boucher
le 11 juillet



Tanger
les 10 et 12 juillet



Luc De Larochellière
le 4 juillet



Plume Latraverse
le 12 juillet

À gagner

« Le Festival aux premières loges! »
En semaine, écoutez le Top 10 à 18 h et Les week-ends Hits & Fun à CHIK pour courir la chance de gagner des places dans les loges du Festival.
Tirage de 10 places à tous les jours du 4 au 14 juillet 2002.

Et bien d'autres!

Des places assises avec une vue imprenable sur la scène vous attendent.
Réservez vite pour avoir accès au pur bonheur du Festival!
Téléphonez au : 523-4540 poste 231, 239 ou 275.

JOUEZ!

Rendez-vous à la page E-11

FIÈVRE APHTEUSE

Éleveur britannique sanctionné

LONDRES — La justice britannique a interdit hier à l'éleveur considéré comme à l'origine de l'épizootie de fièvre aphteuse qui a ravagé le cheptel britannique l'an dernier de s'occuper d'animaux de ferme pendant 15 ans.

Bobby Waugh, 56 ans, qui dirige un élevage de cochons à Heddon-on-the-wall (Northumberland, nord-est de l'Angleterre), a été condamné pour n'avoir pas rapporté un cas de fièvre aphteuse dans son élevage. La maladie s'est ensuite répandue à tout le pays, entraînant la destruction de six millions d'animaux.

M. Waugh a été également reconnu coupable de mauvais traitements envers des animaux. La justice lui reproche également de les avoir nourris avec une alimentation qui n'avait pas été traitée pour éviter les maladies.

« Vous êtes devant la justice pour les choses que vous avez faites ou pas fai-

tes, vous n'êtes pas un bouc émissaire (...), a déclaré le juge.

Il lui est interdit d'élever des cochons, des moutons, des bovins et des chevaux pour 15 ans, mais il pourra avoir des animaux domestiques.

La justice a également décidé qu'il serait soumis à résidence le soir et à une surveillance électronique pendant trois mois. Il devra payer 10 000 livres (environ 23 000 \$) sur les 90 000 livres (environ 208 000 \$) de frais de justice, le reste étant réglé par les autorités du Northumberland.

Le juge a indiqué qu'il ne l'avait pas condamné à une peine de prison en raison de sa mauvaise santé et de son bon caractère. Il a pris en compte la situation financière désastreuse de l'éleveur.

« Le verdict reflète la gravité des délits commis par Bobby Waugh. Manquer de signaler l'épidémie de la fièvre aphteuse, la maladie la plus contagieuse que

l'on connait, a des conséquences désastreuses », a déclaré un représentant des autorités du Northumberland.

« Nous sommes satisfaits de ce verdict et espérons que cela servira d'avertissement aux autres éleveurs, leur montrant que de mauvaises pratiques ne seront pas tolérées dans le Northumberland », a-t-il dit.

Un rapport du gouvernement publié la semaine dernière avait établi que l'épizootie de la fièvre aphteuse, maladie sans danger pour l'homme mais extrêmement contagieuse chez les animaux, avait débuté dans une unité d'élevage de porcs du nord-est de l'Angleterre.

Six millions de bêtes dans plus de 10 000 fermes au total ont été abattues, coûtant à l'agriculture anglaise plus de 900 millions de livres (environ 2,086 MM \$) et 4,25 milliards de livres (environ 10,132 MM \$) supplémentaires au tourisme en Angleterre.

RUSSIE

L'influence de l'ex-KGB inquiète les défenseurs des libertés

MOSCOU (AFP) — Les services secrets russes ont enregistré plusieurs succès retentissants cette semaine avec les affaires Pasko et Kalouguine, illustrant l'influence grandissante des héritiers du KGB dans la Russie de Vladimir Poutine dont s'inquiètent les défenseurs des droits de l'homme.

L'ex-général du KGB Oleg Kalouguine, réfugié aux États-Unis, a été condamné mercredi à 15 ans de camp par contumace pour haute trahison, une décision sans précédent depuis 1985.

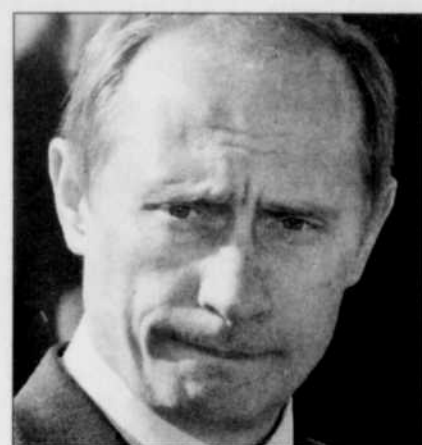
La Cour suprême a également donné raison aux services de sécurité (FSB, ex-KGB) qui sont à l'origine des poursuites lancées contre le journaliste militaire Grigori Pasko.

Elle a confirmé mardi la condamnation à quatre ans de prison pour espionnage prononcée le 25 décembre dernier contre l'ancien officier de marine.

Si la première affaire est largement symbolique — Kalouguine ne court aucun risque d'être extradé par Washington —, la seconde prive de liberté un homme de 40 ans pour avoir recueilli des informations classées secrètes avec l'intention de les transmettre à des médias japonais.

Une troisième décision de justice, mardi, a également vu la condamnation avec sursis à trois ans et demi de prison d'un ex-officier du FSB, Alexandre Litvinenko, réfugié à Londres, pour abus de pouvoir et vol d'explosifs.

Lié à l'homme d'affaires controversé Berezovski, il a accusé le FSB de l'avoir chargé d'exécuter ce dernier et d'être à l'origine des attentats de 1999 en Russie (300 morts).



Poutine est un ex-colonel du KGB.

« Les services de sécurité sont pleins d'entraîn car comme ils le clament eux-mêmes : "Les nôtres sont au pouvoir!", résume Lev Ponomarev de l'organisation. Pour les droits de l'homme, dans une allusion au président Poutine, un ex-colonel du KGB qui a nommé à des postes-clés plusieurs responsables issus du FSB depuis son élection en mars 2000.

Parmi les « promotions » récentes : deux généraux du FSB, soutenus par le Kremlin, Viktor Maslov et Mourat Ziakov, ont été élus respectivement à la tête de la région de Smolensk (ouest) et de la république du Caucase du nord d'Ingouchie.

Deux des sept super-préfets de Poutine dans les régions sont issus du FSB : Gueorgui Poltavchenko et Viktor Techerkessov.

Un général du FSB Alexandre Zdanovitch a été nommé en juin vice-prési-

dent de la chaîne nationale RTR, alors que la Russie ne compte plus de télévision indépendante nationale.

Des anciens du FSB ou du KGB travaillent également au sein de l'administration présidentielle ou au gouvernement, comme Viktor Ivanov qui a obtenu la suppression de la commission des grâces mise en place à l'époque Eltsine, ou Sergueï Ivanov, l'actuel ministre de la Défense.

Un ancien chef du KGB, Vladimir Krioutchkov, jugé puis amnistié pour avoir participé au putsch de 1991 contre Gorbatchev, conseille également Poutine sur la sécurité, selon un expert du KGB et ex-membre des services de sécurité, Konstantin Preobrajenski.

« Le procès Kalouguine s'apparente à un règlement de comptes car il avait osé critiquer le KGB dont il jugeait la toute-puissance dangereuse. Poutine veut faire plaisir au FSB. C'est la seule organisation à laquelle il fait confiance », souligne Sergueï Grigoriants de l'organisation Glasnost.

« À l'époque soviétique, quand le KGB faisait peur, son influence était moins importante car il était contrôlé par l'État. Son rôle était aussi limité sous Eltsine. Ce qui est nouveau, c'est que son influence s'exerce aujourd'hui sur la politique intérieure », estime cet ancien dissident.

Les défenseurs des droits de l'homme voient l'empreinte des services de sécurité sur de récentes lois comme celles sur l'extrémisme, le statut des étrangers ou bien encore sur le nouveau code du travail qui limite le droit syndical et craignent qu'elle n'aboutisse à des troubles sociaux.

Toute une histoire à raconter

3 Juillet

Fête de Québec

- 10 h** Messe en musique — à la Basilique-Cathédrale Notre-Dame de Québec
- 11 h** Défilé pédestre — avec échantiers et la Compagnie Franche de la Marine
Direction: monument Champlain (près de la Terrasse Dufferin)
- 11 h 15** Salut à Champlain — Hommage au fondateur au monument Champlain
- 12 h** Les Grandes Tablées — Pique-niques populaires avec animation
La Grande Tablée de Saint-Roch (arr. 1): Rue Saint-Joseph, près de l'église Saint-Roch
La Grande Tablée de Sainte-Foy/Sillery (arr. 3): Parc Roland-Beaudin, près du Marché
- 14 h** Cérémonie du Droit de cité du Royal 22^e Régiment en face de l'Hôtel de ville de Québec
- 14 h 30** Centre d'interprétation de la vie urbaine — Inauguration de la nouvelle exposition « Québec, ville nouvelle » sur la côte de la Fabrique, dans l'édifice de l'Hôtel de ville.
Information : 691-4606
- 17 h** Les Grandes Tablées — Pique-niques populaires avec animation
La Grande Tablée de Beauport (arr. 5): Parc de la Maison Bellanger-Girardin
La Grande Tablée de Limoilou (arr. 6): 5^e rue, entre la 3^e avenue et la 4^e avenue
La Grande Tablée de Loretteville (arr. 7): Parc Jean-Roger-Durand
- 19 h** Première rencontre d'impro historique — avec les équipes Le Banzai de L'Ostradamus et Les Saltimbanques du Sacrilège au parvis de l'église Saint-Roch
- 21 h** Le récit de nuit « En train, à cheval, en cadillac » spectacle de performances artistiques offrant un voyage à travers l'histoire de Québec et une finale enlevante avec le groupe musical POLÉMIL BAZAR au parvis de l'église Saint-Roch

Québec insolite

Visites de sites exceptionnels du patrimoine urbain de Québec, offertes uniquement dans le cadre de la fête du 3 juillet. (de 9 h 30 à 18 h 30, places limitées, réservation obligatoire)

- Le Morrin College dans le Vieux-Québec — tél. : 694-9147
- La chute Kabir Kouba et ses moulins à travers les œuvres d'art (Loretteville) — tél. : 842-7462
- Catacombes sous la Basilique — Basilique-Cathédrale Notre-Dame de Québec — tél. : 694-0665
- La carrière de Beauport et son projet de jardin retrouvé — tél. : 660-4756

Soyez attentifs!

- Aux cloches qui résonnent au cours de la journée dans toute la ville
- Aux navires qui salueront Québec lors de leur passage devant Place Royale
- Aux canons de la Citadelle de Québec qui retentiront
- À voir: la Côte de la Montagne en fleurs

Information générale : 691 5452
www.quebec400.qc.ca



VILLE DE Québec

Bureau de la Capitale-Nationale Québec

Civic DX 2002
berline ou coupé

198\$ /mois

Location-bail offerte par HCFI sur les Civic berline DX 2002 (modèle ES1512PX) et sur les Civic coupé DX 2002 (modèle EM2112P) pour 48 mois. Échange ou comptant de 1939\$ (berline Civic DX) et de 2190\$ (coupé Civic DX). Première mensualité exigible à la livraison. Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage 96 000 km, frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Offre d'une durée limitée. Sujet à l'approbation du crédit. Photo à titre indicatif.

Classé pour une 4e année consécutive



CONCESSIONNAIRE DE QUALITÉ 2002

Ste-Foy
lallier2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy
687-2525
(boul. Charest Ouest)
www.lallierstefoy.com

MERCI

Malibu de Chevrolet

« Meilleur véhicule intermédiaire d'entrée de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. »

MERCI

Corvette de Chevrolet

« Meilleur véhicule sport haut de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U., pour la deuxième année consécutive »

MERCI

Century de Buick

« Meilleur véhicule intermédiaire haut de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. »

MERCI

LeSabre de Buick

« Meilleur véhicule grand format pour sa qualité initiale aux É.-U. »



Vous exigez le meilleur et chaque année, nous redoublons d'efforts pour vous l'offrir. C'est donc avec fierté et reconnaissance que General Motors reçoit quatre prix d'excellence décernés à ces véhicules par la firme *JD Power and Associates* après consultation auprès de 64 905 nouveaux propriétaires.



General Motors du Canada Limitée

Chevrolet • Pontiac • Oldsmobile • Buick • GMC • Cadillac • Hummer
Saturn • Saab • Isuzu

La Corvette de Chevrolet a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule sport haut de gamme pour la deuxième année consécutive, la Malibu de Chevrolet a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule intermédiaire d'entrée de gamme, la Century de Buick a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule intermédiaire haut de gamme et la LeSabre de Buick a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule grand format, dans une étude sur la qualité initialeSM aux É.-U. effectuée par *J.D. Power and Associates* en 2002. Étude basée sur un total de 64 905 réponses de consommateurs mentionnant un problème survenu durant les premiers 90 jours après l'achat d'un véhicule. www.jdpower.com

CRISE ALIMENTAIRE AU ZIMBABWE

L'ONU prône une action rapide

HARARE (AFP) — Un responsable de l'ONU a qualifié hier de « très grave » la crise alimentaire au Zimbabwe qui affecte près de la moitié de la population, victime de la sécheresse, et aussi d'une réforme agraire controversée mise en place par le président Robert Mugabe.

Chef d'une mission d'évaluation dans quatre pays d'Afrique australe touchés par la sécheresse, Kenzo Oshima, sous-secrétaire général de l'ONU chargé des affaires humanitaires, a estimé à Harare que des millions de Zimbabwéens risquent la famine si aucune action rapide n'est menée.

Notant que la crise alimentaire survient en pleine période de récolte, M. Oshima a affirmé à la presse que la situation serait « plus grave dans les mois à venir à moins qu'on y réponde promptement et vigoureusement ».

Le dernier rapport humanitaire de l'ONU sur le Zimbabwe publié hier chiffre à 5,5 millions (sur 13 millions d'habitants) le nombre de personnes risquant la famine et, pour l'éviter, il va falloir importer plus de 1,8 million de tonnes de céréales d'ici la récolte 2003.

Le gouvernement zimbabwéen a prévu d'en importer environ 312 000 tonnes, alors que les pays donateurs et différentes organisations humanitaires ont commencé à travailler sur la fourniture d'aide alimentaire au Zimbabwe.

Après le Zimbabwe, la mission de l'ONU doit se rendre dans trois autres pays de la région menacés par la famine, le Malawi, la Zambie et l'Angola.

Elle a rencontré jeudi le président Mugabe et trois de ses ministres (Finances, Agriculture et Affaires sociales). Échange de vue « très franc et intéressant », selon M. Oshima.



Préparation du repas du matin dans un camp destiné aux victimes de la famine.

Ancien grenier de l'Afrique australe, le Zimbabwe, comme la plupart des autres pays de la région, a été confronté cette année à une grave sécheresse, à laquelle sont venus s'ajouter les effets de la réforme agraire du gouvernement mise en place en 2000 pour redistribuer à des Noirs sans terres celles de la minorité blanche du pays.

Cette réforme, destinée à corriger les injustices de la colonisation britannique — 70% des terres les plus fertiles appartiennent encore aux Blancs —, s'est accompagnée de violences sur les fermes occupées par les nouveaux « propriétaires », avec de fortes perturbations de la production.

En vertu d'une nouvelle loi promulguée le 10 mai, quelque 2900 exploita-

tions agricoles appartenant à des Blancs (sur 4800) auraient dû cesser leurs activités le 24 juin, mais la plupart des fermiers l'ont ignorée, selon leur syndicat, le syndicat des fermiers commerciaux (CFU).

L'opposition zimbabwéenne et les organisations de défense des droits de l'homme ont accusé le pouvoir de mener une politique sélective de distribution de l'aide alimentaire, la réservant à ses seuls partisans.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU a affirmé avoir renforcé la surveillance des procédures de distribution de l'aide, pour faire en sorte que tous ceux qui en ont besoin puissent en bénéficier, quelle que soit leur affiliation politique.

Le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), a rejeté le résultat de l'élection présidentielle de mars dernier, remportée par Robert Mugabe face au président du MDC, Morgan Tsvangirai.

Il affirme que ce résultat a été obtenu au prix de violences contre ses militants et de fraudes massives, analyse partagée par une grande partie de la communauté internationale qui estime également que la crise actuelle n'est pas à mettre seulement sur le compte de la sécheresse.

Ainsi, Jack Straw, ministre britannique des Affaires étrangères, a estimé que « les décisions délibérées du régime Mugabe » sont à l'origine des graves pénuries alimentaires au Zimbabwe.

Et à Washington, le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a affirmé que la politique de redistribution des terres telle que menée par le pouvoir « a grandement exacerbé la crise alimentaire au Zimbabwe et plus largement dans le sud de l'Afrique ».

STÉFOY CHRYSLER Néon 2002
à partir de **14 995\$**
Climatiseur et radio CD
Transport et taxes en sus
Rabais inclus
www.sfchrysler.com

Week-end spécial à Place Laurier !

Macaron du Festival

8\$
Jusqu'au 30 juin
10\$ à compter du 1^{er} juillet

À Place Laurier les 28, 29, 30 juin
Achetez votre macaron Hydro-Québec dans le Mail central et courez la chance de gagner **10 000 \$** en chèques-cadeaux Place Laurier.
Tirage de 100 chèques-cadeaux de 100 \$

Hydro Québec, LE SOLEIL

MADAGASCAR Black-out et prise d'otages ponctuent le conflit

ANTANANARIVO (d'après AP et AFP) — L'armée du président élu de Madagascar Marc Ravalomanana a ralenti sa progression en direction d'Antsiranana, l'un des deux derniers bastions du président sortant Didier Ratsiraka, en raison d'une contre-attaque et de la menace qui pèse sur des « otages » aux mains du camp adverse.

Simultanément, la moitié de la capitale malgache Antananarivo était privée de courant hier à la suite d'une panne massive imputée par les services d'électricité à un acte de sabotage des partisans du président sortant Didier Ratsiraka.

La panne, qui a commencé jeudi matin, touche environ 50% de la ville. Les services vitaux, dont les hôpitaux, ont pu continuer à être alimentés en électricité grâce aux deux générateurs de la capitale. Elle survient six jours après un sabotage identique. Le courant devrait être rétabli aujourd'hui ou demain.

Le camp Ratsiraka a démenti toute implication dans la dernière panne. Ce dernier est désormais acculé dans ses deux bastions, les grands ports de Toamasina, sur la côte est, et d'Antsiranana, dans l'extrême-nord du pays.

L'ARMÉE STAGNE
L'avance de l'armée de M. Ravalomanana vers Antsiranana a stagné jeudi. Le gros de ses troupes est depuis plusieurs jours à Ambilobe, à 135 km au sud de l'objectif. Une tentative de contre-attaque a été repoussée dans la nuit de mercredi à jeudi.

L'état-major de M. Ravalomanana explique qu'il tempore en raison de la menace qui pèse sur 71 jeunes civils. Accusés par les militaires de M. Ratsiraka d'être des « mercenaires », ils ont été enchaînés lundi sept heures durant aux grilles du gouvernorat d'Antsiranana et exhibés aux médias locaux, avant d'être emprisonnés et d'en faire des boucliers humains.

D'autre part, les États-Unis ont confirmé concrètement leur reconnaissance officielle, annoncée la veille, du gouvernement de M. Ravalomanana : le secrétaire d'État américain Colin Powell a débloqué les avoirs extérieurs de l'État malgache gelés aux États-Unis depuis le début de la crise, en février. Plusieurs autres ont fait savoir par leurs diplomates qu'ils allaient « bientôt » emboîter le pas.

Depuis six mois, les résultats contestés du premier tour de la présidentielle de décembre divisent la Grande Île. Marc Ravalomanana a été investi le mois dernier après un nouveau décompte des voix que Didier Ratsiraka refuse de reconnaître.

épargnez maintenant jusqu'à 200\$

RABAIS période de DÉMÉNAGEMENT !
Ouvert dimanche 30 juin 10h-17h
Ferme lundi 1^{er} juillet

Stores similibois Modèle Anzou 52⁹⁹
Stores cellulaires Modèle Daplan 91⁹⁹

Toiles en tissu Modèle Naples 41⁹⁹
Verticaux porte patio Modèle Primo 57⁹⁹
Stores en bois naturel Modèle Natur 42⁹⁹

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE
20 000 idées, et les experts pour vous aider à choisir !

LE PLUS GRAND MANUFACTURIER ET DÉTAILLANT DE STORES EN AMÉRIQUE DU NORD
Plus de 110 supermagasins pour mieux vous servir. Appelez 1-800-254-6377 pour le magasin le plus près de chez vous. www.lemarchedustore.com

Vanier (418) 687-0053
265, boul Wilfrid-Hamel
Angie Pierre-Bertrand, en face de l'hôpital

Lévis (418) 838-8646
72, boul du Président-Kennedy, en face du McDonald's

autres : ÎLE DE MONTRÉAL Le Méga Marché du Store Maison mère et Centre de Liquidation (514) 259-3500
Le Marché du Store St-Léonard (514) 256-3335 • Pointe-aux-Trembles (514) 640-9037 • Dollard-des-Ormeaux (514) 624-9768 • LAVAL/RIVE-NORD • Chomedey (450) 668-2370 • Fabreville (450) 963-2020 • St-Eustache (450) 974-3434 • Terrebonne (450) 471-4791 • Repentigny (450) 582-9937 • Joliette (450) 752-4123 • LAURENTIDES • St-Jérôme (450) 569-8332 • RIVE-SUD / MONTRÉGIE • Sorel (450) 743-6866 • Greenfield Park (450) 672-0200 • St-Jean-sur-Richelieu (450) 348-0990 • St-Hyacinthe (450) 771-4266 • Granby (450) 777-1099 • ESTRIE / CENTRE DU QUÉBEC • Sherbrooke (819) 565-0007 • Drummondville (819) 478-4983 • Victoriaville (819) 357-1297 • MAURICIE • Trois-Rivières (819) 378-5715 • RÉGION DE QUÉBEC / BEAUCÉ • Vanier (418) 687-0053 • Lévis (418) 838-8646 • St-Georges-de-Beauce (418) 228-0067 • SAGUENAY / LAC ST-JEAN • Chicoutimi (418) 549-1465 • OUTAOUAIS • Gatineau (819) 243-4456

ÉPARGNEZ DAVANTAGE SUR NOS TRÈS BAS PRIX « DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE »

20\$ de rabais sur tout achat de 100\$ ou plus chez Le Marché du Store™ expire le 14 juillet, 2002 code: H0727003 Nouvel achat seulement. Ne peut être jumelé à d'autres offres.	50\$ de rabais sur tout achat de 250\$ ou plus chez Le Marché du Store™ expire le 14 juillet, 2002 code: H0727003 Nouvel achat seulement. Ne peut être jumelé à d'autres offres.	100\$ de rabais sur tout achat de 500\$ ou plus chez Le Marché du Store™ expire le 14 juillet, 2002 code: H0727003 Nouvel achat seulement. Ne peut être jumelé à d'autres offres.	200\$ de rabais sur tout achat de 1000\$ ou plus chez Le Marché du Store™ expire le 14 juillet, 2002 code: H0727003 Nouvel achat seulement. Ne peut être jumelé à d'autres offres.
---	---	--	---

Les prix annoncés incluent le rabais du coupon. Coupon non-valable au Centre de Liquidation.